

ACTES DES

XXXII^e

**rencontres
internationales**

de l'Alliance française

Paris, janvier 2010



af
fondation
Alliance Française

**XXXII^e rencontres
internationales
de l'Alliance française**

*Quelle langue, quelle culture,
dans un monde du numérique
et du divertissement?*

af
fondation
Alliance Française

Sommaire

Discours d'ouverture 4

Herman Van ROMPUY, président du Conseil européen
Irina BOKOVA, directrice générale de l'UNESCO

Interventions 21

Jean-Pierre de LAUNOIT, président de la Fondation
Jean-Claude JACQ, secrétaire général de la Fondation
Christian MASSET, directeur général de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats (ministère des Affaires étrangères et européennes)

Intervention : «Les enjeux culturels de la formation dans la mondialisation » 38

Philippe HERZOG, ancien député européen

Table ronde: «Bicentenaire des indépendances américaines » 46

Président : Alain ROUQUIÉ, président de la Maison de l'Amérique latine

Eduardo MANET, écrivain
Élisabeth BÉTON-DELÈGUE, directrice des Amériques et des Caraïbes (ministère des Affaires étrangères et européennes)
Carlos de ICAZA, ambassadeur du Mexique en France
Fernando CEPEDA ULLOA, ambassadeur de Colombie en France

Séance plénière: «Pour une démarche qualité » 70

Delphine BORIONE, directrice de la Politique culturelle et du français (ministère des Affaires étrangères et européennes)
Jean-Paul REBAUD, sous-directeur de la Diversité linguistique et du français (ministère des Affaires étrangères et européennes)
Jean-Claude JACQ, secrétaire général de la Fondation
Pascale FABRE, directrice de l'Alliance française Paris Île-de-France
Anne-Garance PRIMEL, Fondation Alliance française
Professionalisation, Coordination Europe et Canada

Table ronde: «Impact des nouvelles technologies sur la communication» ... 86

Présidente : Christine OCKRENT, directrice générale déléguée de l'Audiovisuel extérieur de la France

Dominique WOLTON, directeur de recherche au CNRS
Philippe THUREAU-DANGIN, directeur de Courrier international
Bruno PATINO, directeur de France Culture

Intervention: «Internet : bienfait ou handicap pour la culture » 114

Jean-Noël JEANNENEY, historien, ancien président de la BNF

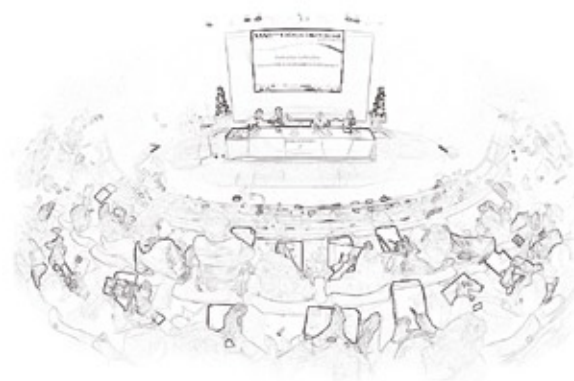
Table ronde: «Culture et divertissement » 132

Présidents : Catherine TASCA, ancien ministre de la Culture et Jean-François KAHN, journaliste et écrivain

Fatou DIOME, écrivain
Olivier DONNAT, sociologue (ministère de la Culture)

Interventions 164

André COINTREAU, président du Cordon bleu
Karim MOUTTALIB, directeur général du musée du quai Branly





Discours d'ouverture



Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Directeurs,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi d'ouvrir ce Colloque international de l'Alliance française.

Vous êtes venus ici du monde entier pour célébrer votre affection pour la langue française et pour tout ce que cette langue apporte. Je suppose que pour la plupart d'entre vous, le français n'est pas la langue maternelle. Vous l'avez appris à l'école ou (comme moi-même) tout simplement dans la rue. Dans mon cas, c'étaient les rues de Woluwe-Saint-Étienne. C'est une des communes de la périphérie bruxelloise, à l'est du centre-ville. Mon quartier était en majorité francophone, tout en étant situé en Flandre. Mes parents étaient flamands et m'ont élevé dans leur langue. Toutefois, pour jouer dans la rue avec les garçons de mon âge, il fallait bien que je me débrouille en français. C'est ainsi que, avant de devenir la langue de Voltaire, au collège, le français était pour moi la langue des terrains de football... (Je peux vous assurer, ce n'est pas le pire des cours de langue!)

Ainsi, vous avez tous (par nécessité ou par choix) voulu augmenter vos possibilités de communication. Pour certains parmi vous, ou parmi les étudiants que vous encadrez dans vos Alliances françaises respectives, l'objectif était peut-être une plus grande facilité d'expression; pour les

voyages, les affaires ou les amitiés. Pour d'autres, qui sait, l'objectif était une vie en France ou à Paris. Pour d'autres encore, un accès privilégié à la culture française (et francophone), à une langue de culture particulièrement riche.

Cela me conduit au thème de votre colloque. Vous parlerez pendant ces trois jours des effets de l'arrivée du numérique et de l'internet sur la langue et la culture. On sent comme une inquiétude dans l'intitulé de votre colloque. Une inquiétude devant la montée de nouvelles formes d'expression. Que va-t-il rester de cette grande et vieille littérature face aux jeux vidéo ? Que va-t-il rester de ces vénérables dépôts de mémoires individuelles, d'expériences vécues, d'histoires uniques ? Qu'est-ce qui va protéger notre spécificité dans l'homogénéisation culturelle ?

Ce sont là de vastes questions qui ne touchent évidemment pas seulement la France et la francophonie. Elles touchent tous les pays européens, toutes les langues et toutes les cultures européennes. Il ne vous surprendra donc pas que je voudrais vous dire également un mot de l'Europe. Du rapport de l'Europe, notre vieux continent, à la langue et à la culture.

Avant tout diagnostic hâtif, avant de conclure que l'âge du numérique est favorable ou défavorable à la culture en tant que telle, il faudrait prendre un peu de recul.

Tout d'abord, il faut reconnaître que, sur les quarante dernières années, il y a un vrai séisme. Culturellement, nous ne vivons plus dans le même monde. Depuis 1970, nos sociétés et nos modes de vie se sont transformés. Nous (et je parle avant tout de l'Europe) ne mangeons plus les mêmes repas, nos enfants n'apprennent plus les mêmes choses à l'école, nous ne gagnons plus notre pain comme il y a quarante ans.

Vous allez me dire : mais le monde change toujours.

Certes.

Mais il y a, à mon avis, une vraie accélération.

Prenons les trois périodes de quarante ans qui nous précèdent.

Je dirai que les changements entre 1970 et 2010 sont plus grands qu'entre 1930 et 1970, et aussi plus grands qu'entre 1890 et 1930.

Nous vivons une époque de mutations profondes. Nous ignorons où elle nous mènera.

C'est ce contexte qui constitue l'arrière-plan de vos débats. Je pense qu'il est important que vous le gardiez à l'esprit.

Dans le monde politique, nous n'avons sans doute pas pris toute la

mesure de ce vaste changement. Les effets sur l'existence des individus, les effets sur les rapports sociaux, les effets sur le rapport entre le citoyen et l'État sont immenses. Bien sûr, des sociologues se sont efforcés de saisir le phénomène. Ainsi, on l'a décrit comme « individualisation », comme « modernisation », comme « marchandisation », « urbanisation » ou encore « mondialisation ». Ces termes sont tous des facettes de ce basculement, qui est, je répète, d'une ampleur sous-estimée.

L'évolution est plus frappante encore dans le monde non occidental. En Inde ou en Chine, depuis seulement une génération, les changements des modes de vie sont saisissants. Il est quand même étonnant de voir dans la rue principale de Beijing les mêmes magasins qu'à Paris ou Madrid ! Il est déconcertant de découvrir des adolescents « accros » aux mêmes jeux vidéo à New Delhi ou à São Paulo ! Il est inattendu d'allumer sa télévision dans une chambre d'hôtel n'importe où dans le monde et de voir le même bulletin météo que chez soi... ! Certes, souvent c'est une météo dans une langue incompréhensible..., mais avec exactement le même format : les mêmes mouvements du présentateur, les mêmes images, la même diction (on y annonce en général juste un peu plus de soleil que chez moi à Bruxelles...).

Ce qui est peut-être déconcertant pour nous Européens, c'est que nous pourrions avoir l'impression de perdre notre originalité et notre identité. L'ancien monde de nos parents s'en va, ce « monde d'hier » (Stefan Zweig) qui était le nôtre, ou que nous partagions avec les Américains. Soudain, il est remplacé par un monde où la plupart de l'humanité aspire à notre mode de vie, notre *way of life*, et l'atteint. Ce sera le monde de nos enfants et petits-enfants.

On peut voir ce mouvement comme un progrès ; par exemple puisqu'il apporte les libertés individuelles à des millions de gens dans le monde.

Mais on peut le considérer également sous le signe de la perte. Perte de sens, perte de valeurs anciennes, perte de stabilité.

C'est la double face de la modernité.

Le jeune sociologue Karl Marx est l'un des premiers à décrire ce mouvement. Dans le *Manifeste communiste*, en 1848, il décrit l'économie de marché comme une force qui déracine tout ce qu'elle trouve sur son chemin, qui fait fondre tout ce qui est fixe. Cette observation, faite au début de l'époque industrielle, était très juste.

Mesdames et messieurs,

Nous Européens, nous vivons depuis longtemps entre le particulier et l'universel. D'un côté, nous sommes les héritiers d'une grande diversité culturelle et linguistique. De l'autre côté, nous sommes les défenseurs de valeurs universelles des droits de l'homme et de la démocratie, ainsi que les promoteurs de la science et de la technologie.

La diversité constitue notre richesse historique ; l'universalité constitue notre message politique ; (je passe sur le fait que cette universalité n'est pas forcément reconnue comme telle par les autres...!).

À partir d'ici, deux questions se posent.

La première : celle de la tension entre l'universel et le particulier. Cela, c'est votre affaire dans les jours qui viennent, c'est le coeur du sujet de ce colloque.

La deuxième : la place de l'Europe entre l'universel et le particulier. Cela, c'est notre affaire dans l'Union européenne. Pendant ma présidence, je ne négligerai pas cette question. Elle touche le rapport de l'Europe à son identité, le rapport entre l'Union comme système politique d'une part, l'Europe comme continent et civilisation d'autre part.

Je voudrais dire un mot sur ces deux questions, et puis je conclurai.

D'abord la question de la tension.

Ici la question est la suivante : est-ce que les valeurs universelles sont une menace pour la diversité culturelle ?

Les valeurs démocratiques en tant que telles, sûrement pas.

Effectivement, pourquoi les droits de l'homme menaceraient-ils le niveau de culture ?

C'est la réponse facile.

À mon avis, on ne peut pas s'en contenter.

La démocratie est plus qu'un système de valeurs, plus même qu'un système politique. C'est une forme de société. Je pense au grand livre d'Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, paru en 1835. Il est le premier à analyser la démocratie non pas uniquement comme un système politique, mais comme un mode de vivre ensemble. Difficile de séparer les deux. La démocratie américaine, telle que décrite par Tocqueville, transforme les rapports sociaux, sape les rapports d'autorité. Elle ébranle les traditions, elle met donc à l'épreuve la diversité culturelle, parce qu'elle change la culture. C'était pour lui un développement inéluctable. Et il voyait déjà cette Amérique démocratique, une Amérique mode de vie, s'installer en Europe...

Bien sûr, la culture démocratique a changé la culture dans le sens étroit du terme. L'art, la littérature sont largement influencées par la démocratisation de la vie. La langue reste, mais Zola n'était pas possible au XVII^e siècle ni Racine au XIX^e. Cependant ils peuvent parler et écrire du même homme, avec ses mêmes rêves et angoisses...

Avec le mot «Amérique», je risque de toucher un point sensible dans ce débat.

Quand on parle de l'âge du numérique et du divertissement, on pense très vite aux États-Unis. D'où le terme «américanisation». En général, dans une bouche francophone, ce n'est pas un compliment... L'Amérique est plutôt perçue comme source de malheur. Si vous en doutez, pensez à la variante pour la sphère culinaire : c'est la «McDonaldisation»...

Dans ce schéma de pensée, on tombe très vite dans des oppositions stériles entre culture de masse et culture (ce qu'en anglais on appelle *low culture* et *high culture*), avec les représentants de l'Amérique comme *bad guys* et ceux de la France ou de l'Europe comme *good guys*. Google contre Proust.

Hollywood contre Godard.

Silicon Valley contre Venise.

Et ainsi de suite...

Je vous souhaite de résister à cette tentation dans vos débats... Ce sujet passionnant mérite mieux. La culture américaine est très riche sous maints égards. Personnellement, je suis par exemple un grand amateur du cinéma américain, qui a produit des merveilles. Le cinéma est un grand art. Un roman en images.

Mesdames et messieurs,

J'en viens à la deuxième question sur le rapport entre le particulier et l'universel, celle qui concerne l'Europe. Notre continent est depuis toujours, disais-je, pris entre l'universalité de son message politique et la diversité des appartenances culturelles.

On perçoit le problème :

Si l'Europe est le continent de l'universel, il n'y a plus rien qui la distingue du reste du monde.

Si, au contraire, l'Europe est le continent de la diversité, il n'y a rien qui tiendrait les différentes parties ensemble.

Il ne doit donc pas surprendre qu'au sein de l'Union européenne, nous

ayons du mal à répondre à la question de savoir ce qui nous réunit.

Ce n'est certainement pas la langue.

Dans l'Union, il y a 23 langues officielles (sur 27 États-membres).

Est-ce la culture qui nous réunit? Est-ce qu'il existe une culture européenne, donc malgré le fait que certains associent la culture à la langue?

C'est une question difficile et délicate. Je ne vais évidemment pas la trancher cet après-midi. Mais on peut en dire quelques mots, dans une perspective historique.

On attribue à Jean Monnet, père fondateur de l'Europe, la citation: « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. » La remarque est très souvent citée. En fait, elle est apocryphe. Jean Monnet était un homme intelligent et il a poursuivi le seul chemin vers l'unité européenne concevable après la Seconde Guerre mondiale, celui de l'économie.

Toutefois, l'Europe ne date pas de 1945. Elle ne date pas de Monnet, Adenauer et Schuman.

Dans la longue histoire de notre continent, il y a trois moments d'unification.

Nous sommes, depuis soixante ans, dans le troisième, celui de l'économie et de la politique, celui qui me mène ici en tant que représentant d'une Union de 27 États.

Les deux premiers moments d'unification européenne ont été, d'abord, la Chrétienté latine du moyen-âge, puis la République des Lettres du XVIII^e siècle; (sur ce point, je partage les analyses du grand historien franco-polonais Krzysztof Pomian¹).

Du XII^e au XV^e siècle, la chrétienté latine était unie religieusement et donc culturellement. Partout en Europe, la foi chrétienne structurait la vie quotidienne. Pensez aux prêtres qui célébraient la même liturgie dans la même langue, aux évêques et évêchés, au pape comme chef de tous les croyants. Partout, les gens de culture utilisaient le latin et disposaient des mêmes références intellectuelles : la Vulgate, les pères de l'Église, Aristote, ses commentateurs arabes, la jurisprudence romaine. Partout, du XIII^e au XV^e siècles, les écoles et les universités avaient le même programme. Partout, dans les arts plastiques, la tapisserie et la peinture, l'inspiration venait des mêmes modèles; l'architecture gothique était pratiquée sur tout le territoire de la chrétienté latine.

1 K. Pomian, *L'Europe et ses nations*, Gallimard 1990.

Quand on y pense bien, c'était une vraie standardisation culturelle!

Le deuxième moment d'unification vient à la fin du XVII^e siècle et dure un peu plus de cent ans. L'Europe consciente d'elle-même est née de l'esprit des Lumières. Après les guerres de religions et les guerres entre nations qui avaient divisé le continent, une élite culturelle développe un nouveau sentiment d'appartenance à une communauté d'esprit. Ce n'était plus sur la base de la foi, mais au nom de valeurs culturelles et intellectuelles communes.

La Renaissance a préparé cette période quelques siècles auparavant. On oublie souvent que la Renaissance, la science et la philosophie modernes, sont nées dans un cadre chrétien. À part quelques exceptions (dont Galilée), avec le consentement de l'Église. La raison se développe avec Saint Thomas d'Aquin (XIII^e siècle) qui redécouvrit Aristote, un penseur non chrétien.

À la fin du XVII^e, cette évolution déboucha sur la République des Lettres. L'Europe représentait une communauté idéalisée de savants, qui admiraient les auteurs classiques, qui appliquaient la logique et la raison à leurs arguments et à leurs recherches. Ce deuxième moment d'unification européenne a culminé, sur le plan politique, avec la Révolution française et l'Empire de Napoléon. Pensez à la tentative de l'empereur d'instaurer partout en Europe les mêmes classements administratifs, les mêmes poids et mesures, le même code civil, le même système d'enseignement.

Deux remarques.

Ces deux moments d'unification ont été suivis par des périodes d'éclatement. Après la chrétienté latine vient la Réforme de Luther et Calvin.

Après les Lumières et le message universel de la Révolution française, vient la formation des États-nations au XIX^e siècle.

L'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui est bien le résultat de ce double mouvement : unification, éclatement. On ne pourrait dire lequel est le plus vrai ou le plus européen. La tension fait partie même de notre héritage.

Je reviens aux langues.

Je constate que les deux moments d'unification européenne avant 1945 avaient chacun sa langue dominante, sa «lingua franca». D'abord le latin, ensuite le français. Le latin à cause du pouvoir spirituel et temporel de l'Église. Le français à cause du pouvoir politique et culturel de la

France, État européen le plus puissant entre Louis XIV et Napoléon. (Entre parenthèses : la position du français dans le monde – que vous représentez ici même – tient beaucoup à cette période...).

Dans le troisième moment d'unification européenne, ces temps sont révolus. La langue ne joue pas un rôle unificateur.

Avant et après la Seconde Guerre mondiale, on parlait et écrivait beaucoup de l'«idée européenne». Des associations, des recherches, des colloques, des conférences. Il y était beaucoup question de la culture et de la langue.

Vu l'histoire longue que je viens de vous esquisser, et le rôle du latin et du français, il n'est pas surprenant que certains aient cru qu'il fallait bien une seule langue.

Le défenseur le plus ardent de cette idée fut le célèbre intellectuel français Julien Benda. Il le dit en 1933 et encore en 1947.

En 1933, Benda publiait le petit livre *Discours à la nation européenne*. C'est une critique du nationalisme et du fascisme montants. Benda sent que la guerre arrive. Il s'efforce d'enthousiasmer une élite morale et intellectuelle, des personnes «qui veulent unir les peuples, qui pensent à "faire l'Europe".»

Sur la langue, il écrit : «Les habitants de l'Europe devront, s'ils veulent s'unir, adopter une langue commune, qui se superpose à leurs langues nationales, comme, dans chacune de leurs nations, la langue nationale s'est superposée aux parlers locaux.»

Quelle langue ?

Grande surprise, pour Benda, c'est simple : «Je vous réponds que cette langue est toute trouvée : c'est le français!»

Pourquoi ? parce que, d'après lui, c'est la langue européenne la plus rationnelle !

Il faut dire que, quelques pages plus loin, Julien Benda admet l'ironie de la situation.

Il écrit : «Certains d'entre vous trouveront étrange que je vienne, moi Français, plaider l'hégémonie de l'esprit français, alors que, par ailleurs, je prêche l'affranchissement du préjugé national. (...) J'ajoute que je suis tout prêt à en admettre une autre [langue] si on me montre qu'elle possède plus de vertu encore pour conjindre les hommes dans la clarté et la raison.»

Dans ce même mouvement européen des années d'après-guerre, mon auteur favori était Denis de Rougemont. Cet écrivain suisse était un vrai

animateur de l'idée européenne. J'ai découvert ses écrits sur la culture européenne au collège des jésuites dans les années soixante.

Il a écrit des choses très justes. Par exemple : «C'est seulement en Europe, et nulle part ailleurs, qu'il m'est arrivé d'entendre dire : "Il n'existe pas de culture européenne."» De Rougemont voulait dire par là que quelqu'un qui nie que l'Europe a une culture, ne peut pas être un Américain, un Africain ou un Chinois. C'est le monde extérieur qui nous donne le miroir pour voir une unité dans et à travers notre diversité.

Depuis 1950, l'Europe organisée n'a pas pris le chemin de Julien Benda. Nous n'avons pas adopté de force une culture et une langue unique. L'Europe ne pourra fonctionner sur le modèle de l'État-nation.

L'Europe a suivi la sagesse de Denis de Rougemont. Sachant que nous partageons des choses sans les percevoir très clairement nous-mêmes, nous avons simplement commencé l'aventure sans nous prononcer sur la destination.

Mais depuis de Rougemont, le monde a changé profondément. La perte de références historiques, religieuses ou philosophiques dans l'industrie culturelle que nous vivons aujourd'hui est véritablement une menace pour la culture européenne et la culture tout court. Il faudrait créer un contre-courant par rapport à une banalisation dans les messages et les images. La culture s'ajoute à la nature, par définition. Elle ne suit pas la voie la plus aisée. Les nouveaux moyens de communications peuvent offrir de nouvelles opportunités pour ce contre-courant, mais il est grand temps de réagir. L'enseignement a aussi un grand rôle à jouer. Personnellement, je ne serais pas devenu ce que je suis en tant qu'homme sans la formation d'«humanité» que j'ai reçue. Des hommes et des femmes ayant un sens de l'histoire savent juger sereinement et avec sagesse. C'est important pour la démocratie, pour la culture et pour notre identité européenne.

Mais retournons à la langue : au sein de l'Union européenne, nous continuons à vivre dans la diversité linguistique. C'est une valeur constitutionnelle, intouchable.

Pour l'unité politique, nous ne payerons pas le prix de cette liberté.

Les États-membres de notre Union veulent être ensemble ; ils ne veulent pas être un. C'est toute la différence. Ils ne veulent pas être un *melting pot*, comme le dirait Simone Veil, la première présidente du Parlement européen élue directement en 1979. Nous voulons vivre dans le couple : identité et ouverture.

En tant que président du Conseil européen, je m'efforcerai donc de bien gérer cette tension entre l'unité et la diversité, tant sur le plan politique, que sur le plan culturel.

Je vous souhaite un colloque enrichissant.



Monsieur le Président du Conseil européen,
Monsieur le Président de l'Alliance française,
Madame la Directrice et chère amie,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très honorée que l'Alliance française m'ait invitée à prendre part à son colloque annuel, et je remercie vivement Madame Pascale Fabre d'avoir renforcé les liens entre l'Alliance française et l'UNESCO. Je suis heureuse, en tant que Directrice générale de l'UNESCO et comme francophone convaincue, de pouvoir m'exprimer sur un thème qui me tient réellement à coeur, celui des langues.

Avant tout, je voudrais vous dire combien nous sommes tous bouleversés par les dégâts considérables du tremblement de terre en Haïti. Cette catastrophe a également touché les acteurs du développement, l'Alliance française comme les Nations Unies. Elle affecte nos capacités de réaction, alors que nous devons retrouver très rapidement nos moyens opérationnels. Je vous propose d'allier nos forces pour oeuvrer à la reconstruction qui s'impose de façon urgente dans tous les champs de la culture de ce pays francophone.

Ma relation à la langue et à la culture françaises n'a cessé de connaître de

beaux jours depuis que, jeune étudiante, je faisais le choix d'apprendre le français vers lequel je me sentais irrésistiblement attirée. Les cinq dernières années que j'ai passées à Paris, comme Ambassadeur bilatéral en France, déléguée permanente auprès de l'UNESCO et représentante de la République bulgare auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie, n'ont fait que souder plus fort mon attachement à l'esprit français et à la langue qui le porte.

Je viens d'un pays où les Alliances françaises ont une longue histoire, de plus de cent ans. Je dirais que cela crée des liens, et que le dynamisme qui porte la francophilie et la francophonie en Bulgarie est inoxydable.

Je me tourne vers les responsables des Alliances françaises en Bulgarie, qui se trouvent ici aujourd'hui, et je salue avec reconnaissance leurs efforts pour rendre encore plus florissante l'action de l'Alliance française dans mon pays.

Ce qui m'a toujours fascinée, c'est la double mission de l'Alliance française. Son objectif principal est de créer des foyers de culture française et de faire rayonner les langues et les cultures de la francophonie à travers le monde. Dans le même temps, son objectif est aussi de stimuler des rencontres privilégiées avec les cultures des pays qui l'accueillent, en participant à la vie socioculturelle des villes où elle se trouve.

Cela crée une valorisation culturelle réciproque sur laquelle se construisent des échanges. Ces dialogues d'égal à égal renforcent la diversité des cultures. En tant que Bulgare et en tant qu'Européenne, je sais que ces valeurs de diversité, nous les partageons avec l'Alliance française.

Je connais la puissance de talent et de dévouement dont font preuve les Alliances françaises dans le monde. Je sais combien, en multipliant les alliances dans les pays émergents et en ouvrant toujours plus votre réseau aux autres cultures, vous suivez de près l'évolution du monde et les équilibres de sa géolinguistique.

Mesdames et Messieurs,

Je suis arrivée à la tête de l'UNESCO en portant haut et fort ma vision d'un nouvel humanisme, pour une réponse lucide, pragmatique et juste aux enjeux actuels de notre planète.

Je soutiens une conception morale de la coexistence universelle, je soutiens un esprit humaniste qui doit éclairer les pratiques politiques, économiques, environnementales et culturelles. Pour notre monde, c'est un virage à amorcer de façon urgente, un réengagement de toutes

les nations face aux nouvelles donnes de notre période historique. L'objectif politique et moral primordial de l'UNESCO, c'est la construction de la paix par la coopération internationale en éducation, sciences, culture et communication. C'est l'instauration d'un dialogue multilatéral dont les axes phares sont le partenariat et le partage.

L'UNESCO a une mission en phase totale avec son temps. Forte de son expérience dans les domaines spécifiques dont elle est chargée, elle possède des moyens puissants pour déverrouiller des situations de sous-développement, d'injustice, d'inégalité et de conflits.

Notre planète est vulnérable, l'humanité est vulnérable. Nous le savons, tout est interconnecté : face à la pauvreté, l'illettrisme, la faim, l'outrance des inégalités, nous devons mettre en place des systèmes de solidarité et des systèmes de savoir.

Il est impératif de dialoguer, de coopérer et de se respecter pour être plus forts. Les nombreuses crises, de tous ordres, qui surgissent en ce début de XXI^e siècle, sont autant de signaux d'alarme : notre monde doit changer en profondeur.

Je suis convaincue que le respect de la diversité culturelle et le dialogue entre les cultures offrent un immense potentiel de paix. Le dialogue, la tolérance et le respect de la diversité constituent la détermination politique et humaniste de l'UNESCO. Cette détermination sera portée par 2010, Année internationale du rapprochement des cultures.

Cette année, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies et orchestrée par l'UNESCO, est envisagée comme le moyen de resserrer les liens entre les peuples, les nations et les cultures à l'échelle planétaire, en faisant appel au dialogue et à la connaissance réciproques.

Nous voulons jeter des passerelles solidaires entre toutes les cultures, afin de créer une nouvelle éthique universelle du vivre ensemble. C'est pourquoi j'invite très chaleureusement l'Alliance française et tous ses centres à s'associer à l'UNESCO et à la grande famille des Nations Unies pour prendre une part active à cette célébration.

Mesdames et Messieurs,

Pour nous, à l'UNESCO, dans notre monde globalisé où les repères traditionnels liés aux langues et à leur utilisation se modifient rapidement, la problématique n'est pas celle de la langue, mais celle des langues au pluriel.

Les langues ont des fonctions multiples. Elles véhiculent l'enfance, le

rêve, l'imaginaire, elles sont le support de l'histoire personnelle. Elles vitalisent le développement humain et la participation à la société. Les langues sous-tendent aussi des systèmes de pensée et des visions du monde. Elles permettent la transmission des connaissances, des traditions et des croyances. Elles sont si intimement liées à certaines cultures qu'elles les symbolisent.

Pour toutes ces valeurs qu'elles portent, les langues ont un rôle crucial à jouer dans le maintien de la diversité culturelle et la promotion du dialogue entre les cultures.

L'UNESCO considère que les langues, au nombre de 6700 environ, appartiennent au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, et elle reconnaît l'interdépendance entre langue, dialogue et patrimoine. Nous oeuvrons pour la sauvegarde des langues en danger, ainsi, à travers des traductions et des publications, et nous produisons un Atlas mondial des langues en danger, disponible en ligne.

Car nous sommes confrontés au problème majeur des langues en danger. Le taux d'extinction de la diversité linguistique est encore plus rapide que celui de la diversité biologique.

Les langues s'affaiblissent ou s'éteignent en raison de catastrophes naturelles, de pandémies, de la prééminence de langues dominantes ou de pressions économiques. D'après d'éminents linguistes, toutes les deux semaines, une langue se perd dans le monde. La disparition des langues met en danger le futur des cultures. Elle a généralement pour corollaire une exacerbation des inégalités existantes et la création de nouvelles fractures.

Nous savons tous que l'extinction d'une langue n'est pas un phénomène qui arrive isolément. C'est en général le symptôme de l'extinction de toute une culture.

Par conséquent, la diversité linguistique du monde est un repère de sa diversité culturelle.

Par ailleurs, le rôle central de la culture pour le développement humain et économique fait désormais l'objet d'un consensus international. Les langues étant des composantes essentielles des cultures, elles sont au cœur du processus de développement.

Mesdames et Messieurs,

Pour sauvegarder les langues et renforcer le multilinguisme, l'UNESCO dispose de moyens puissants qui lui permettent d'appliquer une

approche interdisciplinaire, en menant des activités dans ses cinq secteurs de programme. Je concentrerai mes propos autour de trois thèmes : l'éducation, l'environnement et les nouvelles technologies.

Premièrement, dans le domaine de l'éducation, l'UNESCO est plus que jamais fidèle à l'Article premier de son Acte constitutif, renforçant jour après jour des méthodes d'éducation convenables pour préparer les enfants du monde entier aux responsabilités de l'homme libre.

La langue est un support vital du libre arbitre. Pour tout habitant de notre planète, l'usage de sa langue maternelle est un droit fondamental, une liberté. C'est pourquoi l'UNESCO soutient l'enseignement dans la langue maternelle. Dispensé surtout dans les premières années, il est extrêmement bénéfique. Il permet entre autres de renforcer l'identité, et il est un important facteur d'intégration de chacun au sein de la société.

Le multilinguisme est un vecteur efficace pour parvenir à une meilleure gouvernance et pour renforcer la participation à la vie citoyenne. C'est pourquoi l'UNESCO soutient les politiques en faveur de la diversité culturelle et du multilinguisme, par le biais de plusieurs instruments juridiques internationaux.

Mesdames et Messieurs,

En deuxième lieu, s'agissant de l'environnement, nous observons presque chaque jour combien notre monde, confronté à un important défi climatique et environnemental, recèle de ramifications avec les langues dont l'impact sur nos vies est considérable. Ainsi, l'interdépendance entre diversité biologique et diversité linguistique et culturelle est de plus en plus avérée. Ce qui peut être nommé peut être sauvé. Il y a un lien entre appauvrissement linguistique et culturel et déshérence environnementale.

Les langues et les savoirs autochtones sont intimement liés à la protection et à la durabilité de l'environnement, ainsi qu'au maintien des espèces animales et végétales.

C'est ce que notre programme scientifique LINKS s'attache à démontrer. Il nous faut continuer de lutter pour protéger le rôle central que jouent les langues vernaculaires dans les modes de connaissance autochtones, et pour renforcer les moyens de transmission des savoirs locaux.

Mesdames et Messieurs,

En troisième lieu, je veux aborder la question des nouvelles technologies. L'accès à la culture par le numérique est une extraordinaire avancée, un pas de géant dans le savoir-faire de l'humanité. Le patrimoine numérique offre de larges possibilités de création, de communication et de partage des connaissances entre tous les peuples.

Dès 2003, l'UNESCO a adopté une Charte sur la conservation du patrimoine numérique, qui reconnaît le patrimoine numérique comme un nouvel héritage, partie intégrante du patrimoine de l'humanité. Cette Charte énonce des principes directeurs éthiques, juridiques et techniques afin d'assurer la conservation de ce patrimoine pour les générations futures.

Notre Organisation favorise un accès plus équitable et plus universel à l'information, en veillant à l'utilisation d'un plus grand nombre de langues. C'est l'objet de notre programme Le multilinguisme dans le cyberspace qui promeut la diversité culturelle et linguistique dans les médias et les réseaux d'information internationaux.

L'UNESCO et la Bibliothèque du Congrès, ainsi que trente-deux autres partenaires, ont lancé en avril 2009 la Bibliothèque numérique mondiale, un site Internet proposant un éventail unique de matériels culturels provenant de bibliothèques et d'archives du monde. Le site offre des manuscrits, cartes, livres rares, films, enregistrements sonores. L'accès à ces ressources est proposé en sept langues, il est libre et gratuit. Cette initiative va contribuer à réduire la fracture numérique. C'est également un pas en avant vers l'édification de sociétés du savoir.

En décembre 2009, une nouvelle étape vers une plus grande diversité linguistique sur Internet a été franchie avec la signature d'un accord de partenariat entre l'UNESCO et l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), l'organisme qui coordonne le système des adresses en ligne pour les utilisateurs d'Internet, afin d'introduire des noms de domaine internationalisés en caractères non-latins, ce qui rendra l'Internet plus global et plus accessible à tous. C'est un progrès que l'UNESCO réclamait depuis longtemps. L'Internet doit être multilingue pour que tous les groupes linguistiques puissent vraiment profiter de son potentiel exceptionnel. De multiples portes vont ainsi s'ouvrir.

Mesdames et Messieurs,

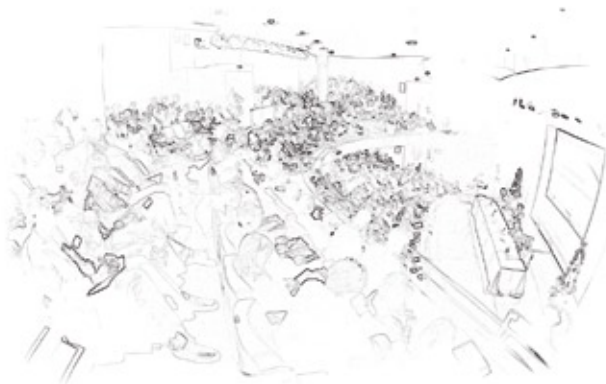
Je le réaffirme, l'UNESCO a un rôle majeur à jouer dans la construc-

tion d'un monde plus équilibré, plus juste et plus solidaire, dans lequel chaque langue a une fonction multiple et irremplaçable, dans un cadre global de respect et de paix. Dès ma prise de fonction, j'ai nommé un Haut Panel sur la paix et le dialogue entre les cultures, qui se réunira le mois prochain au Siège de notre Organisation pour réfléchir sur ces thèmes.

Nous sommes tous conscients que les langues sont à l'image des hommes et des femmes qui les parlent : elles sont égales en dignité et en droit.

Je laisserai les derniers mots à Aimé Césaire qui, dans le *Cahier d'un Retour au pays natal*, écrit : « Je viendrai à ce pays mien et je lui dirai : "Embrassez-moi sans crainte". Et si je ne sais que parler, c'est pour vous que je parlerai. »

Merci de votre attention.



Chers amis,

Je tiens à vous réitérer les remerciements que nous vous adressons, Jean-Claude Jacq et moi, pour votre présence particulièrement nombreuse. C'est vraiment très encourageant pour nous de voir que vous venez ainsi, parfois du bout du monde, à cette rencontre annuelle. L'Alliance est, comme vous le savez, une grande famille. Nous devons nous retrouver pour mieux nous connaître et pour échanger. C'est véritablement le but de ces journées.

Vous venez d'entendre en ouverture deux interventions tout à fait remarquables et intéressantes ; d'abord, celle du Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy et ensuite celle de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Ce fut pour nous tous un moment de bonheur. Nous assisterons également à diverses tables rondes et à d'autres interventions demain et après-demain. N'hésitez pas à apporter votre témoignage. Ce colloque doit être, plus que jamais, un colloque de dialogue.

Je voudrais rappeler le rôle de la Fondation, qui est encore jeune. La Fondation s'est donnée pour mission de développer, partout dans le monde, l'enseignement de la langue, de contribuer à accroître l'influence intellectuelle et morale de la France et de favoriser des échanges entre les diverses cultures. Cela fut évoqué d'ailleurs dans les deux interventions précédentes.

En fait, il s'agit de donner un souffle nouveau à l'action de notre réseau international en coordonnant des actions internationales de communi-

cation et en suscitant l'organisation d'événements. On évoquera tout à l'heure les États généraux d'Afrique. C'est typiquement le genre d'initiatives que nous devons susciter. D'une manière générale, nous devons échanger régulièrement quantité d'informations et d'expériences avec des étudiants, des professeurs et des artistes.

Dans ce cadre, la Fondation doit veiller à la cohérence et à l'unité d'idéal et d'objectif du mouvement. Ce doit être une vraie plaque tournante de ces échanges, ainsi qu'un espace virtuel où les besoins sont mis en commun.

Quels sont les atouts de l'Alliance française? Soyons optimistes, mais en même temps réalistes.

Tout d'abord, c'est la légitimité historique. Nous avons célébré l'année dernière les 125 ans des Alliances. Vous connaissez le génie de la formule: des étrangers, amoureux de la France et de sa culture, se chargent de faire aimer cette langue et cette culture à leur tour, en s'y investissant de tout leur cœur.

C'est aussi l'incomparable notoriété du nom de l'Alliance française à travers le monde, avec une connotation qui est, la plupart du temps, extrêmement favorable.

C'est également le dynamisme du réseau mondial qui est en plein développement, particulièrement dans les grands pays et où les effectifs globaux d'étudiants progressent.

Enfin, la souplesse et l'adaptabilité aux lieux et aux circonstances en ont fait un réseau universel d'amitié.

Ainsi, il est vrai que la diversité des cultures permet de réaffirmer de nombreuses valeurs, comme la paix sociale, la souveraineté locale, le respect des identités et surtout, la compréhension mutuelle.

Il me faut encore souligner deux ou trois éléments qui sont importants dans la vie de la Fondation.

Tout d'abord, soyez assurés que l'équipe qui travaille ici, à Paris, est particulièrement motivée, soudée et harmonieuse sous la direction de Jean-Claude Jacq. Son action est conforme aux idéaux de nos fondateurs – que nous avons rappelés à satiété l'année dernière, lorsque nous avons célébré notre 125^e anniversaire –, en particulier à ce rôle de plaque tournante. Il est fondamental que la Fondation permette ces échanges qui faisaient défaut jusqu'ici. En effet, les Alliances d'un continent ignoraient le plus souvent ce que réalisaient les Alliances d'un autre continent. Il faut que cela cesse. Jean-Claude Jacq, comme

d'autres collègues ont effectué de nombreuses missions à l'étranger, dont il vous rendra compte dans son rapport.

Je dois aussi vous signaler un changement important dans notre structure de fonctionnement. Notre ami, Guy-Vincent de Kerdrel, a assumé la fonction essentielle de trésorier avec beaucoup de talent et de compétence pendant plusieurs années. En novembre il nous a présenté sa démission, qui a été actée lors du dernier conseil d'administration. Je tiens publiquement à lui réitérer toute notre reconnaissance pour son action remarquable pendant les nombreuses années au cours desquelles il exerça cette fonction.

Dès lors, M. de Kerdrel sera remplacé par Henri de Pitray, qui fut désigné lors du dernier conseil d'administration et qui assumera dorénavant les fonctions de trésorier. En revanche, Guy-Vincent de Kerdrel ne nous quittera pas vraiment, car il sera chargé directement de notre développement financier et, donc principalement de la collecte de nos nouveaux moyens d'action. Cette mission n'est pas évidente dans le contexte d'aujourd'hui car la crise n'est pas terminée. Nous l'assurons de toute notre confiance.

Il me faut encore mentionner un événement important qui eut lieu en novembre: les États généraux d'Afrique. Jean-Claude Jacq s'en est particulièrement occupé avec notre ami Pierre Rivron. Ces rencontres connurent un vif succès puisque toutes nos Alliances d'Afrique, au nombre de 34, se sont retrouvées pendant trois jours pour des rencontres et du travail en commun. Ce succès nous a donné de l'appétit et d'une manière plus élégante, cela nous a donné de l'ambition.

Ainsi, je vous confie notre intention d'organiser les «États généraux d'Europe», en octobre à Bruxelles. Nous espérons que cet événement sera aussi réussi que le précédent.

Nous bénéficierons, pour organiser cela, de la collaboration d'une directrice de grande qualité arrivée de Brasília où elle était également directrice: c'est Pascale de Schuyter Hualpa. Nous bénéficierons également du soutien combien précieux de la nouvelle Ambassadeur de France, ancienne directrice de Cabinet de Bernard Kouchner, Michèle Boccoz, qui est une personne tout à fait remarquable, très dynamique et désireuse de nous aider.

Je voudrais encore souligner les relations meilleures que jamais que nous entretenons avec le Quai d'Orsay. Demain d'ailleurs, lors de la réception offerte par le ministre des Affaires étrangères, je remercierai

tout spécialement Bernard Kouchner et ses divers collaborateurs qui dialoguent avec nous dans la confiance. Certes nous avons toujours voulu travailler de la sorte, mais je crois que nous ne l'avons jamais réalisé de manière aussi sérieuse et aussi solide. Cela mérite d'être souligné et j'en remercie tous les acteurs ici présents.

Je voudrais enfin évoquer la situation de l'école pour constater la confirmation de son redressement. Je suis encore également président de l'Association de Paris Île-de-France (AFPIF), qui est en fait l'école de Paris. La situation est très satisfaisante, malgré la crise. Aux dernières nouvelles, l'école a été choisie dans un très important appel d'offres relatif aux migrants. Ce mouvement supplémentaire significatif donnera un supplément de confiance pour ses activités au cours des prochaines années.

Sachez enfin que nous avons été l'objet d'un long examen en profondeur effectué par la Cour des Comptes. Celle-ci procède ainsi à des revues de manière périodique. C'était notre tour. Nous avons reçu un très long rapport avec un satisfecit global, moyennant quelques aménagements que nous corrigerons dans les prochaines semaines. D'une manière générale, ce rapport nous réjouit et nous conforte dans notre action.

Demain, nous serons reçus à l'Hôtel de Ville par le maire de Paris. Je vous rappelle qu'une convention de partenariat a été signée avec la mairie. Elle avait été imaginée et souhaitée par le maire lorsqu'il était venu ici l'année dernière pour ouvrir notre colloque. La perspective de ces activités communes avec la Mairie de Paris nous semble prometteuse.

Mercredi soir aura lieu la soirée de gala au musée des Arts Premiers, au quai Branly. Une question se pose maintenant : où irons-nous l'année prochaine ? Après les divers lieux remarquables auxquels nous nous sommes rendus pour ces soirées de clôture, il nous faudra trouver un endroit aussi agréable et exceptionnel. Si vous avez des suggestions...

Demain se tiendront les diverses tables rondes. Vous en avez reçu le programme général. J'attire votre attention sur l'allocution de Philippe Herzog, qui aura lieu dès 9h30 : elle devrait vous intéresser. Philippe Herzog a été député européen et ministre. Il a été l'un des artisans du Programme commun, en 1981, avant qu'il ne démissionne du Parti communiste quelques années plus tard. C'est une personnalité attachante que j'ai eu l'occasion de rencontrer dans d'autres lieux, et je pense qu'il nous apportera un éclairage particulier et original. Après son

exposé aura lieu la table ronde sur le Bicentenaire des indépendances américaines.

Je vous remercie et je passe maintenant la parole à Jean-Claude Jacq.



Quelqu'un m'a dit que le site internet de la fondation « donnait une impression de sérieux ». Ça m'a fait froid dans le dos, car aujourd'hui (à moins d'être une machine-outil allemande), donner une impression de sérieux peut vous être fatal. Des chercheurs ont étudié la vitesse à laquelle se construit, inconsciemment, une impression sur la toile. Le résultat est sidérant. Il suffit d'un vingtième de seconde pour qu'un internaute éprouve un ressenti positif ou négatif devant l'écran : d'emblée il est conquis ou rebuté et il réagit en conséquence. Un vingtième de seconde ! Il se pourrait bien que de la même manière, notre monde soit de plus en plus réglé par ces réactions immédiates et dominé par l'émotion.

Dans un livre récent¹, le prix Nobel de la paix Al Gore montre comment les ressorts de la peur ou de la pitié sont utilisés pour anéantir toute volonté d'argumenter, toute contradiction potentielle. Et comme l'émotion est versatile, des vérités contradictoires assaillent sans cesse le cerveau embrouillé du malheureux citoyen-spectateur. Il ne lui reste d'autre choix que celui de la légèreté qui permet de suivre les impulsions et les modes sans douleur, ou celui de l'adhésion aveugle à une

¹ *La Raison assiégee.*

vérité absolue, ce qui mène à toutes les formes actives ou passives du fanatisme. Un écrivain¹ a d'ailleurs donné du fanatisme une jolie définition grammaticale: «*le fanatique est un point d'exclamation ambulante*». Quiconque travaille aujourd'hui dans le champ culturel ne peut éviter de se poser la fameuse question de Voltaire, toujours d'actualité: «*Que répondre à un homme qui vous dit qu'il aime mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et qui, en conséquence, est sûr de mériter le Ciel en vous égorgeant?*». Un idéologue d'Al Quāida avait pour profession de foi: «*Le jihad, le fusil et c'est tout. Pas de négociations, pas de conférence, pas de dialogue*». On ne peut être plus simple et plus clair... Or notre métier, notre raison d'être à tous ici, c'est au contraire bien sûr la négociation, les conférences, le dialogue. En ce sens, nos Alliances françaises sont des oasis du doute, de la réflexion, de l'accueil de l'autre.

La politique de diffusion culturelle est née au XIX^e siècle dans un monde de livres, de peintures, de concerts, toutes choses, il faut bien le dire, accessibles à peu de gens et rarement, un monde de références bibliques et mythologiques, un monde où l'image était rare et où les guerres elles-mêmes ressemblaient encore aux corps à corps des Grecs au pied des murailles de Troie.

Aujourd'hui notre environnement est de plus en plus désincarné. Les écrans ont envahi nos vies, avec toutes les formes de divertissement qu'ils offrent, les mythes anciens deviennent obscurs, la guerre elle-même se mène hors sol à coups de drones, et la vie des autres se réduit de plus en plus à des images (images proches, vies lointaines), qui nous confrontent sans transition à des moeurs troublantes, à des manifestations incompréhensibles.

En revanche, le rêve d'une république universelle des savoirs et d'un accès libre à toutes les œuvres de l'histoire commence à prendre corps, les limites matérielles de la création ont sauté et il s'ouvre de formidables opportunités pour les économies pauvres, par exemple, de voir leurs artistes accéder à la notoriété grâce à la toile et à ses possibilités d'expression et de création.

Pourtant les grandes institutions (et l'Alliance n'échappe pas à la règle) travaillent encore largement sur des schémas culturels hérités du passé, qui font appel surtout à des supports matériels (toile à peindre, bois, pierre, livre, pellicule, disque, CD, DVD) et à des schémas qui privilè-

1 Amos Oz

gient, en gros, les arts qui élèvent ou instruisent. Or musique, cinéma, édition: la culture se dématérialise et on doit considérer maintenant un consommateur connecté en permanence à plusieurs médias à la fois, qui pratique ce que les Québécois appellent le *zapping* (en francisant l'anglais *zapping*).

La question n'est pas de juger ce nouvel univers culturel (l'intérêt pour la grande musique n'a d'ailleurs pas disparu: j'ai entendu dans le métro: «*Y'a un truc qui m'fait kiffer, c'est le Beau Vélo de Ravel!*»; ni l'intérêt pour la science: j'ai admiré dans des toilettes d'autoroutes la lumineuse formule: «*Copernic ta mère!*»). La question est plutôt de savoir comment s'adapter à cet «oiseau rare et changeant» qu'est devenu le consommateur, et de se convaincre que désormais la langue que nous allons enseigner, les programmes culturels que nous offrons doivent être pensés à l'éclairage de ces nouvelles réalités.

C'est pourquoi nous avons proposé comme fil rouge de nos réflexions la formule que vous savez. La question intéresse, je pense, tous les acteurs de la politique culturelle extérieure et ne sera certes pas épuisée, mais à peine effleurée sans doute, au cours de ces trois jours. Si nous prenons seulement conscience qu'elle va nous accompagner dans les années qui viennent, nous n'aurons pas perdu notre temps.

Parlons du réseau. Vous avez reçu, sous forme numérique ou imprimée, le rapport d'activités 2008. Aussi je me bornerai à relever quelques points saillants.

L'Europe, c'est une bonne nouvelle, a retrouvé la voie d'une relance. La progression y est de 5%, notamment à Bruxelles, en Italie et aux Pays Bas. Le jeune réseau russe se consolide, ainsi que la Pologne, la Roumanie et la République tchèque.

Les Alliances de France voient leurs effectifs progresser. L'Alliance Paris Île-de-France a superbement rénové ses locaux de Fleurus, développé ses capacités d'expertise et remporté un très important appel d'offres concernant la formation d'environ 2 000 migrants par an pour la ville de Paris.

5 Alliances se sont créées en 2009 en Europe: Lviv en Ukraine, Osijek en Croatie, Pristina au Kosovo, Vendôme en France et l'Alliance a pris la suite, à Turin, du centre culturel, grâce à la persévérance de notre déléguée générale en Italie.

En Afrique, les pays qui progressent le plus sont l'Afrique du sud, l'Éthiopie, le Nigeria, la RDC, le Soudan, la Tanzanie et le Botswana. Le

premier réseau restant Madagascar, où l'Alliance joue un rôle culturel et éducatif essentiel. Trois nouvelles Alliances ont ouvert en Afrique : Gitega au Burundi, Kayes et Mopti au Mali.

L'Amérique Latine conserve sa position historique avec 172 395 étudiants, soit une progression de 2,76%, nourrie surtout par l'Argentine, le Brésil, le Pérou, le Venezuela, le Guatemala et le Nicaragua. Le Mexique retrouve des taux de développement positifs, tandis que Cuba est toujours le fleuron des Caraïbes. Trois Alliances sont apparues : Puerto Montt et l'île de Pâques au Chili, Cucuta en Colombie.

Les réseaux d'Amérique du Nord brillent par un grand dynamisme en matière de pédagogie, de marketing et d'organisation, tandis que l'Asie poursuit son irrésistible ascension (près de 86 000 étudiants, soit 4,11% d'augmentation), en Chine d'abord, mais aussi en Inde, à Singapour, à Taiwan et en Indonésie. Trois Alliances se sont créées en 2009 : Panjim en Inde (ex Goa), Tianjin en Chine et Cebu aux Philippines.

Le dynamique réseau australien affiche plus de 10 000 étudiants et l'Alliance de Sydney a inauguré un nouveau siège superbe largement financé sur fonds propres.

Trois observations générales :

On note une nette évolution vers plus de professionnalisme. Nos délégués généraux aux États-Unis et au Canada, au Brésil, en Argentine et en Colombie, en Irlande, à Madagascar et en Australie, pour ne prendre que quelques exemples, ont su mobiliser leur réseau autour de remarquables actions de formation.

D'autre part, les ambassades s'appuient toujours davantage sur les Alliances, qui assurent par exemple plus de 60% de l'information sur les études en France. En Argentine, au Brésil, à Manille ou à Lima, les missions s'étendent aussi à la coopération éducative et universitaire ; au Pérou, en Equateur, en Bolivie, au Kenya, en Amérique centrale ou en Chine, des Alliances assurent des fonctions qui étaient jusqu'ici confiées aux attachés culturels, sans parler des coopérations en matière de gouvernance, comme en Moldavie.

Enfin, les Alliances se tournent de plus en plus vers un public d'enfants et d'adolescents et développent accueil, équipements et méthodes en conséquence. Comme le disait finement un de nos anciens premiers ministres : «*Ne perdons pas de vue que les jeunes sont destinés à devenir des adultes !*»

Cette action ne serait pas ce qu'elle est sans le soutien du ministère

des Affaires étrangères. Outre les subventions attribuées à travers les postes, le ministère nous a affecté en 2008, 234 agents expatriés contre 232 en 2007, auxquels il faut ajouter 110 volontaires internationaux (VI) contre 99. Si les crédits immobiliers ont malheureusement disparu en 2009, le Département a consenti récemment un effort très important en faveur de la professionnalisation du réseau, nous en reparlerons demain.

Je voudrais remercier tous ceux qui nous ont accueillis, mes collègues et moi, en 2009, qui a été une superbe année de rencontres et d'occasions d'être heureux ensemble.

Je pense aussi à la joie des 120 responsables d'Alliances, présidents et directeurs, venus de 34 pays d'Afrique à nos États généraux de Nairobi pour discuter, travailler et danser ensemble. Je pense aussi à notre course éblouie, avec le président de La Haye, à travers la musée Mauritshuis, à la douceur de vivre dans les nouveaux bâtiments d'Accra ou à la chaleureuse Alliance de Denpasar faisant la fête dans la nuit balinaise.

Comment ne pas rendre hommage au vin bulgare découvert à Plovdiv (il ne vaut pas encore les vins chiliens ou ceux du Cap, mais il progresse...), à ces Alliances tchèques si accueillantes et fidèles, aux courageux conseils d'administration du Pakistan, au dynamisme et à la si chaude amitié des Alliances brésiliennes ?

Comment ne pas évoquer la merveilleuse cérémonie de l'île de Pâques où trois gaillards bien bâtis, couverts de cendres et vêtus seulement de trois plumes de poulets sur les parties honteuses, implorent les dieux de protéger l'Alliance naissante ? Je dois avouer d'ailleurs qu'avec mon costume bleu marine, c'est moi qui étais ridicule... Et que dire de l'accueil des directeurs et délégués généraux, toujours si cordial et chaleureux que nous avons peine à les quitter ?

Le vrai drame, disait Baudrillard, ce n'est pas d'être dépossédé par les autres, c'est d'être dépossédé des autres.

À Paris, en 2009, la fondation a initié et géré le programme de professionnalisation soutenu par le Département (pour 300 000 euros). Mais elle a surtout pu doubler son soutien direct au réseau, en apportant des cofinancements pour un montant de 153 000 euros. Nos contributions ont concerné 5 catégories de projets :

- la création d'Alliances (à Huancayo au Pérou et Turin en Italie) ;
- les équipements (laboratoires multimédia, TBI, Digitalciné, Alliance

verte, fonds de bibliothèque);

- la formation : mutualisation de programmes (*Frames*), bourses (avec l'Alliance française du Touquet ou le projet *Le français, une chance en plus*), et la superbe opération des États généraux des Alliances françaises d'Afrique;
- la communication : par le soutien d'opérations de marketing;
- l'action culturelle : soutien à des expositions, des tournées de conférenciers, des programmes présentés en liaison avec la Mairie de Paris et les opérations *Alliances en résonance*.

Ces projets ont touché directement 22 pays sur les cinq continents, sans compter les 34 pays d'Afrique touchés par les EGA.

**

Edgar Morin écrivait récemment dans *Le Monde* que «*lorsque un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se dégrade, se désintègre ou alors il parvient à susciter un méta-système capable de traiter ses problèmes: il se métamorphose.*» Or, ajoutait-il, «*le système Terre est incapable de s'organiser pour traiter ses problèmes vitaux.*» Et d'énumérer tous les périls écologiques, nucléaires, économiques, ethno-religieux qui menacent. «*Le probable est la désintégration. L'improbable mais possible est la métamorphose.*»

La métamorphose! Quelle idée stimulante! Qu'il faut entendre non pas comme transformation miraculeuse, mythique ou religieuse (Pygmalion, la nymphe transformée en laurier, l'eau en vin ou le carrosse en citrouille), mais comme transmutation, modification, mobilité.

C'est une idée plus riche que celle de révolution: elle en garde le caractère radical sans le drame, et elle suppose le changement sans la perte car elle y intègre la conservation de la vie, de l'héritage et des cultures. C'est un peu l'esprit du mot fameux de Malraux: «*Le futur est un présent du passé*» (phrase troublante à expliquer à nos élèves...).

«*Aujourd'hui, tout est à repenser. Tout est à recommencer.*» dit Morin. Nous allons devoir inventer un monde nouveau, dans tous les domaines de l'activité humaine, dans la pensée comme dans la consommation, dans le social comme dans la culture. Il faut que les Alliances françaises participent à cette métamorphose, qu'elles la vivent de l'intérieur. Que ce soit les techniques d'apprentissage, les normes de gestion, les installations respectueuses de l'environnement, l'offre culturelle, l'éthique

de gouvernance, nous devons, sans perdre notre âme, profondément évoluer, car nous avons un rôle essentiel à jouer pour porter la diversité et la compréhension entre les hommes.

Ma conviction est que l'Alliance est la chrysalide du réseau culturel futur. Je ne sais pas si nous, jardiniers furtifs, nous verrons sa métamorphose, mais je suis sûr que certains d'entre vous ici la verront.

Les mois, les années qui viennent vont être passionnants. Nous unirons nos forces pour que le réseau culturel, centres et Alliances, soit le meilleur possible. Nous avons les atouts pour réussir : des ressources humaines remarquables et des sympathies étrangères inespérées.

C'est pourquoi nous sommes très optimistes, très heureux de faire ce que nous faisons. J'ai été frappé par un mot profond de Ninon de Lenclos, cette femme merveilleuse qui a enchanté, durant les 90 ans qu'elle vécut, tout le XVII^e siècle. Le Robert des noms propres commence ses articles sur les personnages célèbres par un mot qui les résume: *écrivain, savant, aventurier, homme politique*, etc. Pour Ninon de Lenclos, il indique: *dame française!* Est-il un titre plus spirituel et sensuel à la fois? *Dame française!* Elle joignait à une gorge admirable un esprit brillant et vif. Eternelle jeune femme, elle laissa des livres en testament au jeune Voltaire dont elle avait deviné le génie naissant. Voici donc le mot qui m'a frappé: «*La joie de l'esprit en marque la force*». Extraordinaire, non? Boulevard Raspail, aujourd'hui réunis, c'est cette sorte d'allégresse que nous avons au cœur.

Christian MASSET

**directeur général de la
Mondialisation, du Développement
et des Partenariats**
(ministère des Affaires étrangères
et européennes)



Mesdames et messieurs les présidents et directeurs, chers amis, avant de parler de nos relations entre les Alliances et le ministère des Affaires étrangères, j'ai une pensée pour Haïti. Cette tragédie nous a particulièrement touchés, s'agissant d'un pays aussi proche. Vous avez signalé qu'il y avait là-bas plusieurs Alliances. Nous-mêmes, nous avons beaucoup de personnel à Haïti, beaucoup d'amis et de partenaires. Bernard Kouchner est actuellement à Montréal pour la première conférence destinée à voir comment la communauté internationale peut aider ce pays si proche à se relever.

Je suis très touché de voir que l'Alliance française joue son rôle de solidarité, fidèle à sa tradition.

Je suis très heureux de me retrouver parmi vous, dans ce lieu que je connais bien et que j'ai souvent fréquenté, que ce soit pour des colloques ou des spectacles. Je suis très heureux car, comme l'ont dit le Président et le Secrétaire général, c'est une famille. La chaleur que nous ressentons en ce moment est vraiment la chaleur de la famille, une famille où j'ai beaucoup d'amis. Je vois en ce moment beaucoup de têtes connues. Cela me renvoie à des expériences dans des pays lointains, qui ont beaucoup compté.

Nous avons eu le grand privilège d'avoir M. le Président Van Rompuy et M^{me} la Directrice générale Bokova, qui ont fait des présentations très profondes. Ce sont deux personnages qui arrivent dans leur institution et qui, quelques semaines après leur arrivée, sont déjà parvenus à imprimer leur marque et un souffle nouveau. Pour M. Van Rompuy, c'est sur un champ beaucoup plus vaste que la culture, car il comporte

l'économie, etc. Quant à M^{me} Bokova, elle a su insuffler un souffle fort, notamment pour faire vivre cette convention pour la diversité culturelle qui doit rester notre fil d'Ariane à nous tous, peuples du monde.

Même si je suis moins nouveau qu'eux, je suis tout de même assez nouveau. C'est la première fois que j'ai la chance et l'honneur de m'adresser à vous en tant que directeur général de la nouvelle Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats.

Cette Direction générale fait partie d'une grande réforme du ministère des Affaires étrangères et de notre diplomatie. Elle répond à une évidence: il faut, dans ce monde fait d'interdépendances et de basculements, une Direction générale où on traite, où on analyse et où on pense à la négociation sur ces grands enjeux globaux que sont le climat, la diversité culturelle, etc. Il s'agit aussi de voir comment utiliser nos instruments de dialogue et de coopération, de réunir la réflexion et l'action. C'est le principe de cette Direction générale.

Je le devinais, mais je le découvre chaque jour davantage: dans le portefeuille assez vaste de cette Direction générale, il y a un trésor, et c'est notre partenariat avec l'Alliance française. Plus je découvre l'Alliance française, plus je vois à quel point c'est un réseau extraordinaire, incomparable et unique au monde, avec plus de 1000 Alliances. Vous avez dit qu'une Alliance venait de se créer à l'île de Pâques, c'est tout un symbole.

C'est une Alliance qui vit: vous venez d'évoquer les créations, très nombreuses.

C'est une Alliance qui puise en elle-même pour s'abreuver à des sources incomparables. Quand on pense qu'en 1884, au tout début de l'Alliance, Jules Verne, Pasteur, Ferdinand de Lesseps, l'éditeur Armand Colin et l'historien Ernest Renan siégeaient au Conseil d'Administration, c'est absolument extraordinaire! Ces sources sont d'une puissance et d'une modernité fantastiques. Elles vont nettement au-delà de la culture *stricto sensu*.

Cette Alliance française est particulièrement précieuse parce que le monde en a véritablement besoin. Je reviens aux propos de M. Van Rompuy et de M^{me} Bokova. Avec ces nouvelles techniques, ces nouvelles formes de culture, on est à un carrefour. Soit on saisit des opportunités et on s'enrichit, soit on tombe dans deux écueils: l'uniformisation des cultures ou le repli identitaire, qui guette partout et qui est un danger. Il existe donc des risques d'appauvrissement et, parfois,

de confrontation, alors même qu'il y a tant d'opportunités avec ces nouvelles formes de communication et de culture.

C'est pourquoi on a tant besoin de cette diversité culturelle, de ce dialogue culturel, de cet échange.

Nous devons trouver le bon passage dans ce que M. Van Rompuy appelait « cette tension entre l'universel et le particulier. »

Naturellement, toutes les cultures ont vocation à être un élément de passage, mais j'ai la conviction que le français a également son rôle à jouer. En effet, le français est, avec l'anglais, la seule langue à être enseignée et parlée sur les cinq continents. C'est la deuxième langue étrangère enseignée dans le monde.

Tout simplement, le français ne représente pas seulement la France, mais beaucoup de pays. La francophonie regroupe des dizaines de pays, donc des dizaines de cultures sur les cinq continents.

À travers le français, on peut faire passer des expériences, des ressentis de continents, où que l'on soit sur la terre, et on peut les transmettre d'une autre façon.

Plus on observe ce qui se passe dans la francophonie, plus on voit que c'est un monde qui bouillonne. Il existe un indicateur tout à fait extraordinaire, et nous allons y travailler au sein de la Direction générale : ce sont les écrivains de langue étrangère qui décident d'écrire en français, qu'ils soient chinois, russes, américains, italiens ou africains. Ce phénomène nous paraît prendre de l'ampleur.

Ces signaux très forts montrent qu'il existe un besoin. Face à ce monde qui a tendance à s'uniformiser, on a besoin d'avoir d'autres choix, d'autres références, non pas des références qui nous laissent dans notre coin, mais des références qui nous permettent d'avoir une ouverture dans le monde entier.

Ma conviction profonde est que savoir le français, communiquer en français, avoir accès à cette francophonie est un atout, pour tout citoyen du monde. On peut aussi savoir le chinois, l'espagnol ou d'autres langues, mais communiquer en français est un atout que nous devons faire vivre, car cela donne un choix supplémentaire. Cela élargit le champ du possible et les opportunités pour chaque citoyen du monde.

J'en reviens aux fonctions de ce réseau, telles que nous les voyons. Ce n'est pas pour les prescrire : c'est vous qui gérez le réseau, ce n'est pas nous. C'est vous qui en êtes les dépositaires. Je voudrais juste vous dire comment nous voyons ce partenariat.

La première fonction est évidente : c'est l'enseignement du français. C'est commun à la plupart des Alliances et c'est important pour leur viabilité économique.

La deuxième mission consiste à élargir les échanges culturels. De ce point de vue, je trouve que votre thème est extrêmement important. Comme cela a été souligné lors des précédentes interventions, ce n'est pas uniquement la culture *stricto sensu*, avec la littérature, les arts, etc. C'est aussi la culture scientifique, le débat d'idées, l'ouverture sur l'enseignement supérieur, notamment l'enseignement supérieur français et francophone. En effet, c'est dans cette espèce de course à l'excellence dans l'enseignement supérieur que se détermine, en grande partie, l'avenir du monde dans les dix, vingt ou trente années qui viennent.

Comme l'a fort bien dit le Secrétaire général, nous avons non seulement les nouveaux supports, mais aussi les nouveaux publics, à qui il faut parler autrement. Nous devons réfléchir à cet élément et y travailler.

La troisième mission revient aux origines, à 1884. Vous l'avez admirablement dit, monsieur le Président : c'est la question des valeurs. Ce réseau d'Alliances françaises est porteur de valeurs communes que sont le dialogue, l'échange, la tolérance, la curiosité et, naturellement, la liberté et la fraternité.

Maintenant, je vais évoquer quelque chose de plus terre-à-terre : je vais vous parler de la réforme en cours de l'action culturelle de la France. Bernard Kouchner a ouvert un grand chantier dans ce domaine. Nous vous en parlerons demain, au Quai d'Orsay.

Je vous parlerai aussi, plus précisément, de notre partenariat entre le ministère des Affaires étrangères et l'Alliance française.

Cette réforme se base sur le fait que maintenant, notre réseau est devenu le réseau des enjeux globaux. Une fois de plus, tout est interconnecté : solidarité, règles, sujets environnementaux, culturels, économiques... tout cela a des correspondances.

Le meilleur exemple est celui des grandes saisons culturelles. Actuellement, nous avons une saison de la France au Brésil. Nous avons eu une saison de la Turquie en France. Dans une demi-heure s'ouvrira au Quai d'Orsay les saisons croisées France – Russie.

Ces saisons, qui étaient auparavant culturelles, mobilisent énormément de monde. Au Brésil, il y a eu des millions de visiteurs et de participants. Elles parlent de tout : d'échanges de jeunes, de culture, de savoir, d'économie, parfois même de prévention routière, d'éducation, etc. À

travers la culture, c'est le dialogue de société à société. La diplomatie d'aujourd'hui n'est plus la diplomatie entre États, c'est la diplomatie de société à société et les échanges de société à société. Vous en êtes les acteurs.

Nous allons créer une grande agence culturelle qui succédera à CulturesFrance, avec une marque commune avec nos centres et instituts culturels, qui resteront sous la responsabilité du ministère des Affaires étrangères. Notre préoccupation est qu'il y ait un réseau, avec une composante «Alliance française» et une composante «centres et instituts culturels». Nous sommes très attachés à cette unité du réseau, même si le réseau des Alliances françaises est différent. C'est votre réseau, c'est vous qui en êtes les propriétaires, les initiateurs, les responsables, mais nous estimons que le réseau des instituts culturels et des services culturels doit travailler avec le réseau des Alliances françaises, parce que nous sommes porteurs des mêmes valeurs. Nous passons les mêmes messages. Tout cela est destiné à favoriser le dialogue culturel. Parallèlement à cette création d'agence, nous lançons une grande réflexion sur ce que doit être notre réseau d'implantation culturelle et scientifique dans les cinq ans ou dix ans à venir. Nous souhaitons le faire avec vous, monsieur le Président et monsieur le Secrétaire général, et avec vous tous. En effet, nous nous attacherons à voir, pays par pays, quelle est la meilleure façon d'organiser et de configurer le réseau, pour être plus efficaces et mieux travailler ensemble.

De ce point de vue, je voudrais vraiment rendre hommage au Président, au Secrétaire général et aux équipes de la Fondation Alliance française pour leur esprit de dialogue, leur mobilisation constante, leur écoute et leur esprit de réforme. Vous êtes toujours placés dans la modernité et ce colloque en est la meilleure illustration.

Je voudrais juste dire quelques mots concernant les derniers éléments de notre partenariat. Nous apportons notre soutien. Vous avez signalé les chiffres relatifs aux personnels expatriés. Le ministre Bernard Kouchner s'est beaucoup battu et il a pu, malgré la rigueur des temps, obtenir une rallonge budgétaire pour la culture. Nous avons voulu en faire profiter le réseau de l'Alliance à travers trois éléments.

Le premier est le numérique. Grâce à cela, nous avons pu doter un certain nombre d'Alliances françaises de kits numériques et nous espérons pouvoir continuer, si c'est possible.

Le deuxième élément est la formation. Nous avons lancé un grand

programme de formation et nous souhaitons y associer l'Alliance française.

Le troisième élément est la professionnalisation, au travers d'une démarche qualité que nous entreprenons ensemble et dont vous voulons faire bénéficier l'ensemble du réseau. En effet, nous vivons dans un monde de concurrence, avec d'autres langues. Je parlais de nouveaux publics, mais il ne faut pas oublier non plus les nouvelles exigences du public. L'exigence de qualité est très forte et il faut améliorer notre démarche qualité.

Je terminerai en parlant des États généraux. Vous avez évoqué les États généraux de l'Afrique. C'était une première et cela a remporté un grand succès. Delphine Borione, la nouvelle directrice de la politique culturelle et du français, y était. C'était d'autant plus un succès que nous avons fait jouer cela en interaction avec notre propre réseau dans cette partie d'Afrique de l'Est. Nous souhaitons vous accompagner dans ces répétitions, car nous pensons que c'est une très bonne formule.

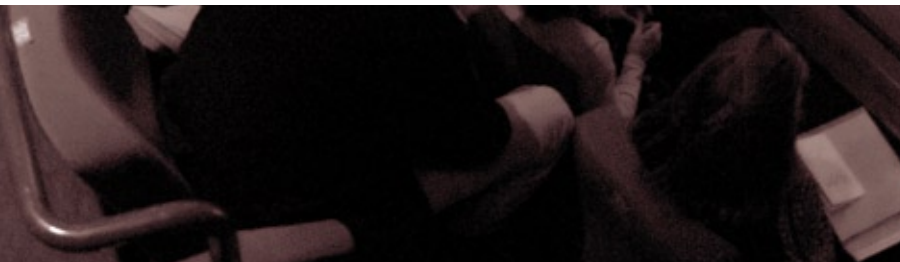
À Bruxelles, ville qui vous est chère, monsieur le Président, et qui m'est très chère aussi, puisque j'y ai vécu huit ans, nous allons travailler ensemble pour faire de ces États généraux européens un très grand succès.

Je donne également rendez à un grand nombre d'entre vous aux Journées du Réseau, qui auront lieu en juillet. C'est un peu la grand-messe annuelle. Nous pensons que, plus que les années précédentes, ces Journées du Réseau doivent être préparées de concert avec l'Alliance française pour être véritablement une fête de famille commune.

Merci à tous et bravo pour ce que vous faites. C'est vous qui portez ce dialogue et ces valeurs. C'est votre travail. Bravo !



Intervention **Les enjeux culturels** **de la formation** **dans la mondialisation**



Mesdames et Messieurs,

Je suis très honoré et ravi d'être parmi vous aujourd'hui, et je dois beaucoup de remerciements à Jean-Pierre de Launoit qui a eu la bonne idée de m'inviter.

Je vais vous parler avec conviction et modestie des enjeux culturels de la formation dans la mondialisation. C'est un vaste sujet, que j'aborderai d'un point de vue axé sur le croisement entre la réflexion et l'action. Je suis un homme d'étude, mais je suis de ceux, des intellectuels qui considèrent que la vérité se trouve dans l'expérimentation. J'ai été dirigeant politique, membre du Parlement européen, professeur d'université, et maintenant responsable d'association, ce qui donne une gamme d'expérimentations tout à fait intéressante. Je suis économiste, mais j'ai appris que la culture est un immense enjeu. Par culture, j'entends cet « englobant » (dont parle Karl Jaspers), fait de valeurs et de connaissances, de convictions et de préjugés, par la médiation desquels nous essayons d'être des sujets de notre vie en société. Or actuellement, de formidables mutations technologiques, économiques, et géopolitiques soulèvent d'immenses défis culturels. La question que nous devons nous poser est : sommes-nous préparés par l'englobant culturel qui est le nôtre en Europe à vivre ces mutations sans les subir, et, au contraire, en essayant d'en être les acteurs, en fonction de nos intérêts propres et pour le bien commun ? Cette question est posée bien sûr aussi en Chine, dans les sociétés musulmanes, partout.

Ces enjeux culturels, on les trouve évidemment dans tous les domaines

de la vie, aussi bien en politique que dans le travail ou dans la sphère des médias, mais particulièrement dans le domaine de l'éducation. Les systèmes éducatifs vont devoir changer comme jamais, les projets éducatifs devront se multiplier pour répondre aux missions d'aujourd'hui : acquisition et renouvellement des savoirs ; compétences tournées vers la relation et vers l'innovation ; aptitudes et comportements permettant à chacun, dans son travail, dans sa vie sociale et politique, de développer des liens plus féconds, sources de progrès mutuels.

Je parlerai du point de vue d'un Européen, mais comprenez bien que chaque région du monde va devoir se réapproprier sa culture ancienne, retravailler ses traditions pour s'en distancier car il s'agit de changer, pour se ré-enraciner dans le nouveau monde. J'aime assez cette formule de Simone Veil qui parle de déracinement pour se ré-enraciner. Voici un défi culturel qui concerne chaque partie du monde dans sa diversité.

Je traiterai ici trois questions : quelle est notre culture de formation en Europe, pourquoi la mondialisation nous oblige à renouveler nos systèmes éducatifs, et comment pouvons-nous avancer ?

**

D'où venons-nous ? Quelle est notre culture en matière de formation et d'éducation ? Nous, les Européens, nous avons une très forte tradition humaniste. Je veux partager avec vous la formule de Dante disant à un de ses maîtres « vous m'enseignez comment l'homme se rend éternel ». Il faut être capable d'espérance, de foi et de raison, et on trouve cela dans toute la tradition culturelle, du christianisme à la Renaissance. Mais cette conception très ambitieuse de l'éducation a été conçue dès le départ de façon élitiste. L'élitisme était marqué dans la tradition grecque, bien avant l'Europe, même s'il y a eu un conflit entre Socrate et les sophistes car les sophistes étaient plus « utilitaristes », cherchant à diffuser les savoirs et à aider les gens à se former afin qu'ils soient capables d'exercer leurs activités. L'éducation de masse n'a pas commencé à Charlemagne, mais plutôt vers les XII^e et XIII^e siècles, avec Abélard, Thomas d'Aquin, lorsque l'on a inventé la figure du travailleur intellectuel dont la mission première est l'éducation tournée vers les couches populaires. En même temps, ils ont œuvré à la suppression de la césure antérieure entre travail intellectuel et travail productif. La grande figure

qu'il faut évoquer ensuite est Comenius, qui, lui, a carrément proposé une éducation pour chaque être humain dans la société, une éducation ouverte avec nécessairement l'apprentissage de plusieurs langues. Il y a eu des conflits pas encore pleinement dépassés depuis cette époque, il suffit de voir les contradictions en France aujourd'hui entre théorie et pratique, entre science et technique, et même entre science et enseignement ; par exemple une certaine conception de la recherche comme au-dessus de tout, qui ne se soucie pas de marier recherche et enseignement, conception qui est actuellement combattue et en voie de dépassement.

Ensuite il y a eu, mais dans le cadre national, une vaste démocratisation de l'éducation. À l'époque d'Abélard, Comenius, et de la Renaissance, l'éducation était européenne. Elle s'est ensuite inscrite étroitement dans le cadre national, avec les Hussards de la République, le métier d'instituteur étant extrêmement répandu en France du XIX^e au milieu du XX^e siècle. Elle a été suivie d'une grande massification. Mais aujourd'hui ces systèmes sont en crise et ils s'avèrent très difficiles à changer, alors qu'ils ont des défauts, très prononcés en particulier en France, tels que le dramatique élitisme républicain : on enseigne aux jeunes la culture des « élites », celle des gens qui veulent faire descendre leurs savoirs sur chaque individu, indépendamment des nouvelles conditions historiques et des facultés d'appropriation diversifiées par chacun. Par exemple en mathématiques, j'ai vu des générations détruites par une mathématique axée essentiellement sur l'abstraction, alors que la tradition pascalienne, travaillant à l'inverse par induction, a été complètement écrasée. En littérature, je vous invite à lire Todorov sur la *déconstruction du sens* : on apprend maintenant des techniques et non plus les auteurs, comme si les textes ne faisaient pas sens. Il y a quelques années, j'ai été président de l'Institut pour l'Éducation Financière du Public (IEFP), j'ai trouvé des manuels de primaire de la fin du XIX^e siècle où on apprenait comment épargner son argent, les taux d'intérêt, et d'autres éléments permettant de vivre sa vie quotidienne avec compétence, tout ceci a disparu. Nous avons maintenant un élitisme républicain, une sélection par l'abstraction que je veux combattre, car c'est à mon sens une cause fondamentale de l'échec scolaire.

En quoi la grande mondialisation contemporaine chahute-t-elle tout cela, bien entendu sans faire table rase de notre grandeur passée, celle de Dante, Aquin, Comenius et l'humanisme, mais plutôt pour un

ample renouvellement? La formidable mutation technologique – la mondialisation n'existerait pas sans la révolution informationnelle –, et la mondialisation de l'économie, qui utilise les nouveaux outils informationnels dans la banque, les transports, les communications... doivent être maîtrisées par l'homme. Je souligne au passage ce paradoxe, le capitalisme qui était impérialiste aux XIX^e et XX^e siècles a, d'une certaine façon, partagé le monde, en diffusant savoirs et capitaux, même si son objectif est la profitabilité. Partagé, mais en aggravant les inégalités dans chaque pays. Le développement de la Chine doit beaucoup à la diffusion des techniques et des savoirs américains.

À partir de là, avec Internet chacun peut se voir et se parler en temps réel, et nous avons maintenant les outils pour relever les nouveaux défis tels que le climat (puisqu'on prend conscience de la dégradation de l'environnement); la paix et la sécurité (puisqu'il y a de nouvelles insécurités où d'ailleurs les conflits culturels ne sont pas mineurs); et le défi fondamental du développement d'autrui, car on ne peut continuer à vouloir se développer soi-même en misant sur son avantage comparatif en matière de savoirs, de sciences et de techniques. Tout ceci choque les individus et appelle des mutations anthropologiques, qui sont en cours et qui doivent être maîtrisées, afin de répondre aux nouveaux défis du développement humain.

Je retiens trois principes pour la mutation de la formation.

Tout d'abord les défis de l'altérité: l'éducation doit entrer dans la perspective de la responsabilité d'autrui (Levinas), c'est-à-dire d'abord aller à la rencontre d'autrui. Il n'y a aucune spontanéité à l'esprit d'ouverture et de réciprocité. Il y a d'ailleurs un certain danger du relativisme culturel: on dit tolérer les autres, mais on ne va pas à leur rencontre. On relativise les défis culturels parce qu'on en a peur, or on ne pourra pas les résoudre sans essayer de connaître l'autre et faire bouger sa propre culture afin par exemple de dépasser la fracture Orient-Occident. Il y a de gros enjeux, ce n'est peut-être pas la guerre de civilisation comme dirait Huntington, mais ça le serait si nous n'étions pas capables de consentir cet effort. Actuellement, les systèmes éducatifs fermés sur la nation, tels qu'ils ont été bâtis, sont tous percutés. Pour prendre un exemple, les histoires sont toutes mythifiées: nous avons chacun nos légendes et nos images d'Epinal, dans chaque système intérieur. Et pour aller à la rencontre d'autrui, il faut apprendre les langues, et si la traduction est fondamentale dans notre culture, dans certains pays celle des

textes d'autrui est excessivement rare. Les défis de l'altérité doivent donc conduire à un principe de réciprocité positive dans l'ouverture, ce qui suppose les langues, les histoires croisées, la connaissance des enjeux économiques. Trop souvent, les Français sont dans la nostalgie des Trente glorieuses et ont une culture économique très faible, alors comment partager si nous gardons une optique de protection pure et simple et non pas d'ouverture?

Ensuite il y a les défis liés aux mutations du travail. On parle quelquefois de la troisième révolution industrielle, mais il s'agit surtout d'une révolution informationnelle, qui diffère radicalement de la première où les enfants pouvaient faire fonctionner la machine sans formation ni qualification. Or aujourd'hui cela n'est plus possible, la révolution informationnelle exige qualification. C'est donc bien une révolution d'un autre type, qui nécessite de manipuler des outils complexes, d'où une formation extrêmement rehaussée, et en particulier une formation professionnelle et continue qui chez nous est encore en déshérence. Nous avons là un handicap terrible dont les pouvoirs publics n'ont pas encore pris conscience.

Les techniques et les enjeux économiques se renouvellent constamment, à une vitesse rapide, et sans requalification dans la vie active, beaucoup décrochent, en particulier les seniors. Ces défis supposent donc une culture de l'ouverture et de la compétition mariée à la coopération: on ne peut envisager les défis de la compétition sans nouer des coopérations dans des réseaux de recherche et d'activité, qui pour l'instant existent au niveau des grandes entreprises et à nouveau pour des élites, mais pas pour la masse de la population qui n'est pas placée dans ces situations. Robert Reich avait produit une très belle sociologie de ce nouveau monde, parlant de la sécession entre les manipulateurs de symboles et ceux qui ne sont pas au cœur des défis de la mondialisation (les fonctionnaires nationaux ou les ouvriers non qualifiés). Cette sécession entre les uns et les autres est un énorme facteur d'inégalité et doit être combattue, car après tout, les pays qui s'en sortent le mieux en compétition et en coopération sont ceux dont le niveau de qualification moyen est élevé et se renouvelle (ex. : scandinaves).

Le troisième défi est celui de la démocratie. Nous sommes actuellement dans une crise-mutation de la démocratie du gouvernement représentatif. Les gouvernements représentatifs sont très marqués par les médias, mais aussi par les citoyens qui peuvent s'approprier tous les

défis, qui s'intéressent à la politique, mais qui peuvent le faire de façon blasée, cynique, sous-informée et sous-éduquée. Il est bien de contrôler ses dirigeants, mais il serait mieux de participer. Ceci soulève des enjeux de participation majeurs, d'autant plus que cette participation ne doit pas être enfermée dans l'espace national. On ne peut être citoyen aujourd'hui sans une formation, surtout pour ceux qui se voient comme des citoyens du monde. Pour ce faire, il y a bien sûr toutes ces questions de valeurs, d'éthique, de contenus éducatifs et d'organisation.

Tout d'abord la question du renouvellement de l'éducation est une affaire de mutation des cycles de vie (Erik Erikson): formation initiale, formation en cours de vie. Nous avons besoin d'une formation initiale dans l'esprit que j'évoquais il y a un instant, où l'acquisition des langues, des histoires et des bases de l'économie est fondamentale dès l'école primaire, et doit se faire avec des échanges et des rencontres de maîtres et d'élèves à caractère transnational. À mon sens, l'apprentissage de trois langues est indispensable : la sienne, l'anglais comme langue de communication, et une troisième au choix. Pour les histoires croisées, des cours d'histoire et de civilisation par des maîtres étrangers sont également nécessaires pour connaître les autres. Il faut déverrouiller les fractionnements qui sont inhérents à la conception du statut national, et créer des passerelles entre formation initiale et vie active – des jeunes ont envie de sortir du système scolaire qui ne les a pas socialisés et être autonomes tôt, donc ils ont besoin d'une alternance ou d'un apprentissage véritable, et de possibilités de retour à l'école.

Tout ceci pose le problème des statuts et des rôles. J'ai évoqué le statut des maîtres, mais il y a aussi celui des jeunes. Il y a actuellement pénurie d'ingénieurs et de techniciens, ce qui renvoie à des problèmes de modèles culturels et sociaux très voyants: un ingénieur en France va très souvent aller en finance et management, et non en production. C'est une question de statut. Au milieu des années 1980, le gouvernement a lancé l'objectif «80% au Bac»; dans les milieux ouvriers, ce fut un signal général de dévalorisation de la formation professionnelle. Il faut faire muter ces schémas et obtenir une diversité. Des jeunes sans qualification doivent acquérir une formation professionnelle, les adultes se qualifier et se former continuellement en cours de vie, les seniors pourront être des tuteurs. Il faut une réforme de l'organisation: pour les Universités, la révolution c'est une triangulation entre recherche, éducation et entreprise. Cela ne répond pas seulement à l'impératif de

compétition, mais à celui de permettre à des jeunes d'aborder la vie avec une formation initiale et avec l'aptitude de réapprendre en cours de vie; il faut aussi les accompagner dans leur emploi. Au sujet du financement, il faut un partage des coûts et des responsabilités. Et le défi éthique et culturel numéro un, c'est le partage transnational.

Il faut donc sortir du domaine réservé des États-nations. L'Union européenne n'a pas une véritable compétence pour l'éducation car elle dépend strictement du domaine national. La Commission européenne a commencé à se saisir du sujet et à lancer des messages en particulier la triangulation et la mobilité. Car si l'Union n'a pas de compétence, elle est déjà un catalyseur; il manque les moyens et les incitations. Les cursus européens sont peu nombreux, Erasmus et Comenius sont beaucoup trop petits; les maîtres nationaux font de la résistance. L'Europe doit devenir une communauté européenne pour l'éducation. Pour moi, les moteurs de la reprise économique en Europe aujourd'hui ne sont pas seulement dans la réponse aux défis de l'énergie-climat, mais de l'éducation-formation et de l'industrie.

En conclusion, nous parlons beaucoup des enjeux pédagogiques, nous faisons appel aux motivations ludiques, l'école a voulu remettre l'enfant au centre des projets scolaires. Mais vous comprendrez qu'on ne peut déléguer aux sciences pédagogiques de l'éducation la solution à des problèmes aussi profonds! Il faut s'intéresser beaucoup plus au rôle d'acculturation de l'école, à l'accompagnement de l'école dans la vie, et au type de socialisation qu'offre le système scolaire. Au cœur des ces enjeux, il y a les contenus scolaires, qui doivent faire sens: j'en reviens à mon propos initial: foi et raison. Il s'agit bien de motiver, de donner confiance en soi et d'aller à la rencontre d'autrui, ceci afin que chacun puisse, dans sa formation, être capable de partager des cultures et des responsabilités dans le travail et la cité.

Table ronde Bicentenaire des indépendances américaines



PRÉSIDENT:

Alain ROUQUIÉ

président de la Maison de l'Amérique latine

Eduardo MANET

écrivain

Elisabeth BÉTON-DELÈGUE

directeur des Amériques et des Caraïbes
(ministère des Affaires étrangères et européennes)

Carlos de ICAZA

ambassadeur du Mexique en France

Fernando CEPEDA ULLOA

ambassadeur de Colombie en France

Alain ROUQUIÉ. — Mesdames et messieurs, chers amis, nous n'avons pas quitté tout à fait la mondialisation qu'évoquait tout à l'heure si brillamment Philippe Herzog.

Je me réjouis que ce colloque ait inscrit l'Amérique latine au sommaire du deuxième jour de ses travaux. Il me paraît d'ailleurs normal et logique qu'il en soit ainsi, quand on sait l'importance des réseaux d'Alliances françaises sur ce continent latin. On disait encore, il n'y a pas si longtemps, qu'il regroupait un quart des élèves de l'ensemble des Alliances dans le monde.

1810-2010 : deux siècles.

1810 n'est pas la date des indépendances dans un certain nombre de pays d'Amérique latine, mais c'est l'année du coup d'envoi du processus d'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique. En 1810, à Buenos Aires comme à Quito, à Bogotá comme à Santiago du Chili ou en Nouvelle-Espagne, devenue le Mexique, ont eu lieu des soulèvements qui mèneront à l'indépendance et à la constitution de nouvelles nations. Seule exception : Cuba, qui restera espagnole jusqu'en 1898.

Comme vous le savez, l'Amérique portugaise connaîtra une autre évolution, pacifique et en douceur, vers l'indépendance.

Par ailleurs, Haïti, si chère à nos cœurs de Français et de francophones et si cruellement frappée il y a 15 jours par une catastrophe tragique, s'est soulevée en 1792 contre les colonisateurs français. Elle avait acquis son indépendance la première en Amérique, en 1804.

1810 est une date acceptée, consacrée et officielle, à partir de laquelle la plupart des états latino-américains vont célébrer 200 ans d'existence.

En 1910 a eu lieu la célébration du premier centenaire pour ces pays qui ont connu le début de processus d'indépendance en 1810. Ces célébrations avaient eu un éclat tout à fait extraordinaire, voire un faste extravagant. Nous étions alors dans la première mondialisation. L'illusion d'un progrès ininterrompu faisait tourner les têtes. La modernité, la richesse, la prospérité semblaient devoir se poursuivre et permettre à certains de ces pays (je pense à l'Argentine et au Mexique) de rattraper, voire de dépasser les grands États européens.

Néanmoins, les fruits n'ont pas tenu la promesse des fleurs. Ainsi, le Mexique a connu, en 1910, les fastes de la célébration du premier centenaire et, en même temps, le début de la révolution qui a remis en question le modèle de modernisation extravertie mis en œuvre jusque-là, et qui a plongé le pays dans des affrontements destructeurs, d'où est sorti le Mexique d'aujourd'hui.

Ceux qui sont autour de cette table me contrediront peut-être, mais en 2010, on sent déjà, dans les pays d'Amérique latine, la volonté de faire le point de manière critique sur le chemin parcouru et sur celui qui reste à faire dans tous les domaines : politique, économique et social. En Amérique latine, c'est l'heure des bilans plutôt que l'heure de la liesse, de l'autosatisfaction ou de la complaisance, comme en 1910.

Si 2010 est un grand rendez-vous pour les pays d'Amérique latine et pour tous ceux qui s'y intéressent, c'est celui des examens de conscience sur toute une série de thèmes et de questions, nationaux et collectifs : le développement, la pauvreté, l'éducation, l'unité, les intégrations.

Je crois que c'est aussi pour nous, Européens (et Français en particulier), une date et un moment importants, d'abord pour faire mieux connaître l'Amérique latine dans sa diversité, sa créativité, sa culture et sa richesse. À cet égard, c'est un temps fort pour mettre en lumière le rôle et l'importance d'un continent trop souvent oublié, justement parce qu'il se porte plutôt bien, au moins depuis les 20 dernières années.

C'est certainement l'occasion de réfléchir à notre relation, de voir quelle est la place de la France dans ces pays. Tout le monde sait qu'on a beaucoup insisté sur l'influence de la pensée française sur les dirigeants des mouvements d'indépendance, sur les *Libertadores* de l'émancipation à partir de 1810.

Une chose m'a toujours frappé en lisant les discours d'un des *Libertadores* les plus significatifs : il s'agit de Simon Bolivar, qui a été le père de la patrie de cinq pays andins, dont la Bolivie qui porte son nom. Bolivar, en tant que législateur, n'avancé jamais une idée sans l'assortir d'une citation française, d'une référence à Montesquieu, à Rousseau, à l'abbé de Pradt ou à Volney. On sait moins qu'au XIX^e siècle, les nouvelles nations indépendantes ont fait appel à la France pour former leurs élites, construire leurs institutions et adopter leurs repères intellectuels. Il s'agissait alors d'un choix volontaire.

Maintenant, où en est le rôle de la France dans la transmission des savoirs ? Le monde a changé, on est dans un autre siècle, dans un autre contexte, dans une autre mondialisation. Qu'en est-il de notre présence ? Qu'en est-il de la demande de France ? Qu'en est-il de la coopération ? Le Bicentenaire sera un moment important pour réfléchir à nos relations, pour resserrer nos liens et pour redonner densité et substance à nos rapports avec les pays d'Amérique latine.

Au-delà de la France, il y a aussi l'Europe. Nous ne pouvons que nous réjouir de voir que l'Union Européenne, sous la présidence espagnole, a inscrit le renforcement des liens avec l'Amérique latine comme priorité de sa politique étrangère. En mai 2010, à Madrid, se tiendra un sommet Amérique latine-Union Européenne qui devrait être porteur de projets très concrets et très substantiels.

Il y a aussi le contexte international et le processus de mondialisation. Va-t-on assister à un rapprochement de l'Amérique latine avec l'Europe ou, au contraire, à une dérive des continents ? L'Asie jouera un rôle moteur dans le développement des nations latino-américaines. La Chine n'est-elle pas le premier ou le second partenaire des États d'Amérique latine ? C'est tout à fait nouveau, mais cela nous pose des problèmes.

Voilà quelques questions que je souhaitais poser. Je pense que les intervenants, s'ils ne tentent pas d'y répondre, les prendront en considération et pourront nous éclairer autour de ces thèmes.

Je voudrais donner la parole à Eduardo Manet. Il est originaire de Cuba, qui ne fête pas son Bicentenaire. Cuba a connu son indépendance à la

fin du XIX^e siècle. Comment un écrivain français d'origine cubaine voit-il ses pays voisins, qui ont deux siècles d'indépendance, depuis un pays qui a été plus tardivement décolonisé et qui a connu un siècle de plus de colonisation espagnole ?

Eduardo MANET. — Je vous prie de m'excuser parce que je vais parler un peu de moi pour expliquer mes positions. Je crois que c'est nécessaire.

Je suis né à Cuba, mais de parents espagnols : mon père était castillan, ma mère était andalouse d'origine sépharade. J'avais comme nourrice une Haïtienne.

L'Haïtienne me chantait des berceuses en créole et en français : elle me chantait *Mon Homme* en français quand j'étais un petit enfant.

Ma maman ne parlait pas le français, mais elle adorait Paris et la France. Elle avait toutes les revues de mode françaises. Mon papa avait fait des passages à Paris.

Aussi, ma première enfance, c'était cela : des chants créoles et français, ma mère qui adorait Paris sans le connaître, et mon papa et tous ces amis espagnols qui aimaient la France, la culture française et Paris, mais qui détestaient les Français, parce qu'ils étaient tous hautains. Malheureusement, je crois que cela continue un petit peu.

Pendant mon adolescence, j'ai été très influencé. Cuba était indépendante, mais après, il y a eu la terrible dictature de Machado jusqu'en 1933. Cuba a coupé les liens qui existaient encore avec les États-Unis, dans le sens où les États-Unis sont arrivés à la fin de la guerre pour mettre la main sur Cuba. Finalement, ils sont restés et se sont installés à Guantánamo, mais avec l'amendement Platt qui permettait aux Américains de rentrer quand ils voulaient à Cuba. En 1934, après la révolution contre Machado, Cuba a coupé ses relations. À partir de ce moment, Cuba était vraiment indépendante des États-Unis à tous points de vue, mais elle était sous sa dépendance culturelle et politique.

J'ai donc été élevé entre deux genres d'influence : d'un côté, la musique et le cinéma américains et de l'autre côté, mes parents qui me parlaient toujours de Paris.

J'ai décidé de faire des études en France et j'y suis venu très jeune, dans les années 1950. J'avais décidé, avec un groupe d'amis, de venir faire des études en Europe. Je suis venu à Paris, les autres sont allés à Rome. J'étais tout à fait sous l'influence culturelle américaine, mais en même

temps, j'étais contre l'impérialisme yankee et je me sentais très proche des révolutionnaires, puisque, pour tout vous dire, je suis allé à la même école que Raul Castro.

J'étais donc au milieu de tout cela. J'étais très jeune. Je faisais du théâtre à 15 ans. Mon papa avait un journal et comme j'étais le fils de mon papa, je pouvais être critique. J'écrivais des critiques terribles.

Comme je ne connaissais pas le français, je suis allé à l'Alliance française. C'était formidable ! Cependant, le problème était qu'il fallait aller à l'école tous les jours. Or, je n'avais pas le temps parce que je faisais beaucoup de choses. De plus, comme je suis cubain, j'étais toujours amoureux. Entre mes études et mes amours, c'était terrible !

Finalement, j'ai décidé d'apprendre le français avec l'ex-femme d'Alejo Carpentier. Cette dame merveilleuse me disait : « pour parler le français, il faut lire Proust. » Comme je ne connaissais pas le français, elle me lisait Proust en français et moi, je le lisais en espagnol.

Son deuxième conseil était : « apprends bien l'imparfait du subjonctif. Quand tu seras à Paris dans un dîner mondain, tu pourras sortir "que j'aimasse" et tout le monde ouvrira grand les yeux, car on ne dit plus l'imparfait du subjonctif en France. »

Son troisième conseil était d'épouser un dictionnaire avec des cheveux longs. J'ai épousé un dictionnaire avec des cheveux courts... mais peu importe !

C'était ma première rencontre avec l'Alliance française.

Je voudrais vous dire de tout mon cœur, en toute sincérité, que pour Cuba, l'Alliance française a réalisé un travail merveilleux avant la révolution. Pour nous, c'était un endroit où on passait des films. Avant la révolution, tout le cinéma cubain appartenait aux *majors* de Hollywood : la Metro Goldwin Mayer, etc. Les films français ne passaient que rarement. Parfois, il y avait quelque chose d'un petit peu érotique, comme *Le Diable au Corps* avec Gérard Philipe, ou un film où on voyait Françoise Arnoul en pardessus en cuir : tout d'un coup, elle était dos à la caméra, elle ouvrait son pardessus et on supposait qu'elle était nue. On ne la voyait pas, mais tous les Cubains l'ont vue nue. J'ai ensuite rencontré Françoise Arnoul à l'époque où j'étais jeune journaliste. Elle m'a dit : « ce n'était pas moi. Quelle imagination ont les Cubains ! »

Après la révolution, le travail de l'Alliance française à Cuba a été très important, non seulement pour l'enseignement de la langue, mais parce que vous avez apporté cet espoir à toute l'Amérique latine. Quand

j'étais enfant, mes idoles étaient Simon Bolivar et José Martí, mais pour moi, Bolivar était le monsieur qui était allé à Paris. C'était un très beau jeune homme et un très grand danseur. José Martí aussi adorait Paris. Fidel Castro aussi : quand on chantait la Marseillaise, il avait les larmes aux yeux. Cependant, il oublie que la France a fait la Révolution française et les droits de l'Homme, et cet oubli est inacceptable. Mais je ne veux pas parler politique.

La seule chose dont je veux vous parler, c'est de l'influence qu'a eu la France pour moi. La culture française existe toujours en Amérique latine. C'est pour cela que j'énrage quand certains de mes camarades écrivains insultent actuellement l'état de la culture et de la démocratie en France. On peut être en désaccord avec le gouvernement, mais on ne peut pas dire qu'il n'y a pas ici une véritable démocratie. C'est important.

À chaque fois qu'on me demande de parler en tant que francophone, j'y vais. Je considère que c'est un devoir. J'ai choisi la France, j'ai choisi le français comme langue d'expression. Je n'ai écrit que quatre petites pièces de théâtre en espagnol, tout le reste est en français.

C'est pour cela que je ne suis pas traduit en Espagne, d'ailleurs, bien qu'ayant des prix et un certain succès. Un critique m'a demandé comment il était possible que je n'aie pas été traduit. Ensuite, il a réfléchi et il m'a dit : « tu es un triple traître. Tu es un Cubain qui écrit en français, fils d'Espagnol qui écrit en français. Tu es donc un « francesado ». C'est pour cela qu'on ne te publie pas, parce que tu sais que la guerre entre la France et l'Espagne n'est pas finie. »

C'est un peu vrai.

Une chose est importante pour moi : défendons cette langue française. Pour moi, le français est le latin de nos jours. C'est la langue de l'amour. Un de mes romans parle d'un Cubain qui travaillait au ministère du Commerce extérieur, mais qui s'est retiré. Beaucoup de gens quittent Cuba, mais ils ne sont pas du tout exilés politiques : c'est parce qu'ils sont déçus par le chemin qu'a suivi Fidel Castro. Ce Cubain a une maîtresse, une belle métisse, membre du ministère de l'Economie, mais, comme beaucoup de Cubains à Cuba, membre de la police aussi. C'est une histoire d'amour entre eux. Lorsqu'ils font l'amour, elle lui demande de lui parler en français, car c'est la langue de l'amour.

Alain ROUQUIÉ. — Merci pour ce splendide témoignage qui prouve

bien que l'indépendance culturelle, à Cuba, est de choisir la France. Nous allons parler de l'indépendance de la Colombie et de la façon dont on voit aujourd'hui ces deux siècles d'indépendance.

Fernando CEPEDA ULLOA, ambassadeur de Colombie. — Mesdames, messieurs, je suis très honoré de prendre la parole devant vous, qui représentez en France les femmes et les hommes les plus soucieux du « bien parler ». Mais je crains que vos oreilles ne souffrent en entendant mon « mal » français... (ou plutôt mauvais français!).

J'ai beaucoup de respect pour cette belle langue (qui n'a d'égale que la mienne!), qui peut si facilement faire trébucher un étranger. Je n'en donnerai qu'un exemple parmi tant d'autres. Il ne porte que sur la phonétique. En effet, alors qu'en français le « v » correspond à un son très précis, il n'en est rien en espagnol, où la lettre « v » et la lettre « b » se prononcent pratiquement de la même façon. C'est ainsi que j'ai eu l'occasion d'entendre dans une enceinte internationale un orateur hispanophone éminent susciter le fou rire en essayant de prononcer le mot « vite » au lieu d'avoir eu la prudence d'utiliser l'adverbe « rapidement »!

Je vous demande donc votre indulgence avant de commencer mon intervention.

Disons-le tout net : la plus belle des commémorations pour le Bicentenaire serait l'établissement d'une relation différente entre la France et l'Amérique latine.

Qu'est-ce que j'entends par là ? Dans une certaine mesure, quelque chose d'analogue à ce qui a été bâti avec le Brésil, le Mexique et le Chili, sans oublier naturellement que les possibilités de chaque pays, pris individuellement, ne sont pas les mêmes, mais l'esprit dans lequel serait faite cette construction devrait être le même.

Par ailleurs, la réciprocité devrait être absolue, chaque pays se comportant vis-à-vis de l'autre de la même façon. Il s'agit en fait d'une véritable relation entre amis.

Je suis convaincu que ce désir et la volonté de le combler existent en Amérique latine, mais il est probable que nous n'ayons pas su structurer et donner forme à cette aspiration.

Je pense qu'un véritable partenariat devrait avoir trois dimensions, qui sont les suivantes :

- En premier lieu, un partenariat stratégique, impliquant un mécanisme

de consultations politiques sur les questions clefs, fondamentales, comme, par exemple, le réchauffement climatique mondial, le crime organisé au niveau international, et beaucoup d'autres encore.

- En deuxième lieu, un partenariat technologique, correspondant aux ambitions et aux possibilités de chaque pays ou ensemble de pays. Je pense, par exemple, à l'extraordinaire potentiel énergétique des pays andins, considérablement renforcé aujourd'hui par les découvertes de pétrole au Brésil.

- En troisième lieu, un partenariat scientifique, venant compléter le partenariat intellectuel traditionnel. Il me semble que le grand emprunt, qui vient d'être lancé au niveau national dans le but de placer la France à l'avant-garde de la société de la connaissance, nous offre une merveilleuse occasion de mettre sur pied ce partenariat.

La situation entre la France et l'Amérique latine n'a rien à voir avec celle qui existe entre l'Amérique latine et les États-Unis. Je veux dire par là qu'il n'y a pas de sentiment anti-français, qui varie avec les circonstances; il y a, au contraire, de l'admiration, de l'estime et un grand intérêt pour l'établissement de liens plus étroits... et c'est précisément là que se situe, dans la très grande majorité des cas, la déception, voire la frustration.

Cette frustration est d'autant plus grande que la France a été considérée, tout au long de notre histoire, comme un contrepoids face aux États-Unis. Ensuite, c'est l'Union Européenne qui a pris le relais dès le début, la France étant toujours le pays de prédilection.

Je crois que, comme dans le cas des États-Unis, l'Amérique latine n'a pas su structurer sa politique vis-à-vis de l'Union Européenne. Nous négocions avec elle, en ordre dispersé, des accords d'association... C'est ainsi que l'Amérique centrale, le Pérou et la Colombie en sont encore à attendre leur tour...

La meilleure façon de commémorer le Bicentenaire serait de conclure ces accords, ouvrant ainsi la porte à une relation plus riche, plus profitable, dans le cadre d'un monde globalisé, pour l'Europe et les pays que je viens de mentionner.

Mais revenons sur terre, cessons de rêver... Parlons de ce que nous pourrions qualifier de gestes en ce qui concerne cette commémoration. Je voudrais dire tout d'abord que la Colombie est fière d'être l'invitée d'honneur des Belles Etrangères. C'est évident. Nous sommes ravis de constater la reconnaissance de notre attachement à la littérature en



général, à la poésie et à toutes les expressions artistiques.

En outre, les universitaires hispanistes français ont réussi à ce que la Sorbonne fasse figurer, dans sa programmation pour l'année 2011, un séminaire sur Rufino Cuervo afin de mettre en exergue la passion que nous partageons avec la France : celle de l'amour de la langue, la fierté qui est la nôtre de parler le meilleur espagnol qui soit (raison pour laquelle j'aurais préféré parler espagnol ici).

Bien sûr, j'aurais aimé qu'on mette en lumière, cette année là, notre tradition démocratique, qui est vraiment bicentenaire, et notre tradition juridique, qui est largement reconnue.

Bien que cela ne soit pas lié au Bicentenaire, je voudrais, si vous me le permettez, vous dire que cette semaine l'Université Panthéon-Assas va remettre les insignes de docteur honoris causa à neuf personnalités, dont Umberto Eco, parmi lesquelles il n'y a qu'un seul Latino-Américain. C'est l'unique. Il s'agit d'un juriste, Fernando Hinestrosa. C'est le seul d'ailleurs, qui ne soit ni européen, ni originaire des États-Unis.

La vie juridique en Amérique latine, notamment en Colombie, est liée à la France, mais l'influence de cette dernière a perdu progressivement du terrain. Or, il faut absolument la préserver.

Les ambassadeurs nous ont chargés, l'ambassadrice du Chili Pilar Armanett et moi-même, d'organiser un séminaire pour le Bicentenaire et nous avons, bien entendu, choisi comme sujet de cette rencontre le Code civil, son insertion dans les différents pays et les innovations les plus significatives qui lui ont été apportées.

C'est loin d'être simple!

Par ailleurs, l'Ambassade de France à Bogota a publié un ouvrage intitulé *Les Français en Colombie*, récit intéressant bien qu'incomplet de la présence française dans notre pays. Nous devrions faire une chronique analogue sur les Colombiens en France.

En d'autres termes, ce que nous appelons de nos vœux, c'est une relation « gagnant-gagnant », qui sache dépasser tout soupçon, tout sentiment de méfiance, et qui aille au-delà des échanges commerciaux et des investissements.

Je vous remercie de votre attention.

Alain ROUQUIÉ. — Merci, monsieur l'ambassadeur. Vous avez parlé en grand diplomate puisque vous avez posé la question essentielle des relations entre la France et la Colombie. Vous l'avez dit : la plus belle commémoration serait le partenariat stratégique que vous appelez de vos vœux.

Vous avez parlé aussi en homme de culture que vous êtes. En vous écoutant, je pensais à ce que l'on disait autrefois : Bogotá est l'Athènes des Amériques. En effet, c'est le lieu où l'on parle la plus belle langue et, en même temps, c'est la capitale des très grands juristes en Amérique latine.

Avant d'avoir la réponse que ne manquera pas de donner Elisabeth Béton-Delègue à vos préoccupations, je demanderai à l'ambassadeur du Mexique, Carlos de Icaza, de donner sa version du double centenaire de la révolution et du Bicentenaire de l'indépendance du Mexique.

Carlos de ICAZA, ambassadeur du Mexique. — Merci infiniment. Permettez-moi de vous dire que, de même que mon collègue de la Colombie, je me sens très honoré d'être parmi vous.

En 1883 a été fondée l'Alliance française du Mexique. C'était la deuxième après celle de Paris. Alors, je crois que ce commentaire peut éclairer le rôle de la culture française au Mexique et l'ancienneté de nos liens culturels.

Aujourd'hui, dans plus de 40 villes au Mexique, il y a une Alliance française. J'en suis fier. Plus de 32 000 étudiants mexicains apprennent le français ou le perfectionnent chaque année. Merci infiniment pour cela. Nous l'apprécions beaucoup. Je dois, si vous le permettez, saluer les gens du Mexique qui sont devant nous et qui nous représentent en cette occasion.

Je vais diviser mes commentaires, qui ne seront pas très longs. Vous savez, le problème avec les diplomates n'est pas de parler, mais de se taire.

Je vais parler d'abord de la signification que ce double anniversaire a pour nous, au Mexique.

Ensuite, j'évoquerai une réflexion de Carlos Fuentes.

Enfin, je ferai quelques commentaires sur la signification de ces éléments dans le contexte historique de la relation, si riche et si importante, de la France avec le Mexique et quelques pays latino-américains. Évidemment, je ne résisterai pas à la tentation de faire quelques commentaires supplémentaires sur l'expression si intéressante de mon ami Fernando Cepeda.

On le sait très bien : la manière dont chaque pays célèbre son Bicentenaire détermine la manière dont il projette son identité indépendante pour les années à venir.

On doit admettre que les 200 premières années ont été synonymes de lutte pour la construction d'une identité nationale et d'une indépendance, ou tout du moins, d'une autonomie politique, économique et culturelle.

Pour des motifs d'ordre politique, propres au contexte de l'époque, la définition de cette identité et de cette autonomie est passée par une conception du monde comme adversité. Être soi-même, c'est se mesurer proportionnellement au fait de ne pas être autrui.

Avant l'arrivée des Européens en Amérique, il y avait des Mayas, des Aztèques, des Teotihuacànais, mais il n'y avait pas de Mexicains. Les Mexicains sont les produits de cette rencontre parfois douloureuse. C'était la naissance d'un nouveau monde. C'était l'incursion de l'Europe au Mexique, en Amérique. Le résultat de cette incursion était évidemment la naissance de la nation mexicaine : une nation métisse, une nation pluriculturelle, une nation diverse, une nation avec une histoire assez complexe et assez riche.

Il y a quelques semaines, à Madrid, Carlos Fuentes a posé une question fondamentale : qui sommes-nous ? Que voulons-nous ? Où allons-nous ? Il a dit que la guerre d'indépendance n'était pas seulement contre l'Espagne, mais qu'elle avait une profondeur plus importante ; c'était une guerre d'indépendance contre nos insuffisances, contre la pauvreté, contre notre vie dépendante.

En fait, en Amérique espagnole, ce qui s'est passé en 1810 n'était pas

la consécration de l'indépendance. C'était le démarrage, les principes. C'était le commencement, le début d'une lutte, avec quelques différences entre les pays.

Au Mexique, il s'agissait d'une vraie révolution, bien entendu contre l'Espagne, mais aussi contre l'ordre des choses et contre l'injustice. Hidalgo et Morelos, héros de la première époque au Mexique, étaient aussi des gens très influencés par la pensée des Lumières.

Je crois qu'il faut souligner ce contact historique très significatif entre la France et l'Amérique espagnole en ce temps-là. C'était une révolution pour la liberté, pour la justice, pour l'égalité, pour la fraternité. Je ne sais pas si cela vous rappelle quelque chose !

Évidemment, il y avait de tout : des jacobins, des radicaux, des libres-penseurs, mais surtout des patriotes. C'était la formation d'une identité qui souhaitait être indépendante, qui souhaitait la liberté.

À ce moment-là, on peut identifier cette communication de valeurs et d'idées partagées jusqu'à aujourd'hui. Je crois qu'il faut souligner ce point, parce que c'est le point de démarrage de la célébration en France.

Au Mexique, nous avons un double anniversaire. En effet, cent ans après la révolution pour l'indépendance, il y a eu une nouvelle révolution. En 1910, le peuple mexicain s'est soulevé de nouveau contre l'injustice et contre le manque de liberté.

Dans cette double célébration (je parle de mon pays en ayant conscience que c'est un pays pluriel), je crois que le sens le plus important est de nous reconnaître comme des Mexicains, de faire le point sur les valeurs universelles que nous partageons aujourd'hui et d'aller dans le sens d'Octavio Paz (un autre Mexicain très lié à la France), qui disait que lorsque l'on évoque le passé, c'est le moment de la réconciliation nationale.

Aujourd'hui, le Mexique est une nation démocratique qui partage ses valeurs profondes avec la France et avec l'Europe.

N'oublions pas que nous appartenons à la civilisation occidentale. Parfois, dans le monde, en Europe, il n'y a pas la conscience que l'Amérique latine appartient à la civilisation occidentale.

Cette célébration du mouvement d'indépendance et de révolution est aussi l'occasion de célébrer notre appartenance au monde contemporain, aux valeurs que nous devons protéger et élargir encore davantage. Cette lutte contre les insuffisances, contre l'injustice, contre la pauvreté

n'a pas cessé en 1810, ni en 1910, ni en 2010. Il y a encore un bilan très positif à faire de nos luttes, de nos expériences, de ce qui nous a inspirés.

Pour finir, je veux évoquer le Colombien universel. Avec ce qui s'est passé il y a 200 ans, aujourd'hui, un Maya de Yucatán et un Guarani de Paraguay peuvent se parler dans la même langue. Je dois dire ici, à l'Alliance française, que nous sommes fiers que notre langue soit la cousine germaine de la langue française. Cela nous rapproche, il est très important de le souligner.

Germán Arciniegas, qui a beaucoup écrit sur l'Amérique latine et sur sa culture, rappelle ce que l'Europe a apporté à l'Amérique latine et ce que l'Amérique latine a apporté à l'Europe. Dans *Le Continent des sept couleurs*, une œuvre écrite il y a presque 50 ans, il a soulevé les erreurs et les équivoques dans la conception de la fondation de notre continent.

C'est un continent qui a le nom d'un grand découvreur qui n'a pas découvert l'Amérique. Il est divisé en quatre grandes régions : une qui n'a pas de nom propre (l'Amérique qui parle l'anglais), mais avec qui nous sommes en très bonnes relations ; l'Amérique qui parle le français ; l'Amérique qui parle le portugais ; et l'Amérique qui parle l'espagnol.

Cependant, il y a un défi en commun. Même si nous sommes fiers de cette grande amitié avec la France, de cette relation culturelle exceptionnelle (je crois qu'un quart des Alliances françaises se trouvent en Amérique latine), j'aimerais bien qu'un quart des relations internationales de la France se place en Amérique latine. Nous sommes fiers de cette belle relation culturelle, des étudiants latino-américains qui sont ici, des étudiants français qui sont là-bas, des échanges économiques, de la bonne entente politique. Nous n'avons pas de problèmes, pas de conflits. En fait, l'Amérique latine est une zone de paix. C'est peut-être pour cela que nous ne recevons pas toute l'attention du monde que nous attendons.

Je veux finir sur une note positive, en remerciant la France et en vous remerciant de toute cette belle inspiration qui pourrait être davantage qu'une course pour l'avenir. Merci infiniment.

Alain ROUQUIÉ. — Merci, monsieur l'ambassadeur, d'avoir mis l'accent essentiellement sur l'identité nationale et d'avoir rappelé très fortement les racines françaises, européennes et occidentales de l'identité

nationale du Mexique. C'est vrai aussi pour d'autres pays d'Amérique latine.

Des questions ont été posées. Une personne qui est très compétente et très expérimentée va y répondre, pour la satisfaction de tous.

Elisabeth BÉTON-DELÈGUE. — Merci.

D'abord, je voudrais vous dire à tous l'immense bonheur que j'ai d'être parmi vous. Je partage ce qu'ont dit les précédents orateurs sur ce que représente ce réseau des Alliances françaises en Amérique latine.

Au fond, on pourrait aussi dire que si la France n'avait pas eu une grande politique culturelle, il y aurait tout de même eu des Alliances françaises, en tout cas en Amérique latine. C'est sans doute la raison de leur avenir assuré. Bien avant qu'on ait mis ces mots à la mode, qu'on en ait fait des slogans, des orientations et une volonté politique, elles ont été le lieu de la diversité culturelle et du partenariat. Ce sont deux mots qu'on a aujourd'hui toujours en bouche, mais les Alliances françaises ont inventé cela au XIX^e siècle et c'est la raison pour laquelle, quoi qu'il arrive, elles resteront cet élément formidable des relations entre la France et l'Amérique latine.

Concernant les relations entre la France et l'Amérique latine, je crois qu'il faut les recadrer un peu.

Premier point : je pense qu'il faut en finir avec la nostalgie. La France du XIX^e siècle, que nous voyons encore quand nous marchons dans les villes d'Amérique latine, appartient au passé, à un temps historique qui a profondément évolué. Elle appartient aussi au temps où l'Amérique latine n'existait pas. Ne l'oublions pas.

Deuxième point : l'histoire partagée est forcément un atout. Nous le retrouvons dans toutes les projections, tous les domaines de coopération ; je pense à la gouvernance, aux débats intellectuels, etc. Simplement, il faut le remettre à sa bonne place. C'est un atout formidable : à nous de le valoriser, mais ce n'est en aucun cas une rente d'influence. Voyons-le clairement : que ce soit en Amérique latine ou ailleurs, nous n'avons pas un capital de sympathie inépuisable. D'une certaine façon, tant mieux ! C'est une interpellation qui nous est adressée.

Troisième point qui a été largement souligné : oui, c'est vrai, l'Amérique latine n'est pas au premier rang des priorités de la politique française, si on essaie de regarder cela avec un peu de recul. Je dirai que c'est en partie la faute de l'Amérique latine et que c'est une bonne nouvelle,

parce que le continent s'est banalisé. Eh oui ! Nous sommes face à un continent qui en a fini avec les crises économiques à répétition et avec l'instabilité politique. Les démocraties se sont installées partout. Il est exempt de crises majeures. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de problèmes, mais enfin, il n'existe pas de crise menaçant la stabilité internationale. Sur le plan bilatéral, il n'y a pas de contentieux.

Dans le même temps, nous, Français, nous avons nos aires d'influence traditionnelles qui sont largement dictées par notre histoire (la colonisation, la proximité de l'Afrique du Nord) et par cette construction européenne. Je vous rappelle que nous venons de passer dix ans à essayer de mettre en ordre la famille européenne pour faire sortir ce traité de Lisbonne. Tout cela est une réalité qu'il faut prendre en considération, bien évidemment.

Sur cette base, je voudrais vous proposer une nouvelle lecture des relations entre la France et l'Amérique latine. La France est d'ailleurs indissociable de son identité européenne. L'Europe est le premier partenaire de l'Amérique latine, non seulement commercial (quoique sur le plan commercial, la concurrence soit vive ; nous sommes talonnés par la Chine, notamment), mais surtout, le premier partenaire en termes de coopération. C'est un point fondamental.

Ces relations entrent dans l'ère de la maturité et s'organisent autour de ce monde en construction. Nous savons que les repères anciens ne suffisent plus pour bâtir et que les repères nouveaux sont à construire ensemble.

C'est là que nous nous retrouvons avec ce passé partagé, avec cette communauté de valeurs, avec cette civilisation commune, qui font de l'Amérique latine un allié naturel, un allié potentiel sur les grands sujets qui sont à l'ordre du jour, non seulement dans l'immédiateté de l'actualité, mais aussi dans le futur.

Je voudrais prendre comme illustration la crise, puisque nous continuons de vivre dans la crise financière et économique. Celle-ci est extrêmement révélatrice de ce qu'est aujourd'hui l'Amérique latine et de ce que nous pouvons faire avec elle.

On avait coutume de dire que, quand l'Amérique du Nord éternuait, l'Amérique latine s'enrhumait. Pour la première fois, on a vu que les États-Unis se sont enrhumés et que l'Amérique latine a éternué.

Sur le plan économique, c'est la démonstration de l'émergence de ce continent qui fait preuve d'une extrême résilience à la crise écono-

mique, crise qui n'est pas née en son sein, mais qui a été exportée. De là, nous nous sommes retrouvés, de façon empirique, dans cette nécessité de chercher des remèdes aux dérives d'une mondialisation non maîtrisée. C'est toute la démarche du G20. Dans tout ce travail sur la régulation de la mondialisation, nous nous retrouvons très proches de l'Amérique latine, qui est aujourd'hui un acteur fondamental de cette redéfinition. Trois pays du G20 sont de ce continent : le Brésil, le Mexique et l'Argentine. Deux pays d'Amérique latine font partie de l'OCDE : le Mexique et le Chili.

On le voit bien : cette complicité intellectuelle se retrouve aussi dans l'affirmation d'États qui, aujourd'hui, s'imposent sur la scène internationale en raison de leur poids économique et de leur capacité à s'asseoir dans un club qui n'est plus (et qui ne sera plus jamais) le club strictement occidental.

Nous sommes toujours dans la fabrication d'un monde meilleur. Ce continent est au cœur de toutes les problématiques des sujets globaux : changements climatiques, Amazonie, déforestation, fonte des glaciers. Nous y sommes.

La question des normes sociales se pose dans un continent qui a été très largement le paradis du néo-libéralisme. La crise a été un révélateur de la nécessité de changer des paradigmes et du retour de l'État, ou de la re-légitimation du rôle de l'État.

Entre la France et les pays d'Amérique latine, entre l'Europe et l'Amérique latine, à l'échelon international, à l'échelon régional, à l'échelon des relations bilatérales, un énorme champ d'opportunités s'offre à nous pour l'échange d'expériences sur la fabrication de politiques publiques, sur la gouvernance, sur ces sujets clefs pour la stabilité de la démocratie politique et sociale que sont les systèmes d'éducation et la protection sociale.

Sans doute ces deux continents se sont-ils éloignés ces dernières années dans le cadre de ce mouvement de mondialisation. L'Amérique latine s'est complètement ouverte à la mondialisation. Elle a diversifié ses échanges économiques, ses flux d'investissement, ses échanges commerciaux. Elle s'est ouverte à d'autres acteurs, avec, en particulier, l'émergence de l'Asie.

Aujourd'hui, nous avons des relations privilégiées avec les États-Unis, mais non exclusives, et de moins en moins exclusives. Cet élément est important. Je crois que dans toutes ces interrogations sur le système

international et sur le système qui doit régir nos sociétés, nous avons un nouveau champ qui s'ouvre à nous.

Je pourrais continuer encore longtemps, mais je pense que nous avons là la redéfinition de nos relations avec l'Amérique latine, qui ne peuvent pas emprunter uniquement le canal bilatéral.

À modeste niveau (mais pas si modeste que cela, puisque c'est une politique d'État), nous devons essayer de nouer des alliances, qui sont forcément à géométrie variable. Tout le monde n'est pas d'accord. Nous savons tous que l'Amérique latine n'est pas un continent unifié et qu'elle ne parle pas d'une seule voix. Mais nous avons un espace énorme pour monter des alliances à géométrie variable sur le sujet de la gouvernance de la planète, avec, évidemment, un espace particulièrement privilégié sur tous les thèmes où nous nous retrouvons sur des valeurs. Je pense à l'espace des droits de l'Homme et des opérations de maintien de la paix.

Je rappelle qu'à Haïti, les Latino-américains ont joué un rôle moteur dans la MINUSTAH. On a tendance à l'oublier, mais la MINUSTAH illustre la volonté des pays d'Amérique latine d'aider à sécuriser un des leurs dans les Caraïbes.

Ce champ s'ouvre donc pour la gouvernance économique, pour la gestion de la planète. Le Mexique accueillera, à la fin de cette année, la prochaine conférence sur l'environnement, dans la suite de Copenhague.

Nous avons le champ de la définition des normes sociales et des normes environnementales.

Sur ces sujets, qui sont aujourd'hui absolument vitaux et qui sont aussi représentatifs de la capacité d'une nation à s'exprimer sur la scène nationale et à exister, si nous parvenons à arrimer ces postures et à bâtir ces alliances, avec leur traduction concrète sur le plan des coopérations, je crois que nous arriverons à quelque chose de beaucoup plus cohérent. Nous ne serons peut-être pas loin du partenariat stratégique que mentionne l'ambassadeur de Colombie. Chacun a son rôle à jouer, qu'il s'agisse du débat intellectuel ou de la formation des techniques. Là-dessus, vous êtes au premier rang par rapport au travail réalisé sur la formation linguistique.

Cernant le partenariat stratégique, le mot « stratégique » est un peu galvaudé. Je voudrais clarifier les choses.

Nous avons l'ambition de bâtir un partenariat stratégique avec le Brésil,

dont je sais qu'il est considéré souvent comme un peu trop étouffant, un peu trop pesant par d'autres pays d'Amérique latine. Il est vrai qu'on a beaucoup parlé du Brésil et qu'on continue d'en parler, grâce, notamment, à l'année de la France au Brésil.

Ce partenariat stratégique entre la France et le Brésil a une vocation beaucoup plus large : il est voué à être un instrument de renforcement de notre présence, dans une logique de partenariat, dans une logique de « faire ensemble » en Amérique latine. Il repose sur une coopération industrielle, une coopération technologique, et celle-ci, par définition, se fait avec le reste du continent.

Je crois qu'il y a là quelque chose à méditer. Cela traduit, pour la première fois depuis longtemps, une réelle volonté d'avoir une politique de long terme, pluridimensionnelle, avec un État leader en Amérique latine et dans le monde, et de porter cette voix de l'Amérique latine sur la scène internationale, en aidant le Brésil à se doter des instruments d'une puissance globale.

Cela n'est en rien exclusif de la densification des relations que nous souhaitons avec d'autres pays. Nous avons également un partenariat avec le Mexique. Celui-ci est à renforcer. Il a, d'ores et déjà, un volet technologique et un volet économique extrêmement forts. Il est beaucoup porté par des forces qui ne sont pas uniquement institutionnelles — je pense au monde des affaires et au monde de la culture, puisque nous aurons, en 2011, l'année du Mexique en France.

Vous pourriez me dire : « au fond, vous vous intéressez aux grands et puissants pays du G20. » Je crois que cette vision mérite, là aussi, d'être nuancée. Il est important de travailler avec les pays qui pèsent si nous voulons avoir des alliances qui comptent dans un monde apolaire, dans un monde en transition. Une fois de plus, c'est la lucidité qui le commande.

Je crois aussi que nous devons densifier le socle de nos relations bilatérales et qu'il n'y a pas, dans cette géométrie, de pays moins importants que d'autres. Je vous donne des exemples : cette année, le Président de la République a reçu en visite la Présidente du Chili, le Président de la Bolivie et le Président de la République dominicaine, si je ne prends que les dernières visites.

Vous voyez qu'il y a là une volonté affirmée de ne pas nous enfermer dans une relation exclusive avec de « grands pays », entre guillemets. Le Chili fait partie du groupe pilote sur les financements innovants, initia-

tive qui est en train de trouver un deuxième souffle avec cette nécessité de réfléchir à des taxes additionnelles pour financer le développement. Dans ce groupe, la voix du Chili pèse le même poids que celle de la France. Je pourrais multiplier les exemples, car ils sont de plus en plus nombreux. Nous en sommes très heureux.

C'est à nous, bien évidemment, de conduire cette politique volontariste et de savoir que nous le faisons dans un contexte concurrentiel. L'Amérique latine est devenue un territoire convoité. Nous devons chaque fois, sur tous les sujets, convaincre et rallier. Je pense que nous avons là un champ extraordinairement fécond pour développer toute cette soft diplomatie. Les Alliances y ont toute leur place.

Je voudrais terminer en bouclant la boucle avec la première intervention.

Dans cette Amérique latine en devenir, dont on voit bien qu'elle s'affirme sur tous les plans, il existe un défi fondamental pour assurer son développement à long terme : c'est celui de l'innovation, de la recherche et du développement.

J'étais hier à l'OCDE, où nous nous penchions sur les évolutions en Amérique latine, et j'étais frappée d'entendre les mêmes préoccupations, y compris dans la bouche des ministres des Finances des pays ayant le mieux réussi leur trajectoire, étant sortis le plus rapidement de la crise, ayant le mieux mobilisé leurs instruments, ayant le plus de ressources naturelles : « si nous voulons assurer notre développement à long terme, il faut que nous missions sur la technologie, l'innovation, la recherche et le développement. »

Effectivement, nous avons un champ formidable de coopération à développer. Il me semble, de façon peut-être immodeste, que nous avons déjà amorcé ce virage il y a plusieurs années avec l'Amérique latine. Nous sommes donc dans une position relativement positive pour construire encore plus dans cette voie, bien entendu sur un plan bilatéral, mais aussi sur un plan régional, notamment avec l'Europe.

De ce point de vue, ce sommet évoqué par Alain Rouquié, qui a lieu tous les deux ans entre l'Europe et l'Amérique latine, et qui se passera cette année à Madrid sous une présidence espagnole, est une bonne opportunité. En effet, pour la première fois, nous n'aurons pas uniquement un sommet déclaratoire, mais nous aurons aussi un sommet qui débouchera sur une coopération concrète, avec la création d'un fonds d'investissements qui sera estampillé « Europe » et qui pourra servir de

levier à des opérations de partenariat, à des opérations conjointes associant le secteur privé, en particulier dans le domaine de l'innovation et de la technologie.

Nous sommes aujourd'hui dans une période de transition. Dans un monde en construction, nous sommes en train de reconstruire des relations avec des États de l'Amérique latine. Nous essayons de le faire sur une base régionale. Là aussi, le temps de la maturité est venu. Nous savons aujourd'hui qu'il n'y a pas un modèle d'intégration européenne pouvant être calqué ailleurs. Nous sommes maintenant dans une démarche beaucoup plus flexible vis-à-vis des intégrations régionales, en essayant de trouver des solutions à géométrie variable qui permettent d'avancer. C'est un point positif.

Nous avons un vrai problème de visibilité de l'action européenne. Ce n'est pas nouveau. Nous l'écrivons tous. Nous pouvons espérer que, maintenant que nous avons réglé nos problèmes institutionnels, ce sujet pourra être réellement traité.

Il existe une différence avec d'autres acteurs qui entrent. Je pense notamment à la Chine. Je crois qu'il reste effectivement cet extraordinaire capital, qui repose sans aucun doute sur une politique étatique, mais qui repose surtout sur cette proximité de sociétés qui se parlent, qui échangent et qui coopèrent. C'est le vrai signe de ces affinités sur le long terme.

Nous sommes aujourd'hui dans un monde où, de par la multiplicité des acteurs, nous redécouvrons l'Amérique latine. Cela se voit très bien dans le monde des affaires, dans le monde de la culture et de l'université, où les choses se font de plus en plus naturellement, voire totalement naturellement, comme elles se font aujourd'hui au sein de l'espace européen.

Alain ROUQUIÉ. — Merci, Elisabeth Béton-Delègue, d'avoir répondu à toutes les questions et à toutes les objections, mêmes celles qui n'ont pas été faites. C'est du grand art diplomatique. Je vous reconnais bien là!

Je crois que vous avez dit l'essentiel. Vous avez montré les grandes lignes d'une politique qui a de la substance, de la densité, qui est peut-être en transition, mais qui est très construite.

Aujourd'hui, l'Amérique latine n'est pas une chasse gardée. C'est concurrentiel, c'est ouvert, mais, comme vous l'avez rappelé à la fin

de votre intervention, nous avons un capital. Celui-ci ne fait pas l'objet d'une nostalgie et il ne constitue pas une raison de considérer que les choses sont acquises pour toujours.

Cependant, le Bicentenaire est le moment où, nous comme vous, en Amérique latine, nous posons la question : d'où venons-nous? Quand on pose cette question, il y a la France, dans son influence intellectuelle, morale et philosophique autour du processus des indépendances.

Il y a aussi la France dans la construction de l'État, des institutions, des repères intellectuels, et très souvent, on le voit moins.

Que se passe-t-il quand les pays d'Amérique latine deviennent indépendants? Il est nécessaire de créer des institutions, de se donner des repères politiques et sociaux et d'avoir une culture nationale. Il y a aussi les traditions locales.

Il existait alors trois possibilités.

La première était d'emprunter des concepts aux pays colonisateurs, mais qui étaient en situation d'archaïsme: le Portugal et l'Espagne, à l'époque, ne représentaient pas la modernité ni le changement.

La deuxième venait de l'Angleterre, qui dominait économiquement et commercialement.

La troisième était de se tourner vers un pays phare, d'où émanaient les idées, d'où venaient les contenus intellectuels: c'était la France.

Les pays d'Amérique latine se sont adressés à la France. Ce n'était pas parce qu'il y avait des colonies françaises ou de la présence française, c'était une demande des pays d'Amérique latine. C'est considérable.

Quand vous mettez l'accent sur l'identité nationale, il y a cette dimension, que ce soit pour le Code civil dont parlait tout à l'heure l'ambassadeur de Colombie, que ce soit pour l'idée de justice ou que ce soit pour les Droits de l'homme. Le français est la langue des Droits de l'homme. Ce n'est pas rien et c'est reconnu. Le français est la langue de l'indépendance individuelle et collective.

Je crois qu'il y a là, aussi bien un capital qu'une source d'une frustration. En effet, on s'attend à ce que les politiques correspondent à ces attentes, à cette dimension nationale et à cette dimension de l'identité. On a toujours l'impression qu'en Amérique latine, ce n'est pas au niveau.

Revenons à l'indépendance. La France a participé, en tant qu'état, à l'indépendance des Amériques, mais elle n'a pas participé du tout, en tant que gouvernement, à l'indépendance des colonies espagnoles. Ce sont

les Latino-américains, les dirigeants de ce processus d'émancipation, qui sont allés s'abreuver aux sources directes. Vous parliez de Bolivar : il était à Paris au sacre de Napoléon et il lisait Rousseau et Montesquieu. Ce n'est pas pour dire que le gouvernement n'a rien à faire, mais il ne faut pas négliger toute cette spontanéité qui passe par les entreprises, les associations, les ONG, etc. Dans l'histoire de nos relations, elles ont certainement été plus importantes que la coopération officielle entre les états. Cela ne veut pas dire que cette coopération n'est pas cruciale : elle l'est aujourd'hui, mais elle ne sera jamais au niveau des espérances de l'Amérique latine. Valéry disait que l'Amérique était un continent déduit. Oui, il est, en quelque sorte, déduit de l'Europe et de la France.





Séance plénière Pour une démarche qualité

Delphine BORIONE

directrice de la Politique culturelle et du français
(ministère des Affaires étrangères et européennes)

Jean-Paul REBAUD

sous-directeur de la Diversité linguiste et du français
(ministère des Affaires étrangères et européennes)

Jean-Claude JACQ

secrétaire général de la Fondation

Pascale FABRE

directrice de l'Alliance française Paris Île-de-France

Anne-Garance PRIMEL

Fondation Alliance française
Professionalisation, Coordination Europe et Canada

Jean-Claude JACQ. — Cette séance concernant la démarche qualité est aussi l'occasion pour vous de faire connaissance avec M^{me} Borione, qui est directrice de la Politique culturelle et du français au ministère. Elle a pris ses fonctions depuis le mois de septembre.

Delphine Borione est la responsable de tout ce réseau d'établissements et d'actions linguistiques que nous avons dans le monde, au ministère des Affaires étrangères. Elle connaît bien ce réseau. Quand je l'ai connue, elle était Conseiller culturel en Italie. Elle a également été ambassadrice au Kosovo.

Depuis qu'elle est en fonction, elle a visité quelques Alliances et beaucoup travaillé avec nous. Nous avons une réunion chaque mois, entre l'équipe de la Fondation et la Direction, où nous traitons les dossiers des Alliances françaises. Depuis le rapport de la Cour des Comptes, nous avons été amenés à travailler de manière plus précise sur toutes sortes de sujets concernant les Alliances françaises. Nous avons progressé sur beaucoup de questions et nous avons mis en œuvre une démarche commune, dont nous parlerons par la suite.

Nous avons pensé que ce serait pour vous une très bonne occasion de rencontrer celle qui règne en divinité tutélaire sur notre réseau. Elle pourra ainsi vous dire comment se présentent les choses, de son point de vue.

Merci, Delphine, d'être avec nous aujourd'hui.

Delphine BORIONE. — Merci beaucoup, Jean-Claude.

Je ne règne pas ! Nous sommes tous dans un travail commun, dans une entreprise commune au service des Alliances et de tous les instituts et services culturels. Bref, nous sommes au service de la langue et de la culture françaises. Cela se fait dans un travail de partenariat très étroit. C'est un travail de confiance. Comme le ministre l'a dit tout à l'heure, cela se fait vraiment dans un esprit de coopération, pour le meilleur.

Merci de cette invitation et de cette occasion de vous voir. Je retrouve aussi des amis avec lesquels nous avons partagé des entreprises communes au cours des années précédentes, au service de la langue et de la culture françaises.

Dans mes nouvelles fonctions, avec toute l'équipe de la Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats (ceux qui s'occupent du français, ceux qui s'occupent des questions culturelles, ceux qui sont chargés de l'audiovisuel avec le service des programmes et du réseau), c'était l'occasion de vous montrer notre engagement.

En effet, nous portons cette langue française et cette culture française tous ensemble. Je veux vous remercier pour votre engagement, que vous soyez présidents ou directeurs des Alliances françaises. Je crois que cela a été dit, mais je voudrais tout de même le répéter, car chacun doit s'en faire le porteur. Nous sommes très reconnaissants de votre dévouement, de votre capacité à mobiliser les sociétés civiles dans tous ces pays au profit de notre action commune. Nous vous remercions de porter ces valeurs qui nous animent : ces valeurs de diversité, de Droits de l'homme, ce désir de langue française que nous retrouvons partout. Nous avons cette demande, mais nous avons aussi un marché très concurrentiel auquel nous devons faire face. Cela oblige à renouveler nos méthodes d'actions et nos moyens. Cela demande une très grande vigilance pour être à la pointe de l'excellence que vous incarnez. Nous devons réfléchir aux outils dont il faut nous doter. C'est pourquoi nous allons vous présenter cette démarche qualité, que nous avons mise au point ensemble et que nous allons définir avec vous.

Je vais d'abord donner quelques pistes générales de notre action et de ce renouvellement que nous devons affronter dans ce marché concurrentiel.

Tout d'abord, nous devons faire une réflexion en termes de public. Quelles sont nos cibles ? Quels sont les publics que nous devons viser ?

Les jeunes sont une cible particulière qu'il nous faut approcher, et pour laquelle nous devons renouveler nos outils, car ils ont besoin d'instruments d'apprentissage particuliers. Je viens d'inscrire mon fils au British Council à Paris : je vois l'excellence des outils dont ils sont munis pour cet apprentissage, précisément pour les enfants qui porteront notre langue dans le futur, alors même qu'ils sont dans des âges où l'assimilation est très rapide.

Quelles démarches pour toucher les publics ? Quel marketing des cours adopter ? Là aussi, nous avons fait déjà beaucoup de progrès, mais ceux-ci doivent continuer avec la formation et la professionnalisation.

Deuxième piste : renforcer l'attractivité de nos cours. Pour cela, il faut travailler sur l'image de notre langue. Quand les publics approchent des Alliances, des centres et des instituts, quelle image ont-ils en termes culturels, d'environnement des locaux ? Quelle est l'image véhiculée par les médias ? Ces instruments sont dans nos mains pour séduire et garder nos publics.

Bien sûr, nous devons aussi travailler sur des cours qui répondent aux besoins des gens : pas forcément des cours de langue pure, mais des cours de français spécialisé, pour lesquels nous avons beaucoup de demandes. C'est aussi la voie de l'avenir.

Une autre piste est la modernisation de nos équipements et de nos méthodes. La révolution numérique est en cours. Nous devons la saisir. Nous avons la chance, avec la rallonge des crédits exceptionnels dont le ministre vous a parlé, d'avoir pu nous doter de nouveaux instruments, notamment des tableaux blancs interactifs qui permettront de proposer de nouvelles méthodes.

Je vous annonce le projet financé par cette rallonge : il s'agit d'une méthode de français sur Internet qui sera mise en place avec le CIEP, avec la participation de tous. L'Alliance française aura un rôle majeur à cet égard.

Il existe aussi la piste de la mutualisation. Notre force est notre unité et notre interaction. Nous pouvons, tous ensemble, faire bénéficier l'ensemble du réseau des avancées et des projets pilotes qui auront

été expérimentés. Cela se fait déjà, mais cela doit être approfondi, justement pour aller plus loin dans cette mutualisation des efforts, afin d'avoir plus de qualité, plus d'excellence et plus de performance par rapport à ces nouveaux outils qui ne sont pas faciles à décrypter, à mettre en œuvre et à développer.

Après ces quelques points généraux, j'en viens à cette démarche qualité qui résume tous ces objectifs.

Cette démarche qualité est, au départ, une autoévaluation qui vous sera proposée avec des outils communs qui seront définis. À partir de cette autoévaluation, une évaluation sera réalisée, si nécessaire, par l'organisme central. Pour vous, ce sera la Fondation Alliance française. Cela permettra ensuite de définir les mesures d'accompagnement qui pourront vous aider, que ce soit en termes de formation, d'équipements, voire d'immobilier. Il s'agit, à partir des besoins que vous aurez évalués, de vous permettre d'engager plus d'excellence, plus de qualité.

À l'origine, il y avait un triple constat.

Premièrement, les activités d'enseignement dans les établissements bénéficient, *a priori*, d'un label de qualité. Dans les Alliances françaises comme dans les centres et instituts dépendant des ambassades, le label de qualité existe.

Cependant, même si les moyens et les objectifs sont identiques, ces résultats diffèrent d'un établissement à l'autre, que ce soit en termes d'effectifs, de panel d'apprenants, de certification ou de recherche de nouveaux publics. Ils sont donc toujours perfectibles.

Deuxièmement, nous avons mis en place beaucoup d'actions de formation, ces dernières années : plans de professionnalisation excellemment mis en place par l'Alliance française ; stages de marketing de cours ; formations de formateurs, etc. Ces actions gagneraient à être inscrites dans une démarche globale.

Troisièmement, le cahier des charges de certains appels d'offres concernant la formation linguistique, que ce soit du public ou du privé, exige souvent que l'organisme soit certifié. Il faut s'engager dans cette démarche de certification.

Quels sont les objectifs de cette démarche qualité qui va vous être présentée ?

Tout d'abord, mieux inscrire l'enseignement de la langue dans les priorités de la politique culturelle extérieure, en termes de politique d'influence et d'attractivité et en termes de formation des élites.

Ensuite, être en mesure de renouveler et de proposer des formes et des contenus d'enseignement plus adaptés aux publics ciblés. C'est essentiel. Il faut donc améliorer la qualité pédagogique des prestations servies, que ce soit les cours ou la préparation à la certification, dans l'objectif de mieux résister à la concurrence dans le domaine de l'enseignement du français, dans le marché des langues.

Cela vous permet aussi de vous aider à mieux diversifier les publics, à professionnaliser l'accueil, en veillant à la qualité de l'ensemble des cours dispensés.

Cela permet aussi de mieux répondre à des appels d'offres qui exigent que les organismes soumissionnaires soient certifiés : certification ISO, par exemple.

Il existe un autre avantage objectif, qui n'est pas négligeable : dégager plus de recettes dans ce secteur et favoriser un outil d'autofinancement, grâce auquel vous pourrez faire plus d'activités et développer de nouveaux instruments.

Cette démarche se traduit par l'appropriation des critères permettant de rendre votre activité plus compétitive, de la renouveler, d'améliorer la rentabilité des prestations fournies et ainsi, de mieux asseoir le rayonnement de nos établissements.

J'espère que ce projet sera vraiment partagé. Je crois qu'à cet égard, la démarche que nous avons entamée avec la Fondation Alliance française est très prometteuse.

Encore une fois, merci pour ce que vous faites. Je suis très heureuse d'avoir cette occasion d'échanger avec vous.

Jean-Claude JACQ. — Merci. Je suis tout à fait en phase avec ce que vient de dire la directrice. Je voudrais ajouter deux ou trois observations, concernant plus spécifiquement l'Alliance française.

Il faut que vous sachiez que la Cour des Comptes, dans son rapport, a souligné le caractère hétérogène des Alliances françaises. Elle a relevé l'absence d'un contrôle strict de la maison-mère sur la qualité de leur offre culturelle et d'enseignement. Elle recommande une sorte de « franchisation » des Alliances françaises sur le mode commercial, avec un cahier des charges précis, un label à durée limitée, un contrôle régulier, des évaluations avec des sanctions (retrait de la marque...), etc. C'est un peu du style des boulangeries : quand ce n'est plus craquant ou que la mie est trop dure, on n'est plus « baguette d'or ».

Bien sûr, nous avons beaucoup plaidé. Nous avons expliqué au rapporteur que cette approche était, d'une part, contraire à l'esprit de l'Alliance française et, d'autre part, irréalisable techniquement. Comment la Fondation Alliance française pourrait-elle contrôler 700 Alliances enseignantes dans le monde, de manière régulière et sérieuse ?

Pour notre part, nous avons une autre voie. Avant de l'aborder, je crois qu'il faut entendre aussi la part fondée de cette critique de la Cour des Comptes.

Il est vrai que les nouvelles technologies de l'information ont profondément modifié les questions d'image, de notoriété et de qualité, et que les effets de buzz peuvent être redoutables. Une fausse information, une attaque, une calomnie sont incontrôlables et ne peuvent être sanctionnées. Il n'est plus permis à un réseau, dont la force repose sur une marque reconnue et même prestigieuse, de prendre le moindre risque de défaillance. Un chaînon défaillant fait sauter toute la chaîne.

Or, nous sommes plus d'un millier d'organismes, tous rangés de la même façon sous la loupe des internautes. De surcroît, nous sommes censés exercer nos activités dans un paysage idéal, uniforme, offrant partout les mêmes ressources. C'est ainsi qu'une offre d'emploi locale, diffusée par une Alliance française, sera mesurée à l'aune des normes européennes et que ses auteurs seront accusés d'exploiter le pauvre peuple. La terre entière est alors invitée aussitôt à dénoncer l'ignominie d'un réseau tout entier et du nom qu'il incarne.

Récemment, nous avons eu un cas qui nous a beaucoup alertés. Un centre associé (ce n'était pas une Alliance) a fait paraître une offre d'emploi qui, effectivement, n'était pas très calibrée. Un internaute s'en est emparé pour diffuser partout que les Alliances françaises étaient des exploités. Il a envoyé cela à tous les membres du gouvernement, aux sénateurs, aux députés, aux ministères, etc. Par chance, nous nous sommes aperçus, en enquêtant, qu'il ne s'agissait pas d'une Alliance française, mais d'un centre associé non reconnu par la Fondation. Au moins, nous avons pu répondre : « vous vous trompez, ce n'est pas une Alliance française. » Cependant, soyons honnêtes, cela aurait pu arriver dans une Alliance française.

C'est donc un véritable problème. Je n'ose même pas imaginer l'effet dévastateur que pourraient avoir des blagues comme celle subie par la chaîne Domino Pizza, aux États-Unis. En avril dernier, deux salariés ont posté sur Youtube des images d'eux-mêmes en train d'éternuer sur une

pizza ou de fourrer un doigt dans une autre pizza avant de l'emballer et de la livrer au client. Vous imaginez les dégâts ! En regardant, on avait l'impression qu'ils avaient été filmés à leur insu, ce qui était encore plus crédible.

Ce genre de problème rappelle la formule de Mark Twain, qui me paraît très juste : « *un mensonge peut faire le tour de la terre le temps que la vérité mette ses chaussures* ». C'est ce qui se passe avec le Net aujourd'hui.

Nul ne pourra, sans doute, se préserver de toute mésaventure résultant de cette extraordinaire liberté sur le Net, mais en tout cas, il faut nous efforcer d'en limiter au maximum les surgissements et les conséquences.

Tout cela est pour dire que de gré ou de force, nous sommes désormais tous solidaires. Tous ceux qui portent le beau nom d'Alliance française doivent prendre conscience que ce droit leur impose un esprit de solidarité et le devoir d'offrir au public des services de qualité, des offres d'emploi décentes, etc.

Nous avons dit au rapporteur de la Cour des Comptes que nous n'allions certainement pas rentrer dans un système de « franchisation ». Ce n'est pas du tout l'esprit de l'Alliance française. Les Alliances sont libres, ce ne sont pas des antennes commerciales. En revanche, nous avons indiqué que nous étions soucieux d'aider toutes les Alliances à améliorer leurs prestations, leur qualité d'accueil, de cours, enfin, tout ce qu'elles offrent au public. C'est plutôt en encourageant, en définissant un certain nombre de normes et en aidant les Alliances à les atteindre que nous ferons progressivement monter la qualité globale du réseau et son homogénéité. Cette démarche est beaucoup plus en phase avec l'esprit de ces associations internationales que la démarche de labellisation qui nous est, de toute façon, interdite par les statuts.

Nous nous sommes donc engagés dans une démarche de qualité qui est, dans le fond, la poursuite de ce que nous faisons depuis quatre ou cinq ans grâce à l'appui du ministère. En effet, c'est la cinquième année que le ministère a accordé une subvention particulière de 300 000 € pour un programme de professionnalisation. D'ailleurs, en 2008, 30 pays ont porté 57 actions de formation dans ce programme, qui impliquait des personnels d'Alliances de 60 pays. Ce n'est vraiment pas négligeable ! Grâce à la rallonge évoquée tout à l'heure par le ministre, le ministère a pu, pour fin 2009 et pour 2010, nous apporter une augmentation très

substantielle, puisqu'il s'agit d'un doublement de la capacité à vous aider à monter des projets de professionnalisation.

Nous avons décidé de ne pas nous borner à cela. Nous sommes entrés dans une démarche plus ambitieuse et surtout, plus générale. Ce travail a été élaboré par la Sous-direction du français, l'Alliance française Paris Île-de-France, la Fondation et le CIEP. Il s'agit d'améliorer les secteurs de nos activités qui sont orientés vers le public : l'accueil, l'organisation des cours, les certifications, l'offre culturelle, l'offre de documentation, ainsi que la gouvernance, la gestion, etc.

Une réflexion se développe depuis plusieurs mois autour de ce thème avec ces quatre partenaires. En conclusion, Jean-Paul Rebaud, qui est le sous-directeur du français, nous dira comment cela peut se développer. Un très beau travail de préparation et de réflexion a été mené par la Sous-direction, l'AFPIF, la Fondation et le CIEP.

Je vais passer la parole à Pascale Fabre et à Anne-Garance Primel, qui vont nous dire comment ce projet se dessine. Je vous assure qu'il est d'une importance capitale pour vous. En effet, comme le disait Delphine, il s'agit plus d'autoévaluation et de soutien que nous pourrons apporter que d'une labellisation ou d'une « franchisation ». Il s'agit de vous dire : « voici des outils. Travaillez à partir de cela, situez-vous sur une échelle, évaluez vos besoins et nous vous aiderons à y répondre. » Le département nous aidera aussi.

Ce mouvement concernera les Alliances comme les centres culturels et cela me semble être une très bonne ascension du réseau vers la qualité.

Anne-Garance PRIMEL. — Jean-Claude a déjà dit beaucoup de choses. Nous allons passer notre PowerPoint et vous verrez, sur la diapositive, le partenariat que Jean-Claude et Delphine ont déjà annoncé.

Il manque un partenaire : c'est vous. À vous de vous approprier cette démarche qualité sur laquelle nous avons travaillé, avec la Direction générale de la Mondialisation, le Centre international d'Études Pédagogiques – je salue particulièrement Isabelle Morieux, qui est présente et qui a beaucoup travaillé avec nous –, la Fondation et l'Alliance française Paris Île-de-France.

C'est un vrai travail de partenariat, très intéressant, qui nous passionne. J'espère que, vous aussi, vous saurez adhérer à cette démarche, car elle est pour vous, pour chacun de vos établissements. Aucun d'entre eux ne sera exclu. Les petits établissements se demandent peut-être s'ils

sont bien concernés par la démarche qualité : oui ! Chaque établissement est bien concerné.

Pour en venir aux principes, c'est un travail que nous avons mené (et que nous continuerons à mener, car il n'est pas achevé) pour aider le réseau.

Vous allez tout de suite en avoir un aperçu. Pascale va vous présenter le référentiel que nous avons mis au point, à force de réunions entre les quatre institutions. C'est un outil d'accompagnement pour chaque établissement et dans toutes les activités des Alliances françaises.

Pour les Alliances françaises, tous les métiers sont concernés par cette démarche qualité car nous sommes mus par une logique d'établissement. C'est, avant tout, un outil d'autoévaluation. C'est pourquoi nous parlons d'adhésion et d'appropriation de votre part. N'hésitez surtout pas à poser vos questions. C'est une approche par étapes, évolutive et perfectible grâce à vous. Nous attendons de votre part des retours, des exemples de bonnes pratiques, de ce qui fonctionne bien dans vos établissements, afin de le mutualiser et le diffuser à l'ensemble du réseau. Jean-Claude le disait : cette approche souligne le caractère du mouvement Alliance française, qui est solidaire et collectif.

J'en viens concrètement aux huit rubriques de ce référentiel. Il ne comporte pas d'ordre. Vous, Alliances françaises, vous traiterez toutes les rubriques en même temps, en parallèle, suivant vos moyens et vos priorités :

- les ressources humaines ;
- la gestion comptable et financière ;
- la pédagogie et l'enseignement ;
- les centres de ressources et de documentation ;
- la communication, le marketing et la relation client ;
- les locaux ;
- la gestion des activités culturelles ;
- la gouvernance.

Ces deux dernières rubriques concernent en particulier les Alliances françaises.

Je vais passer très vite la parole à Pascale qui va vous présenter plus précisément ce référentiel, que vous attendez tous impatiemment.

Pascale FABRE. — Nous avons retenu le principe d'un classement en trois catégories des différents critères. Pourquoi trois catégories ? Vous

le voyez, il y a une catégorie « obligatoire », une catégorie « très recommandé » et une catégorie « recommandé. »

Ce classement est lié à la réalité des Alliances françaises, notamment à la réalité de leurs tailles différentes. Forcément, ce que l'on peut faire ou non dans une Alliance dépend beaucoup de la taille de l'établissement. L'important était de définir un socle minimum (c'est ce qui est obligatoire) c'est-à-dire les exigences minimales qui doivent s'appliquer à toutes les Alliances françaises. C'est ce que l'on retrouve dans « l'obligatoire ».

Dans ce qui est « recommandé », on retrouve ce qui est attendu des Alliances, notamment de celles qui sont de taille moyenne. Évidemment, l'exigence est un peu plus forte. Cela devrait pouvoir s'appliquer aux Alliances de plus grande taille.

L'idée est que ce n'est pas pour maintenant. Ce processus s'inscrit dans le temps. Cela s'applique comme une *check-list*. On peut se dire : « je fais ceci, je ne fais pas cela. » On peut décider que dans les cinq ans qui viennent, il faudra être arrivé à tel ou tel stade. Cela permet de définir une sorte de chemin, de parcours d'actions.

Pour la construction d'un projet d'établissement, cela peut être très utile, car cela permet aux directeurs qui arrivent en poste de voir ce qu'ils vont faire, ce qu'ils ne feront pas, et de déterminer où il faudrait arriver à la fin de leur mission, en coopération avec le Conseil d'administration. Ainsi, ils peuvent faire adhérer les équipes à cette démarche.

En fonction des différents thèmes, la partie « obligatoire » est plus ou moins forte. Je vais vous présenter deux exemples.

Le premier exemple est la pédagogie-enseignement : vous voyez que peu de choses sont obligatoires. En effet, l'Alliance française a toujours fait le choix de ne pas être normative en matière de pédagogie. Elle n'impose que très peu de choses. Vous pouvez constater qu'il s'agit vraiment d'éléments tout à fait basiques. L'essentiel des critères en ce domaine est plutôt dans le « très obligatoire » ou dans « l'obligatoire. » Encore une fois, il n'y a jamais eu de volonté d'unification, d'uniformisation ou de standardisation des pratiques. Il existe simplement une volonté de convergence. Néanmoins, dans ce domaine, peu de choses sont obligatoires. Il ne s'agit pas d'imposer, mais plutôt de proposer. C'est tout le sens de cette démarche qualité.

Vous pouvez constater qu'il y a beaucoup de choses dans le « très recommandé ». Comme la pédagogie et l'enseignement sont le cœur de

métier, il est normal qu'il y ait énormément d'éléments.

Vous voyez également quelques éléments « recommandés », avec une exigence un peu plus forte, notamment en termes de remplissage de classe, qui est un élément important. À un moment donné, pour faire des cours de qualité, il faut bien se dire qu'on ne peut pas avoir 25 étudiants dans une classe, surtout si on fait du communicatif et si on souhaite que les quatre compétences soient développées en même temps.

En revanche, il y a beaucoup « d'obligatoire » pour la gouvernance. En effet, on est dans la gouvernance associative, qui est très encadrée. Il existe beaucoup d'éléments incontournables dans la gouvernance d'une Alliance française. Ces éléments ne sont pas nouveaux pour vous, vous les connaissez. Ils font partie de ce que l'on doit attendre d'une association.

Je prends le premier exemple : il existe des textes conformes aux statuts-types en vigueur, approuvés par la Fondation Alliance française. C'est obligatoire dans une Alliance française. Cet élément est tout à fait normal. Dans la gouvernance d'une Alliance, il faut une assemblée générale et des votes. Cette assemblée générale doit élire le Conseil d'administration, qui élit lui-même un Bureau, celui-ci comportant un président... Tout cela fait partie de la configuration normale d'une Alliance française, ce n'est pas nouveau.

Du coup, les autres éléments sont moins importants. Selon les thèmes, on se retrouvera avec un peu plus d'éléments obligatoires et un peu moins d'éléments recommandés, ou l'inverse. C'est dans la gouvernance qu'il y a le plus d'éléments obligatoires, qui sont liés au fait qu'une Alliance française est une structure associative.

Ce ne sont que des exemples. Comme vous l'a dit Anne-Garance, il existe plusieurs domaines et pour chacun d'eux, il y a une déclinaison entre ce qui est obligatoire, ce qui est très recommandé et ce qui est recommandé.

En tout cas, c'est tout à fait digeste et lisible.

Jean-Claude JACQ. — Je voudrais saluer le travail qui a été fait dans ce domaine, en particulier par Pascale. C'est une opportunité pour nous tous de nous situer. Dans nos missions aussi, nous pourrions examiner ensemble où nous en sommes de ces différents critères.

Il ne faut pas en avoir peur. C'est plutôt un soutien pour évaluer ce que

l'on fait et ce qui manque encore pour que cela marche.

On a dit que c'était perfectible : il est vrai que cela peut évoluer en fonction de vos suggestions, de vos réactions, de ce qui vous paraît possible ou pas possible.

Je pense que les petites Alliances, dans de petites villes, avec peu de moyens, peuvent s'y intégrer aussi bien que les grandes. Chacun trouvera sa place.

Évidemment, cela concerne avant tout les Alliances qui ont une politique tournée vers l'extérieur. On revient à la grande question, qu'on peut rencontrer aux États-Unis ou en Europe, de certaines Alliances françaises qui ont plutôt un profil de club, c'est-à-dire de gens qui se réunissent entre eux parce qu'ils aiment la France, mais qui n'ont pas une démarche ouverte vers le public. C'est tout à fait respectable, mais cela ne correspond plus tout à fait à ce que l'on peut attendre d'une Alliance française aujourd'hui, qui doit orienter son action non pas vers la satisfaction des quelques membres qui constituent le Conseil, mais vers un public. Autrement, on est dans un schéma de cercle d'amitié, de club, ce qui est très bien aussi : on peut tout à fait trouver des formules d'association avec l'ambassade ou avec l'Alliance.

Néanmoins, nous souhaitons que le réseau évolue de plus en plus vers un effort de chaque Alliance française pour avoir une activité orientée vers le public et pour améliorer son offre.

Je crois que c'est un outil formidable pour nous permettre d'avancer.

Je voudrais saluer le travail de Yannick Rascouët, qui a piloté aussi toute cette affaire, et je passe la parole à Jean-Paul.

Jean-Paul REBAUD, sous-directeur de la Diversité linguistique et du français à la DGM (MAEE). — Merci, Jean-Claude. Tu m'as tiré les remerciements de la bouche, mais je les réitère. Cela a été un vrai plaisir depuis juillet dernier.

Tout cela est parti d'un constat commun sur l'importance de notre activité d'enseignement, qui est au cœur de nos missions. C'est évidemment une priorité. Encore faut-il qu'au quotidien, on puisse offrir à tous ces publics une prestation de qualité.

Nous avons effectivement un pari. Nous constituons ensemble un seul réseau des Alliances françaises, des centres culturels et des instituts français. En particulier dans la promotion de la langue française et dans son enseignement, nous développons la même activité avec les

mêmes enjeux, alors que nous sommes des établissements différents par nature.

Un grand pari était le nôtre, et je réitère mes remerciements, d'abord à mes collègues de l'Alliance, Pascale Fabre et Anne-Garance Primel; ensuite, à Isabelle Morieux, du CIEP; enfin, pour notre Direction, à Yannick Rascouët et à Bernard Gilman, dont la Sous-direction du français entend particulièrement animer ce groupe de travail. Ce pari consistait à définir un cadre commun à partir duquel les centres culturels, les instituts français et les Alliances françaises pourraient s'engager ensemble sur cette démarche qualité.

Celle-ci est une évidence pour nous tous. Nous sommes dans un monde concurrentiel. Dans beaucoup de villes, dont celles dont nous partageons l'amour avec Jean-Claude (en particulier São Paulo), nous connaissons la concurrence d'établissements privés et de boîtes de langues, qui n'ont pas la même contrainte que vous sur le plan institutionnel ou sur le plan du droit du travail, et qui cassent les prix.

La seule solution pour nous tous est d'offrir un produit pédagogique incontestable. Pour cela, il faut se remettre en cause tous les jours : vérifier les contenus d'enseignement, la formation des professeurs, les questions de marketing, etc.

Nous ferons tout cela ensemble. Il n'y a pas de classement au bout, avec les bons et les moins bons. Comme le disait Delphine Borione, c'est d'abord une démarche d'autoévaluation sur le travail que vous faites entre vous avec les comités, les équipes enseignantes et l'équipe de direction.

Nous proposons une démarche commune. C'est pour nous un enjeu essentiel. Nous ne faisons pas de différence entre les instituts, les centres culturels et les Alliances, puisque nous constituons un réseau commun. Malgré nos natures différentes, nous voulons le faire ensemble, dans ce domaine particulier de l'enseignement de notre langue.

Nous avons vu rapidement quels étaient les différents secteurs. À part celui de la gouvernance (car pour un institut français ou un centre culturel qui dépend directement du ministère, il n'y a pas de comité, de président élu; la relation et les mécanismes sont, évidemment, un peu différents), les critères seront les mêmes.

Comment le ferons-nous concrètement ?

D'abord, il y aura, bien sûr, une phase expérimentale en 2010 et en 2011.

Nous choisirons ensemble, avec la Fondation, une dizaine d'établissements entre Alliances françaises, centres culturels et instituts français, d'une manière équilibrée.

Nous le ferons sur deux critères. Nous prendrons d'abord, sur tous les continents, les établissements qui nous paraissent prioritaires, pour des raisons d'implantation et de public cible. Nous prendrons aussi en compte la volonté de tous ceux qui auront envie de s'engager dans cette démarche. Nous donnerons un bon point à cette volonté de s'engager dès le début avec nous.

Pour vous aider après cette première autoévaluation, il faut que nous aussi, nous ayons un regard extérieur. Si nous le faisons nous-mêmes pour nos propres établissements, ce sera biaisé, car nous vous connaissons. L'idée est d'avoir un regard extérieur d'experts qui seront choisis et recrutés sur la base d'un appel d'offres. Il y aura donc des doublettes : pour l'Alliance française, il y aura quelqu'un de la Fondation et un expert extérieur. Pour les centres culturels et instituts français, il y aura quelqu'un de la Direction de la Politique culturelle et du français et un de ces experts extérieurs pour faire, avec vous, cette évaluation.

Nous avons déjà utilisé ce mécanisme en France, avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale, pour évaluer, au sens strict, les centres qui enseignent le français langue étrangère en France, dans des universités ou des écoles privées. L'Alliance française de Paris a été audité. Je peux d'ailleurs vous dire que les résultats étaient très bons, mais ce n'était pas acquis d'avance. Il y a eu un vrai audit, fait très sérieusement.

Aujourd'hui, avec le CIEP, nous avons auditionné plus d'une centaine de centres en France qui ont eu, pour certains, de plus ou moins bons résultats. Ceux qui ont le label ont passé la barrière de cet audit.

C'est sur cette base que nous avons construit ce que nous vous proposons, avec une différence majeure : il n'est pas question de vous labéliser, parce que vous l'êtes déjà. Vous êtes déjà des Alliances françaises ou, pour ce qui nous concerne, au ministère, des centres et des instituts. Par définition, vous portez l'image de l'excellence de l'enseignement du français à travers le monde.

L'idée est d'améliorer la qualité de cet enseignement de l'intérieur, entre nous. L'objectif majeur est surtout de l'harmoniser. Aujourd'hui, dans cette concurrence mondiale sur l'enseignement des langues, un des grands enjeux est de pouvoir harmoniser et normaliser une presta-

tion dont on saurait, ensuite, qu'elle est équivalente à Shanghai, à São Paulo, à Lisbonne, à Pékin et à Paris.

Grâce à la rallonge culturelle dont parlait le ministre, nous consacrons cette année une somme assez conséquente, de 100 000 €, à cette première phase expérimentale. Vous pourrez dire à vos partenaires dans les différents pays (ambassadeurs, conseillers culturels, directeurs de centres et instituts) qu'un télégramme diplomatique officiel annoncera, dans les jours qui viennent, ce projet commun qui les concerne aussi.

Enfin, se posait la question de savoir si tout ce qui vous a été présenté ici serait disponible rapidement, en particulier pour cette première phase d'autoévaluation qui vous permettra peut-être de décider entre vous, entre les équipes dirigeantes et les comités, si vous désirez vous engager dès à présent avec nous. Ce référentiel sera très rapidement disponible sur les différents instruments informatiques prévus à cet effet, sur le site de la Fondation et sur celui du ministère.

L'objectif est essentiel : améliorer la qualité d'enseignement de cette langue qui nous est commune et que nous portons tous ensemble à travers le monde. Merci à vous.

Jean-Claude JACQ. — Avant de vous laisser la parole pour des questions, je voudrais indiquer ce qu'Anne-Garance me disait l'autre jour, qui me paraissait très juste : cela peut être très utile aussi pour les jeunes directeurs. Ces huit fiches peuvent fournir un cadre de définition d'actions pour un directeur qui prend ses fonctions pour la première fois. Elle me disait qu'elle aurait bien aimé avoir cela en arrivant. Moi aussi, d'ailleurs ! Cela peut être très utile en ce sens, même si cela n'a pas été prévu à cet effet.

Les questions sont ouvertes si vous souhaitez plus de précisions sur ce projet.



Table ronde Impact des nouvelles technologies sur la communication



PRÉSIDENTE

Christine OCKRENT

directrice générale déléguée de l'Audiovisuel
extérieur de la France

Dominique WOLTON

directeur de recherche au CNRS

Philippe THUREAU-DANGIN

directeur de Courrier international

Bruno PATINO

directeur de France Culture

Christine OCKRENT. — Merci de nous avoir conviés ce matin devant une assemblée aussi prestigieuse et qui nous tient à cœur à des titres différents, mais convergents.

J'ai l'honneur, aux côtés d'Alain de Pouzilnac, d'être à la tête de ce que l'on appelle « l'Audiovisuel Extérieur de la France ». Nous avons fort heureusement découvert, la veille même de la parution au Journal officiel et le lendemain de notre nomination par le Président de la République, que l'appellation « France Monde » avait été déposée. L'un des grands sports lucratifs sur Internet est de déposer des noms de domaine. L'avocat qui l'avait fait (dont je vous tairai le nom, sauf si vous insistez lourdement) nous demandait 15 M€ pour avoir le droit d'utiliser l'appellation « France Monde ». Nous nous sommes donc rabattus sur « Audiovisuel Extérieur de la France », soit AEF, ce qui, pour les nostalgiques de la carte du continent africain, est un peu ambigu.

Néanmoins, au fil des mois et malgré des difficultés prévisibles, cette réforme prouve sa pertinence puisqu'elle est au service de la francophonie et de la francophilie, dimension dont vous connaissez tous l'importance et dont vous nourrissez les ferments. Avec RFI, France 24 et TV5 Monde, dont nous sommes le premier actionnaire (même si, ne

l'oublions pas, TV5 Monde n'est pas une chaîne française, mais une chaîne qui appartient tout autant à nos partenaires non français francophones), nous sommes à l'avant-scène du thème dont nous allons débattre ce matin : l'impact des nouvelles technologies de la communication.

Nous sommes tous les quatre aussi irrités par ces mouvements de ressac des modes journalistiques, mais il est à la mode de décrire les nouvelles technologies comme véritablement l'axe du mal, c'est-à-dire qu'elles écrabouilleraient sur leur passage la culture, les savoirs, la curiosité, la faculté d'enseigner, la liberté de choix. Au fond, c'est l'idée que ces nouvelles technologies seraient particulièrement néfastes, comme par l'effet d'un complot international ou plus précisément, osons employer l'adjectif, anglo-saxon. Elles seraient un outil de destruction délibérée de notre culture et de notre langue.

Mon cher Bruno, je sais à quel point tu vas à l'encontre de cette version légèrement paranoïaque de la révolution technologique qui nous entoure et qui, parfois, nous emporte ; mais jusqu'à quel point peux-tu reconnaître qu'il y a, dans cette révolution, toutes sortes de menaces sur la manière dont le savoir, la culture et la langue se sont agrégés au fil des siècles en Europe ?

Bruno PATINO. — Jusqu'à quel point puis-je le reconnaître ? Je ne sais pas. Cela fait presque douze ans que je suis actif dans ce domaine des nouvelles technologies. J'ai notamment développé le site Internet du Monde. C'est donc quelque chose que j'ai regardé de près.

Il est vrai que depuis un certain temps, on entend un discours que certaines personnes, dans les nouvelles technologies, appellent un discours de contre-réforme, voire de contre-révolution. Il est aujourd'hui de bon ton de parler de « tout à l'égout de la démocratie ». J'entendais hier Alain Duhamel crier, sans aucune trace d'humour, « à bas Internet ! » sur une antenne nationale de radio. Il faut dire que l'humour n'est pas forcément sa qualité première !

Effectivement, c'est un discours qu'on entend beaucoup. J'aimerais prendre un peu de distance. Il est vrai qu'à un moment donné, il y a eu une sorte de positivisme technologique. Comme c'était une technologie nouvelle, le discours était très positif, très optimiste. Au travers de ce positivisme, il y avait cette idée que la technologie se maîtrise : une nouvelle technologie est forcément maîtrisable, formidable, et cela ne peut créer que du bon.

Aujourd'hui, on sait que ce n'est plus seulement une technologie, mais qu'il s'agit aussi de quelque chose qui n'est pas forcément maîtrisable tout de suite. Aussi, cela fait naître beaucoup de peur et d'incompréhension.

Un livre a été publié il y a une vingtaine d'années par Elizabeth Eisenstein, une universitaire américaine, suite à dix ans d'études sur l'impact de la création de l'imprimerie sur le discours culturel de l'époque. Son idée était simple : quand on vit une révolution, premièrement, les gens ne le savent pas ; deuxièmement, ils ne savent pas déterminer tout de suite quels en seront les grands axes.

Elle s'est intéressée au siècle qui a été celui de l'invention de l'imprimerie, entre 1450 et 1550. À sa très grande surprise, elle a distingué trois éléments que je voudrais signaler.

Le premier est que pendant très longtemps, les deux choses ont cohabité. Dans ce qui correspondait aux librairies d'aujourd'hui, on vendait des parchemins recopiés et des livres imprimés. On se demandait s'il fallait vendre les deux de la même façon, on se demandait jusqu'où aller et certains pensaient que les deux cohabiteraient de façon durable.

Deuxième élément : il y a eu une très grande vague de fond, non seulement des clercs, mais des universitaires, selon laquelle l'imprimerie était une invention du diable, parce qu'à l'époque, les premières productions imprimées étaient des nouvelles pornographiques. Les deuxièmes productions en circulation étaient des versions tronquées, fausses, apocryphes de philosophes, notamment d'Aristote. Beaucoup d'écrits faux circulaient.

Troisième élément : en réaction, non seulement il y avait une demande de la part des copistes d'empêcher l'impression de livres, mais surtout, une idée étrange circulait, notamment en Grande-Bretagne, comme quoi il fallait trouver une façon d'empêcher les gens d'annoter les livres qui leur étaient donnés. Comme le propre du papier est que l'on peut prendre des notes dessus, il fallait absolument empêcher qu'on puisse annoter les livres, parce qu'il était hors de question que les gens aient ce pouvoir.

Sans filer la métaphore jusqu'au bout, on voit bien que les gens vivent une époque similaire, avec l'ouverture, non d'un nouvel outil de distribution ni d'un nouveau média, mais d'une sorte de nouvel espace social.

Évidemment, les gens y sont rentrés, écrivent des textes et cela trouble un certain nombre de positions établies.

Le discours de peur que j'entends sur les nouvelles technologies est plutôt défaitiste : on pense qu'on ne réussira jamais à réguler cet espace. Or, à mon avis, il sera un jour ou l'autre régulé, mais en ayant donné un certain nombre de pouvoirs et de fonctions aux utilisateurs de toute pièce et en faisant cohabiter de nouvelles formes de culture.

Il existe aujourd'hui deux idées qui me paraissent intéressantes et qui cohabitent, notamment aux États-Unis.

La première idée est que les nouvelles technologies, tout en étant un progrès technique, représentent une perte de culture.

La seconde idée est celle de la réappropriation. En France, Bernard Stiegler a beaucoup étudié ce concept dans la musique. Aux États-Unis, on étudie cela dans l'écriture. Pendant longtemps, les musiques étaient écoutées par les gens qui la faisaient. Il y avait toujours ce que les Américains appellent la *read/write culture* : celui qui lit est aussi celui qui écrit ; celui qui écoute de la musique est aussi celui qui en joue. Dans cet échange oral culturel, l'émetteur et le récepteur étaient toujours confondus, à un moment ou à un autre.

C'est l'arrivée de l'industrie dans de la culture qui a dissocié ce moment où on produit de la culture et celui où on la consomme. D'une certaine façon, les nouvelles technologies permettent à nouveau de remettre ensemble ces deux moments.

Pour conclure, oui, j'admets qu'en ce moment, c'est un espace social faiblement régulé. Je crois qu'il pourra l'être. En revanche, s'y déroulent et y naissent des choses intéressantes pour la société de demain. Les débats sont présents.

Une chose me consterne : ce sont les gens qui crient « à bas Internet » comme ils crieraient « à bas la pluie », « à bas la neige », « à bas le système solaire » ou « à bas la rotation de la planète ». Je ne sais pas jusqu'où cela va. De plus, beaucoup de gens qui crient « à bas Internet » passent leur temps à vouloir rééduquer les utilisateurs d'Internet, mais ils prennent rarement le temps d'apprendre ce qu'est cet univers. Je pense qu'avant de rééduquer les gens, il faudrait peut-être apprendre ce qu'ils font.

Christine OCKRENT. — Merci, Bruno.

Philippe, de ton point de vue, Internet a-t-il des propriétés proprement maléfiques ? Au-delà d'un outil, s'agirait-il d'un esprit malin qui, puisqu'il n'est régulé par personne, créerait de son propre fait des phénomènes extraordinairement pernicioseux, d'autant plus qu'ils sont imprévisibles et

que, par définition, il pénètre dans tous les interstices de notre société ? Faut-il tenter de le réguler ? Le phénomène de réappropriation que décrit Bruno est-il plutôt celui qui remporte ton adhésion ?

Philippe THUREAU-DANGIN. — Merci, Christine, de cette question extrêmement compliquée à laquelle je n'étais pas forcément préparé. Bruno ou Dominique sont peut-être plus calés que moi sur cette affaire. Je dirai une chose, puisque nous avons en face de nous des réseaux d'Alliances d'un peu partout : la question se présente différemment dans le monde entier.

Je représente ici le *Courrier international*. Nous savons que cette période extrêmement intéressante de « destruction créatrice » (on est en train de détruire l'ancien monde et d'en créer un nouveau) ne se présente pas de la même façon en France, aux États-Unis, en Indonésie et en Chine.

On veut parler ici beaucoup plus de l'information que de la communication au sens général et, finalement, de l'avenir des moyens d'information, notamment de l'avenir des journaux face au web.

Or, on sait que le nombre d'exemplaires produits chaque jour dans le monde continue à progresser. Dans une grande partie de notre monde, les quotidiens se portent plutôt mieux, dans des pays comme l'Inde, la Chine, l'Indonésie et d'autres pays d'Asie et d'Afrique. La formation de classes moyennes est de plus en plus importante. Or, si ces classes moyennes sont très équipées de téléphones portables et d'Internet, elles consomment aussi de la presse papier. Il est intéressant de le remarquer. La question des technologies par rapport à l'information se pose donc différemment dans un monde ou dans un autre. C'est la première réflexion.

Par ailleurs, je pense que paradoxalement, même si l'époque est difficile pour nous, journalistes et éditeurs, nous sommes dans une sorte d'âge d'or de l'information. Nous cumulons à la fois l'ancien monde et le nouveau monde. Nous avons encore ce que certains appellent « les dinosaures » : des grands journaux avec des plumes brillantes, avec une capacité d'analyse et de mise en scène de l'information, qui ne sont pas très chers à l'achat. En même temps, nous avons ce formidable développement proliférant de blogs, de sites, de toutes sortes de canaux d'information, parfois plus spécialisés, qui apportent un autre éclairage, éventuellement plus contestataire, et qui ouvrent les fenêtres par

rapport à des médias parfois un peu institutionnels.

Au fond, l'arrivée de ces nouvelles technologies a secoué un château de cartes. Je pense que si les médias traditionnels avaient une fonction encore très forte, ils auraient mieux résisté. S'ils sont aussi durement attaqués aujourd'hui, c'est parce que leur fonction a disparu.

Bruno a rappelé le début de l'imprimerie, mais il faut se souvenir que la presse, dans sa fonction, dans ses missions, dans son organisation, est une chose très récente. Entre 1800 et 1860, l'industrialisation et la mise au point de machines d'imprimerie extrêmement rapides ont changé la donne, mais au début, la presse quotidienne était encore une sorte de conversation entre un public relativement restreint d'hommes politiques et de publicistes, comme on les appelait à l'époque, avec des petits tirages.

Ensuite, il y a eu ce formidable développement de la presse qui a correspondu à la formation des États-nations et à une idéologie politique très forte. L'heure de gloire de la presse écrite, telle que nous l'avons connue jusqu'en 1990, était à une époque où la politique avait le primat sur tout et où on avait une vision politique des choses. La presse quotidienne exprimait cela. Elle avait une fonction d'analyse, de cadre de pensée, de grille de lecture de l'actualité mondiale et nationale au travers des différents prismes politiques.

Ce qu'on a appelé les « grands récits », c'est-à-dire ces grands récits politiques qui nous enveloppaient, qui nous faisaient comprendre le monde, ont disparu de notre horizon idéologique. Finalement, cela a rendu la fonction des grands journaux plus problématique et cela explique une grande partie de leur faiblesse.

Au fond, depuis 20 ans, avec l'arrivée du web, de ces blogs, de cette prolifération d'informations dont on pourrait parler beaucoup, on en revient peut-être à la situation de la presse quotidienne dans les premières années, de 1800 à 1860, que l'on peut définir comme une sorte de conversation. La conversation ne se passe plus simplement dans le milieu restreint de la bourgeoisie cultivée des grandes métropoles, mais à un niveau mondial. C'est pour cela qu'il y a sur le web des dialogues, des conversations véritables entre blogueurs et entre spécialistes.

Évidemment, on a perdu la place publique, l'agora. On a perdu le fait qu'il y avait absolument tout dans un seul journal, mais on y a gagné beaucoup de choses en termes de précision et d'échanges. Vous pouvez cliquer sur n'importe quel sujet et vous êtes dans une sorte « d'en-

retien infini», pour reprendre le titre d'un auteur français. Cet « entretien infini » nous ouvre de nouveaux horizons plutôt positifs.

Pour revenir à la question de la régulation, je pense qu'il existe déjà toutes sortes de régulations : la régulation par le fournisseur d'accès, la régulation qui est faite parfois par les états. Il existe aussi une autorégulation et des modérations d'un certain nombre de sites. Il n'y a plus un seul régulateur, mais il en existe de multiples.

Christine OCKRENT. — Merci, Philippe. Je voudrais juste faire deux remarques avant de passer la parole à Dominique Wolton.

Tout d'abord, le sujet n'est pas tellement les journaux, dont on peut penser (surtout en France, malheureusement) qu'ils ont été pour eux-mêmes leur pires ennemis et qu'ils ne sont pas nécessairement des vecteurs de culture et d'appropriation de culture par leurs consommateurs. On peut penser que, parmi les nombreux facteurs qui contribuent à leur affaiblissement, il y a aussi une déperdition de leur fonction même, au sein de la société.

La deuxième remarque tient à un sondage qui a été publié hier par le *Financial Times* sur l'indice de confiance dans nos sociétés. Il apparaît que, dans cette conversation sans fin à laquelle tu faisais allusion, dès lors que tous les vecteurs apparaissent comme des médias, la cote de confiance baisse. Autrement dit, lorsqu'un site agrège de l'information produite par des fournisseurs d'information traditionnelle (organes de presse, agences, personnes ayant une signature dans l'univers traditionnel de la presse), dès que ce type d'information apparaît comme un média, la cote de confiance diminue.

On voit ce phénomène sur lequel Dominique a beaucoup écrit : par capillarité, on constate une déperdition, non pas tellement du contrôle, mais de l'appropriation des élites, à commencer par les élites journalistiques. Les journalistes détestent reconnaître qu'ils font partie des élites alors qu'ils en sont évidemment les premières incarnations auprès du plus grand nombre.

Cette confiance qui s'est déplacée vers un univers perçu comme par beaucoup d'entre nous comme informe et pas vraiment régulé (même s'il l'est par d'autres mécanismes) est une interrogation permanente pour nous autres, qui avons en commun le problème de la sélection du choix et des critères de qualité.

Dominique, pourquoi, dans l'univers de la toile, les émetteurs tradi-

tionnels d'information au sens large (et pas seulement les journalistes) n'ont-ils plus désormais le label de confiance ?

Dominique WOLTON. — Je ne voulais pas commencer par cela.

Christine OCKRENT. — Tant pis pour toi !

Dominique WOLTON. — Je suis tout de même très content d'être ici, comme à chaque fois qu'on veut bien m'y inviter.

Je suis arrivé hier d'Inde où j'étais allé à l'occasion de l'immense opération *Bonjour India*, qui n'a pas été tellement connue, d'ailleurs. Au cours de mes déplacements, je suis allé à Pondichéry, pour les 120 ans de l'Alliance française, ainsi qu'à Calcutta, pour la renaissance de l'Alliance française qui a connu quelques difficultés. Vous le savez, je suis un fervent défenseur des Alliances comme acteurs de la diversité culturelle. En effet, vous gérez à la fois l'identité linguistique et la diversité culturelle et politique.

Aussi, même si je suis un peu abruti par le décalage horaire et la reprise des activités, j'ai accepté d'autant plus facilement.

Avant de répondre à la question de Christine, je vais reprendre les données historiques et rappeler des notions simples.

Chaque nouvelle technologie de communication (comme chaque nouvelle technique) relance des utopies politiques. C'est d'autant plus le cas dans l'information et dans la communication que cela concerne l'essentiel des relations entre les hommes. L'extraordinaire révolution technique qu'a été l'imprimerie s'est retrouvée dans la question du journal, de la radio, de la télévision, de l'ordinateur et, surtout, depuis Internet, dans la question de la connexion entre l'informatique, les télécommunications et l'audiovisuel.

L'homme est incroyablement optimiste. À chaque fois qu'il invente des techniques lui permettant de diffuser plus vite de l'information, d'abord, il pense qu'il va communiquer plus vite ; j'insisterai aujourd'hui sur la rupture entre sur l'information et la communication. Ensuite, il pense qu'il va communiquer mieux. Il a une utopie de solidarité et de transformation de la société.

Aussi, je le rappelle : à chaque nouvelle technologie de communication, il y a une utopie politique. On la retrouve aujourd'hui. Pour l'instant, quelques critiques égratignent Internet, mais c'est tout de même une

formidable utopie : non seulement cela va changer l'organisation des sociétés et des rapports interpersonnels, mais cela va changer le fonctionnement de la politique. C'est donc une donnée positive à rappeler constamment : les hommes inventent des utopies politiques et communicationnelles.

Par ailleurs, l'être social est assez compliqué. En définitive, on pense toujours que la technique précédente n'était pas terrible et que la technique nouvelle sera formidable. En fait, on n'arrête pas d'accumuler les techniques de communication. Chaque progrès technique ne supprime pas l'importance et le rôle du précédent, au contraire : on les accumule. Cela a été vrai pour le livre, pour le journal, pour la radio, pour l'invention de la télévision, c'est aussi vrai pour l'ordinateur.

Le seul budget-temps qui augmente partout est celui de la communication. Nous passons de plus en plus de temps et nous dépensons de plus en plus d'argent à essayer de trouver, par les techniques, la capacité à mieux communiquer entre nous. En effet, l'être humain est un être social. À moins d'être schizophrène, il n'a qu'une envie : aimer les autres, être aimé par eux et échanger avec eux, même s'il ne les comprend pas et si l'horizon de la communication est, la plupart du temps, l'incommunication.

Du coup, nous aimons d'autant plus les techniques qu'elles sont plus fiables, plus rationnelles et plus efficaces que notre propre communication humaine.

Ce qui m'intéresse est ce décalage entre le progrès des techniques extraordinaires et le fait que, du côté de la société et de l'histoire, ce n'est pas extraordinaire.

Si vous prenez le XX^e siècle qui est le grand siècle de l'histoire de la technique et de la communication, vous voyez bien cette disjonction entre les progrès techniques extraordinaires et les progrès humains discutables.

À la fin du XIX^e, on a inventé le téléphone. Dans les années 1910, c'était la radio. La télévision est apparue dans les années 1920-1930. L'ordinateur est né dans les années 1940, les premiers réseaux, dans les années 1970 et Internet, dans les années 1980-1990. On a un siècle d'immenses progrès techniques, donc d'utopies. Simultanément, ce siècle a été celui des grandes barbaries, des guerres et des totalitarismes. Par conséquent, il n'y a pas de lien direct entre la naissance de techniques de plus en plus performantes, aujourd'hui individualisées et interactives, et le

fait que les hommes se comprennent mieux.

C'est cette question sociopolitique qui m'intéresse depuis toujours : pourquoi des outils de plus en plus performants n'arrivent-ils pas simultanément à faire plus de communication ?

Les chiffres sont incroyables : nous sommes actuellement 6,5 milliards sur terre ; il y a 4,5 millions de postes de télévision, qui est encore le principal média ; il y a 2,5 milliards de téléphones portables, alors que cette technologie n'existait pas il y a 25 ans ; et plus de 1,5 milliard d'ordinateurs. C'est dire s'il y a des outils ! Ce n'est pas universel, car les inégalités Nord-Sud existent, mais aujourd'hui, n'importe quelle information est connue à Port Moresby au bout de 24 heures maximum.

Cependant, le XX^e siècle n'a pas apporté plus de compréhension ni de tolérance entre les hommes, pas plus que le XXI^e dans son début.

C'est ce décalage qui est intéressant. Chaque technique crée une utopie sociale, politique et culturelle. On veut d'autres rapports humains, on veut réinventer une utopie sociale et culturelle.

Pour moi, « utopie » n'est pas du tout un terme critique. C'est un terme plutôt laudatif, car les hommes n'existent que par leur capacité à vouloir changer leur environnement et leurs relations.

Malheureusement, on s'aperçoit qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Le progrès technique est là, mais pas le progrès des hommes, au sens de la communication et de la compréhension.

Aujourd'hui, grâce aux progrès techniques, nous avons un volume considérable d'informations accessibles à chacun d'entre nous, diffusées plus vite, avec plus d'interaction.

Christine OCKRENT. — J'en reviens à ma question concernant le coefficient de confiance accordé à l'émetteur.

Pour ceux qui sont journalistes, il fut un âge d'or où l'émetteur avait un label de confiance relatif qui, d'ailleurs, a décliné au fil des années. On constate aujourd'hui une inversion : dès qu'on apparaît comme un média, la confiance n'existe plus. La confiance est plus forte dans un réseau social où, au fond, on s'informe non pas en continuant de choisir des titres, des signatures, des émetteurs traditionnels, mais par une forme de capillarité, parce que les amis vont signaler quelque chose de vraiment intéressant : « regarde cette vidéo sur Youtube », « regarde ce blog »... Il existe tout un vocabulaire qui devient un nouvel espéranto. Je suis tout à fait d'accord avec toi : il existe une utopie extraordinai-



rement forte chez ceux qui voient dans Internet une sorte de *deus pancreator* qui va nettoyer la planète et améliorer l'espèce humaine. Néanmoins, comment analyses-tu cette question de confiance, qui est centrale dans une société mondialisée par la technologie, au-delà de ses différences profondes ?

Dominique WOLTON. — Je jure que je vais répondre à cette question, mais je finis tout de même mon raisonnement précédent.

Christine OCKRENT. — Ah, non ! Réponds à ma question. Ensuite, tu retourneras à ton raisonnement.

Dominique WOLTON. — D'accord, mais tu as passé un certain nombre d'années à poser des questions à des hommes politiques qui répondaient autrement !

Christine OCKRENT. — Justement, c'est pour cela que je ne le fais plus et que je suis entourée de vrais intellectuels !

Dominique WOLTON. — Tu illustres exactement ce qui m'intéresse dans l'incommunication : quelqu'un pose une question à une personne qui répond autre chose.

Christine OCKRENT. — Justement, communique vraiment et réponds !

Dominique WOLTON. — Je finis.

Le plus simple dans les révolutions techniques, c'est l'information. Le plus compliqué, c'est la communication.

Aujourd'hui, on est capable de produire et de diffuser des milliards d'informations, mais cela ne change pas fondamentalement la question de la communication, qui est beaucoup plus compliquée que la question de l'information. L'information est le message, quel qu'il soit. La communication est la relation. Or, la relation est toujours plus compliquée, car elle met en présence des individus différents, avec des langues, des cultures et des religions différentes.

Au-delà du problème de la régulation, la question politique qui est posée aujourd'hui est : comment sera-t-on capable d'être assez tolérant pour comprendre que les gens ne pensent pas, ne rêvent pas et ne créent pas de la même manière ? Autrement dit, la question qui est à l'horizon de la communication est celle de la diversité culturelle. C'est un problème beaucoup plus compliqué à résoudre que les technologies d'information.

Autrement dit, la question de la communication comme horizon de l'incommunication ne peut se poser que lorsque arrive cette révolution de l'information, qui permet de diffuser des milliards de messages. On s'aperçoit que ce n'est pas pour autant qu'on se comprend et qu'on se tolère.

Pour moi, la question politique de la communication est plus importante que celle du contenu de l'information.

Concernant la question que tu poses, il y a des effets de mode. Il existe un effet de génération. Les jeunes continuent à penser qu'ils sont géniaux parce qu'ils passent leur temps sur *Facebook*, qui est, en fait, une version moderne du *Chasseur Français*. L'homme ne change pas parce que les techniques changent. En revanche, ceux qui s'approprient cet outil n'ont pas suffisamment d'histoire pour savoir qu'avant, il y avait le *Chasseur Français*. Ils ont naturellement tendance à dire : « vous êtes de vieux cons. » Il existe donc un effet de génération.

Dans le fond du problème théorique que tu poses, il y a l'effet démocratique de la mondialisation de l'information et la remise en cause des élites et des autorités, notamment des journalistes, mais aussi des politiques, des médecins, des universitaires. C'est un effet positif.

Dans les aspects négatifs, il y a une illusion d'universalité de l'information, de la connaissance et de la compétence. Ce n'est pas parce que

vous pouvez accéder librement et facilement à des milliers d'informations que vous avez les compétences pour les traiter. La question que tu poses est fondamentale. C'est un des vrais enjeux. L'illusion est de croire qu'avec Internet, on a une démocratie mondialisée et qu'on n'a plus besoin des intermédiaires compétents : les professeurs, les médecins, les hommes politiques, les journalistes.

C'est très bien d'avoir un espace d'ouverture critique et de déstabilisation des repères, mais il est particulièrement démagogique de penser qu'au bout d'un moment, on n'a plus besoin des journalistes et des professeurs. On en parle aujourd'hui pour les industries de l'information, mais on en parlera demain dans les industries de la connaissance. On dira : « il n'y a plus besoin d'universitaires, accédez directement à tout ce que vous voulez. »

Il existe donc une confusion entre l'abondance d'informations, la facilité d'action et le besoin, simultanément, des compétences professionnelles. Cela se joue actuellement chez les journalistes avant de se jouer dans notre univers : « les journalistes font un travail de sélection. Ce sont des gens narcissiques, ils nous ennuient. Si on est capable de faire tout seul le boulot, on n'a plus besoin d'eux. »

C'est le mythe de l'autogestion généralisée. En définitive, chaque usager devient son propre journaliste. Cela permet de critiquer le pouvoir des journalistes, c'est parfait, mais si on en vient à penser qu'on peut se passer des journalistes, c'est une catastrophe intellectuelle.

Vous avez la même chose pour la médecine : « les médecins se trompent tout le temps ; si je peux faire demain du télédiagnostic, c'est mieux ». Oui, sauf que si quelqu'un a un soupçon de cancer, il ira voir 14 médecins et il ne pensera pas que la base d'informations médicales lui permettra de faire son propre diagnostic.

C'est la même chose pour les professeurs. On peut dire qu'ils ne servent à rien, mais on sait très bien que, depuis le début de l'humanité, la transmission des connaissances est un miracle invraisemblable. C'est une question d'amour entre des professeurs et des élèves. Cela marche ou cela ne marche pas, mais il n'y a pas de rationalité. C'est compliqué. La technique peut l'améliorer, mais de toute façon, le rapport humain est central. Il faut donc maintenir la compétence professionnelle des enseignants.

C'est pareil pour la politique, avec un grand thème qui monte après les journalistes : « ces politiques nous cassent les pieds, ils sont corrompus.

Si on pouvait faire de la démocratie directe, cela marcherait bien.»
 À chaque fois, on rencontre ce mythe extrêmement dangereux pour le fonctionnement d'une société, consistant à imaginer qu'une technologie, quelle qu'elle soit, peut à elle seule supprimer la compétence, la hiérarchie des savoirs et le savoir-faire.
 C'est une des grandes batailles intellectuelles à mener. Elle consiste à dire : d'accord pour cette ouverture d'espace critique et de discussion, d'accord pour redistribuer les relations de pouvoir et de compétence, mais non à l'idée qu'une société ouverte à l'interaction peut être universelle sans les compétences et les hiérarchies, sans parler de l'immense découverte de la diversité culturelle. Les hommes ont les mêmes outils, mais ils n'ont pas les mêmes langues, ils ne pensent pas les mêmes choses et ils sont capables de se battre pour l'identité culturelle : la liberté, Dieu, la politique, la démocratie, etc.

Christine OCKRENT. — Avant de demander à Bruno de donner la répartition, je voudrais donner un exemple qui m'a personnellement stupéfiée. En Afghanistan, il y a 2 millions d'internautes. À partir du moment où les fonctionnaires et les militaires (OTAN, ONU, Union Européenne) sont arrivés avec des outils contemporains de communication, notamment *Facebook* et *Twitter*, les Afghans qui avaient accès à ces outils s'y sont mis aussi. Aussitôt, les talibans, Al-Qaïda, l'OTAN, l'ONU et l'Union Européenne ont acheté des pages sur *Facebook*.
 Autrement dit, entre le Moyen Âge, la burqa, l'asservissement des femmes et *Twitter*, vous avez un extraordinaire raccourci des contradictions singulières du monde et, en même temps, cette appropriation d'outils, au-delà des différences sur lesquelles Dominique insiste à juste titre.

Bruno PATINO. — Pour une fois, j'aurai du mal à être en désaccord avec Dominique. Je pense qu'il y a appropriation d'outils. En fin de compte, nous sommes tous d'accord pour dire que ce qui joue là-bas est un espace. Il y a eu appropriation de l'espace et donc tentative de conquête, d'offensive, de méthode défensive sur cet espace.
 Ma conviction est que ce n'est pas seulement une technologie, mais un véritable endroit où se jouent et se rejouent des conflits ancestraux entre différentes communautés humaines. Des rencontres aussi se jouent. Je suis particulièrement d'accord avec Dominique Wolton sur un point :

par la structure mathématique de l'itération, il y a un questionnement sur les corps intermédiaires. C'est absolument évident.
 On peut en rire et dire qu'il est assez bizarre d'acheter une voiture en faisant confiance à quelqu'un qui signe « Toto 7 » sur un blog, alors qu'on ne ferait absolument pas confiance à un journaliste d'*Autoplus*. Cela devient encore plus drôle quand on a autour de soi des amis qui s'auto-diagnostiquent et qui ont trois cancers par semaine parce qu'ils ont surfé sur le Net.

Au-delà, je pense que le questionnement de corps intermédiaires est positif. Cela les remet en cause et, du coup, il leur faut en permanence reconquérir leur légitimité.

Je rejoins les propos de Philippe : les journalistes sont questionnés en ce moment. Quand vous êtes questionné en tant que corps intermédiaire, vous perdez votre monopole, ce qui vous replace dans une quête permanente de légitimité. Ce n'est plus seulement votre position qui justifie ce que vous êtes, c'est aussi de bien faire votre mission et votre métier.
 En revanche, il existe un aspect négatif. Parce qu'il induit un contournement par certains des corps intermédiaires, ce questionnement aboutit à en fragiliser la professionnalisation, donc la façon dont ils peuvent vivre. Cela commence avec les journalistes. On se demande si le modèle professionnel de l'information est économiquement durable. C'est une question.

Je ne tranche pas, mais je m'aperçois juste que cette question du financement de l'information professionnelle, qui existe et qui a sa nécessité de corps intermédiaires, est prise au sérieux par les cultures générales de chaque pays. Habermas, en Allemagne, a lancé le débat en disant : « l'information professionnelle est un bien public ; comment la finance-t-on ? » Vous avez eu les États généraux de la presse, dont on peut dire ce que l'on veut, mais qui ont tout de même joué un rôle. Aux États-Unis, Columbia a lancé un questionnement sur les fondations, le mécénat, la *non profit professional information*. À Oxford, la semaine prochaine, il y aura un débat sur le même thème, visant à trouver un financement interprofessionnel, notamment pour le grand reportage.

On voit bien qu'aujourd'hui, ce questionnement (qui, pour moi, est positif parce qu'il permet aux corps intermédiaires de se remettre en cause et de reconquérir une légitimité) aboutit aussi à une fragilisation économique du caractère professionnel de ces corps intermédiaires.
 À mon avis, il y a là un enjeu. Il ne s'agit pas de se demander si nous

avons besoin d'une information professionnelle. C'est évident. En revanche, comment va-t-on financer cette information professionnelle ? Pour moi, c'est moins évident.

Ce qui se joue aujourd'hui sur l'information se jouera sur l'industrie du savoir et sur beaucoup d'autres métiers.

Christine OCKRENT. — Je ne voudrais pas que l'on rétrécisse cela à l'information et au journalisme, quelles que soient nos obsessions communes. On voit bien la façon dont des productions culturelles se sont emparées de ce nouvel espace créé par ces raccordements de tuyaux.

En Afrique francophone, aujourd'hui, quand vous regardez les télévisions locales, vous avez plus de feuilletons brésiliens que vous n'en avez de français. Les feuilletons africains faits au Nigeria trouvent un marché transculturel africain, de l'Afrique francophone à l'Afrique anglophone, dans les deux sens. Bollywood devient, non seulement en termes quantitatifs, mais aussi en termes presque culturels, un phénomène. Avec les histoires universalistes qu'il raconte, à la manière du génie américain, Bollywood parvient à atteindre cette dimension, même si ce n'est pas avec la même ampleur.

Philippe, on le voit souvent dans le *Courrier international* : la grande qualité de cette publication tient au fait qu'elle n'est pas restreinte au domaine de l'information, au sens traditionnel du terme. Certains décrivent les nouvelles technologies comme une nouvelle incarnation des démons anglo-saxons qui veulent nous détruire. Au contraire, n'y a-t-il pas là une formidable démocratisation interculturelle grâce à cette mondialisation, en dépit de toutes les inégalités que l'on connaît ?

Philippe THUREAU-DANGIN. — Je suis très sensible à ce qu'on a dit tout à l'heure : il existe à la fois la persistance d'idéologies moyenâgeuses et l'utilisation d'outils techniques extrêmement performants.

À mon avis, la balance penche plutôt vers le mieux. L'utilisation de ces outils techniques, donnés par les satellites, par la construction d'une toile et par la téléphonie portable, permet des formes de communication extrêmement rapides et précises entre des gens qui se connaissent et qui, auparavant, avaient du mal à communiquer.

Je ne crois pas qu'on soit dans une nouvelle utopie. Je pense qu'on est dans quelque chose de très concret.

Je peux en donner plusieurs exemples. Tu as parlé de l'Afghanistan, mais on peut aussi rappeler ce qui s'est passé en Iran ces dernières semaines : grâce à Twitter, les contestataires qui n'avaient pas de moyens de communication faciles ont pu communiquer très vite, que ce soit sur la présence des Bassidjis dans les rues de la capitale ou sur les lieux de rendez-vous. C'est un exemple positif et précis de l'utilisation d'un nouvel outil de communication lié au service de l'action politique et, éventuellement, vers le mieux démocratique.

Il existe d'autres exemples : l'Afrique est en train de changer complètement grâce à la téléphonie portable. En Afrique, les seuls moyens d'information étaient à la fois le journal local, qui était extraordinairement vendu aux puissants, et la voix de RFI.

Christine OCKRENT. — C'est toujours le cas.

Philippe THUREAU-DANGIN. — Oui, heureusement, mais aujourd'hui, la plupart des Africains sont équipés de téléphones portables alors qu'ils n'avaient ni Internet, ni la téléphonie fixe. La téléphonie portable permet des communications entre diaspora et population restée au pays, entre villes et même entre différents pays d'Afrique, ce qui n'existait guère.

Le troisième exemple est assez connu : c'est celui des tribus amérindiennes. Certes, elles étaient assistées par des ONG locales et internationales, mais elles ne se connaissaient pas entre elles. Grâce aux nouvelles technologies, on assiste à un véritable réveil de ces tribus amérindiennes, depuis la Bolivie jusqu'à la Colombie en passant par toutes les tribus du Brésil. L'utilisation de moyens modernes est mise au service d'une tentative de sauvegarde de la tradition et des savoirs ancestraux, bref, de la diversité culturelle dont parlait Dominique.

Tous ces exemples montrent que, loin d'être une utopie, ces nouveaux moyens offrent une véritable ouverture.

Sur les corps intermédiaires, je pense qu'il y a de grandes différences entre les journalistes et les professeurs et les médecins. En effet, par quoi et par qui nous est donnée notre compétence, à nous, journalistes ? Par quel genre de brevet ? Nous avons essayé de faire des corporations comme les médecins ou les avocats, mais ce sont des corporations qui sont fausses.

Je pense que si nous sommes attaqués, c'est peut-être justice. Il faudrait avoir ce débat.

Christine OCKRENT. — Dans une autre enceinte, peut-être ! C'est un débat non seulement utile, mais absolument indispensable, même s'il est douloureux pour nous autres journalistes.

S'agissant des instruments des nouvelles technologies conçus comme des vecteurs d'influence culturelle, l'appareillage à la française est-il efficace ?

Dominique WOLTON. — Qu'il s'agisse d'un journaliste, d'un professeur ou d'un médecin, la différence fondamentale par rapport aux technologies de l'information est le coût élevé. Ce qui coûte cher, ce sont les hommes.

Deux mythes se renforcent. D'une part, l'idéologie de l'égalité : on n'a besoin de personne, on peut tout faire soi-même. D'autre part, il y a la réalité économique. Ce qui coûte cher dans la presse, quelle qu'elle soit, ce sont les journalistes, les êtres humains. La tentation technologique consiste à supprimer les coûts salariaux.

Le mythe du cartable électronique flotte dans le monde actuellement. C'est la même chose. Si on pouvait supprimer les professeurs qui coûtent cher et qui sont embêtants, ce serait très bien.

J'ai écrit il y a trente ans un livre qui s'appelait *L'information demain, de la presse écrite aux nouveaux médias*. C'était un bilan de l'information et de la presse écrite dans le monde. À l'époque, j'ai fait une distinction entre trois types d'information, qui tient toujours, car le mot « information » recouvre des réalités différentes.

Premièrement, il y a les *news*, que nous connaissons tous et qui sont un enjeu politique fondamental. Je suis d'accord avec Philippe : il n'y a pas de définition professionnelle des journalistes, mais le journalisme est un pari démocratique. C'est Fabrice à Waterloo : il ne comprend rien, mais on lui fait confiance, grâce à sa compétence subjective, pour rendre compte du spectacle du monde. Pour moi, c'est la grandeur du métier de journaliste : c'est une relation de confiance. Nous ne pouvons pas voir tous les événements du monde, mais nous faisons confiance tous les jours à des gens qui les filtrent pour nous.

Christine OCKRENT. — Oui, mais tu ne m'as pas répondu sur la question de la confiance qui disparaît.

Dominique WOLTON. — J'y viens.

Premièrement, il y a donc l'information « *news* ».

Deuxièmement, il y a l'information-service, et c'est là la révolution d'Internet : tout le monde adore cela pour ce qu'on peut y faire soi-même. Troisièmement, il y a l'information-connaissance. C'est beaucoup plus compliqué, car il faut des compétences tout comme il faut des compétences pour le journalisme.

S'agissant de la confiance dans les journalistes, il existe une espèce de retour de bâton. Les monopoles sont toujours contestés. Le monopole professionnel du journalisme a été acquis difficilement : politiquement, il a fallu attendre 150 ans pour admettre la légitimité des journalistes. L'existence professionnelle de ce métier a été une bataille politique. À partir de 1920, il était acquis que l'information passait par l'intermédiaire de ce corps professionnel.

Évidemment, le progrès technique permettant à beaucoup de personnes d'y accéder, on va critiquer ce monopole, mais on ne se rend pas compte qu'il va au-delà d'un monopole professionnel. C'est un acte de foi politique, lié à la démocratie. Entre le spectacle du monde et le citoyen, le fil est un professionnel.

Quand Internet est apparu, je l'ai dit vingt fois aux journalistes : attention ! Internet est formidable comme espace d'expression. Cela peut être extraordinaire même, comme espace de création d'information, mais ne nous trompons pas : cela ne remplace en rien votre métier. Si tout le monde peut produire de l'information et la faire circuler sur le web, la différence fondamentale entre l'information mondiale et l'information professionnelle tient à la compétence des journalistes.

Du coup, en ne faisant pas ce distinguo, on est parti dans le tsunami actuel qui, pour l'instant, concerne les journalistes, mais qui concernera demain les politiques, après-demain le savoir et l'université, puis la médecine, et qui consiste à dire que finalement, on n'a plus besoin d'eux.

Les journalistes devraient mener une bataille intellectuelle dans le monde en rappelant qu'ils ont une fonction politique, au sens large, et une fonction de croyance dans la compétence d'un individu à faire l'intermédiaire. Bien sûr, ils peuvent être contestés, mais plus l'information est accessible sur le net, plus cela valorise le rôle des journalistes.

Je défends la même idée sur les médias de masse. Le prodige d'Internet est de permettre de mettre en communication les communautés dans le monde à une vitesse extraordinaire. Les gens qui ont un intérêt en

commun peuvent rentrer facilement en relation les uns avec les autres. C'est un avantage énorme. En revanche, il existe un gros inconvénient : cela ne met en relation que des gens qui ont un intérêt commun de parler d'une chose à l'instant T. Le génie d'un journal généraliste, de la radio ou de la télévision est que, par la logique de l'offre (alors qu'Internet est dans la logique de la demande) il donne le maximum d'informations, sur des sujets plus ou moins bien faits, à des gens qui, *a priori*, ne sont pas demandeurs.

Du coup, on a besoin d'un équilibre constant entre le génie de la liberté (je fais ce que je veux, quand je veux et j'accède à ce que je veux) et l'obligation, en tant que citoyen du monde, d'entendre des choses qui n'intéressent pas forcément ou même, qui gênent.

Je me souviens d'une phrase de Raymond Aron qui m'avait beaucoup plu : « la principale atteinte à la liberté de la presse est le lecteur, parce que le lecteur veut entendre ce qu'il connaît idéologiquement. » Finalement, il avait accepté de rester au *Figaro* pendant 40 ans alors que c'était un type plutôt de centre gauche que de centre droit, parce qu'il pensait avoir plus d'influence potentielle sur les lecteurs du *Figaro*, pour les rendre moins réacs, que sur les journalistes du *Monde*, où il aurait été traité de type de droite. Dans une lettre, Hubert Beuve-Méry regrettait qu'il ait choisi le *Figaro* : « en dehors du conflit politique de la guerre froide, en 1946-1947, franchement, vous auriez mieux fait d'être au *Monde*. » Raymond Aron a répondu : « non. Au *Monde*, j'aurais été taxé de réac et je n'aurais jamais pu faire passer trois idées. Au *Figaro*, j'ai été considéré pendant 40 ans comme un esprit anachronique, mais je pouvais faire passer des idées. »

Internet est un immense magasin de conformisme alors que tous les jours, de par leur métier, les journalistes sont obligés de dire des choses à un public qui n'a pas envie de les entendre, car, par définition, les événements provoquent des réactions contradictoires avec les choix idéologiques. Il faut garder cet équilibre, tout comme il faut garder l'équilibre entre les médias de masse, qui sont dans une logique d'offre et qui essaient de toucher tous les milieux, et Internet qui est dans une logique de médias individualisés. On a besoin des deux.

Pour l'instant, la mode, les enjeux économiques, le rêve d'une utopie globalisée mènent à dire qu'on n'a plus besoin des journalistes ni des médias de masse, parce qu'on n'a besoin que de ce qu'on peut faire soi-même. J'appelle cela « les solitudes interactives ». J'avais écrit cela dans

« *Internet, et après ?* », il y a dix ans. On peut être enfermé dans des solitudes interactives. Le défi de la communication humaine est de sortir de soi et de se mettre à parler avec des gens qui n'ont pas la même tête, pas la même couleur, pas la même idéologie, à qui on n'a rien à dire, mais avec qui on arrive à cohabiter pacifiquement.

Je suis fasciné par la question de la communication. Cela ne se passe jamais. On n'a rien à se dire mutuellement. Quand on a quelque chose à se dire, on ne se comprend pas.

Je prendrai comme métaphore générale un couple, une famille ou une entreprise. Quand je dis que la relation de couple est la plus difficile au monde, les gens disent : « pas chez moi ! » Les problèmes sexuels ? « Pas chez moi ! »

Christine OCKRENT. — Tu n'as évidemment pas répondu à la question que je te posais.

Dominique WOLTON. — Si, mais tu n'as pas entendu !

Christine OCKRENT. — C'était la question de l'appropriation de ce nouvel espace par les agents culturels, et la capacité pour nos agents culturels à utiliser cet espace.

Quand Boltanski vend à un collectionneur, fou de ses œuvres, le temps qu'il lui reste à vivre (le collectionneur étant aux antipodes) et qu'il installe dans son atelier des caméras qui, en temps réel, transmettent en continu ce qu'il fait, y compris les choses les plus triviales, est-ce une manière, pour un créateur de culture, d'utiliser cet espace, qui est autant un espace de demande que d'offre ?

Dominique WOLTON. — La réponse est simple. Chaque nouvelle technologie a permis d'élargir le champ de l'espace culturel et communicationnel. Un type au Australie peut suivre en temps réel la vie de Boltanski, cela ne pose aucun problème.

Cela dit, au bout d'un moment, il y a deux limites.

Premièrement, une journée a 24 heures. Ce qui nous fascine dans cette explosion d'information, de communication et de culture, c'est l'idée du tout. Or, le tout s'arrête. Une vie s'arrête. Une journée s'arrête à 24 heures.

Deuxièmement, on est dans un marché segmenté. Certains aiment l'art

contemporain de Boltanski, mais il y a toutes les formes d'art. Comment faire pour avoir accès plus facilement à ce que nous aimons en étant, en même temps, obligés de sortir de nos choix personnels, en continuant à nous intéresser à des choses qui ne nous intéressent pas ?

C'est toute la perversité des outils. Il ne s'agit pas seulement de mieux nous intéresser à ce qui nous intéresse. Nous devons aussi nous obliger à nous intéresser à ce qui ne nous intéresse pas. Un citoyen du monde n'est pas seulement un citoyen de droite ou de gauche ou écolo ; c'est une personne capable de comprendre les intérêts et la légitimité des autres points de vue.

Il faudra gérer cela. Cette segmentation est formidable car elle permet d'intensifier la qualité de la communication, mais comment conserver simultanément une forme de tolérance mutuelle ? C'est pourquoi Internet, la presse, la radio et la télévision sont des enjeux politiques. Comment concilier le choix individuel et l'obligation de cohabiter avec ceux qui sont différents de soi ? La presse l'a posé tout de suite, car elle est dans la logique de l'offre. La radio et la télévision aussi. En revanche, Internet a subverti le système en partant dans une logique de la demande : je fais ce que je veux quand je veux ; je ne suis pas embêté par l'offre, c'est moi qui choisis.

La question est posée aujourd'hui par Internet : comment va-t-on reconstruire du lien en dehors de ceux qui sont en communication communautaire entre eux ? Pour la culture comme pour l'information, c'est le risque. Il faut éviter la segmentation. Une société n'est pas une somme de communautés. Si nous restons en paix, si nous ne nous tuons pas tout le temps, ce n'est pas en mettant en somme les communautés. C'est en inventant la société, qui est une idée absolument géniale : on met ensemble les gens qui sont d'accord par petits groupes, mais on fait aussi cohabiter des gens qui n'ont rien à se dire. Autrement dit, la paix civile est quelque chose de génial. On ne se tue pas tous les matins, c'est incroyable !

Internet résout merveilleusement la question de l'amélioration de l'interaction dans les communautés, mais résout moins (pour l'instant) la question posée par la presse écrite, la radio et la télévision, en essayant de relier des choses hétérogènes. Voilà le conflit, à mon avis.

Dans l'explosion des techniques, il faut savoir gérer la cohabitation entre la possibilité de mieux faire ce que l'on veut avec ce que l'on aime, tout en étant obligé quand même de cohabiter avec ceux dont on n'a



rien à faire. Or, la mondialisation nous montre de plus en plus les différences culturelles, grâce aux techniques d'informations.

En gros, l'homme ne supporte pas l'autre. Il faut énormément de progrès pour se tolérer, et encore, cela ne marche jamais. L'horizon des sociétés est tout de même la guerre. Si on veut cohabiter, on doit se ressembler. Même si on se ressemble, on se tape dessus et quand on est vraiment différent, on est encore moins tolérant.

L'énorme progrès des techniques de communication depuis cent ans est que l'autre, qui n'a ni la même tête, ni la même couleur, est beaucoup plus présent qu'autrefois.

Si l'homme devient vertueux, il sera plus tolérant, et ce sera la première fois dans l'histoire de l'humanité. Il supportera celui qui est différent de lui.

S'il ne change pas, quel processus politique faudra-t-il inventer pour faire en sorte de ne pas se taper dessus, la visibilité des différences politiques étant plus forte ? La mondialisation de l'information est un formidable lien, mais si on ne tient pas compte des différences culturelles, cela revient en boomerang.

Ce qui s'est passé avec CNN est typique. J'étais à Atlanta en 1980 quand a été créée cette chaîne d'information mondiale. Ils ont cru, en toute bonne foi, que la démocratie marcherait mieux et que la mondialisation du concept serait acquise, à cause de CNN. Il s'est produit exactement l'effet inverse. Comme CNN est fait sur un modèle américain, cela a créé de l'anti-américanisme.

Tel est le défi des systèmes d'information européens : nous sommes

pluralistes. Les Britanniques, les Français, les Allemands, les Italiens, les Espagnols ont une culture du monde plus compliquée. Nous allons voir comment faire des systèmes d'information mondiaux permettant d'universaliser des messages en tenant compte de la diversité culturelle.

Christine OCKRENT. — Nous nous y employons.

Dominique WOLTON. — Ai-je répondu à la question ?

Christine OCKRENT. — Non !

Dominique WOLTON. — Voyez-vous ce que c'est que la communication ? L'émetteur et le récepteur ne sont jamais en ligne !

Christine OCKRENT. — Dans cet espace des nouvelles technologies où l'offre et la demande sont mêlées par des algorithmes qui vont plus vite que le temps humain, comment concilier la liberté de choisir et la difficulté de choisir ? On voit à quel point le temps est absorbé par des échanges basés sur ce que les Américains appellent le *trivial*, c'est à dire des choses triviales, qu'on appelle néanmoins des informations, dans le sabir du net : « aujourd'hui, je suis à l'Alliance française, boulevard Raspail. Qu'est-ce que tu fais ? »

Comment le lien social peut-il se réinventer, dans un univers d'échanges qui sont extraordinairement passés au rouleau compresseur de la banalité ?

Bruno PATINO. — J'aimerais pouvoir répondre à cette question, mais je ne suis pas sûr d'y arriver. Cependant, je donnerai deux éléments de réponse.

Il y a deux ou trois mois, j'ai lu un article très intéressant dans le *New York Times*. L'auteur pointait une étude réalisée auprès de la jeunesse américaine, qui leur demandait de définir ce qu'était l'information et ce qu'était la culture. Dans l'univers des nouvelles technologies, la culture est ce que je transmets et l'information est ce que je reçois, ce qui m'attend. Je suis en désaccord avec Dominique : je ne pense pas qu'on soit dans une logique de demande, mais j'y reviendrai.

On voit bien qu'il y a un renversement. La culture est une perception. Ce n'est pas ce qui m'a été transmis, ce qui est mon patrimoine culturel,

mais une vision. La culture est ce que je partage avec mes copains. L'information est ce que je reçois.

D'une certaine façon, Internet a été un média de demande jusqu'à il y a peu. Puis sont arrivés les réseaux sociaux. *Facebook* n'est pas seulement le *Chasseur Français*, même si cela a l'utilité du *Chasseur Français* pour se rencontrer. C'est aussi un outil de contextualisation de votre espace : vous pouvez définir le contexte dans lequel vous allez naviguer. Vous définissez les personnes avec qui vous serez en relation, y compris des gens inconnus. Ceux d'entre vous qui vont sur *Facebook* ont des quantités d'amis qu'ils n'ont pas rencontrés. Ainsi, vous définissez votre propre contexte : vos amis et leurs centres d'intérêt, y compris ceux des gens que vous ne connaissez pas, et tout cela constituera votre univers social et culturel le plus proche. C'est là que se passera une partie de votre vie, notamment votre vie culturelle.

Je lisais l'autre jour une étude rigolote : maintenant, deux couples sur trois d'étudiants aux États-Unis se sont rencontrés d'abord en ligne, dans les réseaux sociaux, et non plus à une fête. Ils ne se connaissaient pas avant. Ce n'est pas une politique de demande. Ils ont rencontré cette personne dans un contexte qu'ils avaient préalablement défini.

On s'en aperçoit depuis quelques années : la capacité de contextualisation de son propre espace est de plus en plus précise. Il en est de même pour la culture. D'une façon ou d'une autre, la culture patrimoniale, comme élément de ce que j'ai reçu, que je possède et qui me définit moi-même, devient, pour les jeunes générations plongées dans l'univers numérique, quelque chose qui les atteint (on ne sait pas pourquoi), dans un contexte qu'elles ont défini et qu'elles ont retransmis.

Je vais répondre à la question du lien social ou du lien culturel, y compris par rapport aux outils de culture française. Je pense que, même si la culture française existe, le fait d'arrêter de la percevoir comme un tout, de lui permettre de pénétrer les réseaux sociaux et de la recontextualiser aboutit à des choses étonnantes.

Je suis surpris car je reçois souvent, dans mes propres réseaux sociaux, beaucoup de choses qui viennent d'Amérique latine, parce que c'est un contexte que j'ai choisi. D'autres viennent des États-Unis ou d'Europe sans que jamais le drapeau national ne soit brandi. Jamais on ne me rappelle que j'ai reçu ce lien d'un auteur colombien. Je reçois aussi des textes écrits sur Borgès par des Américains, etc.

Ce mélange, cette capacité à lâcher prise sur ce qu'est notre culture, et

le fait qu'elle puisse être reçue par des gens qui ne la demandaient pas forcément, font partie des défis qui existent.

Philippe THUREAU-DANGIN. — Je voudrais compléter ce que vient de dire Bruno et contredire un peu Dominique.

Dominique reste imprégné d'une vision où il y aurait le bien et le mal, le mal étant la communauté fermée définitivement sur elle-même.

Dominique WOLTON. — C'est la question de la société.

Philippe THUREAU-DANGIN. — Oui, mais c'est un peu l'État-Nation avec les émetteurs qui sont toujours les mêmes.

Dominique WOLTON. — Ah, non! La société est une question qui n'a rien à voir avec l'État-Nation. Il s'agit de savoir ce qui fait le lien entre des gens différents.

Philippe THUREAU-DANGIN. — Je crois que nous sommes entrés dans une nouvelle époque où la communauté n'est pas fermée. Comme le dit Bruno, on peut avoir une communauté autour d'une passion, autour d'un engagement politique ponctuel, on peut rencontrer son fiancé, etc.

Cela fait penser à un livre un peu ancien d'un philosophe italien, Giorgio Agamben: il expliquait très bien que nous sommes faits de multiples appartenances et non d'une seule. C'est pour cela que je disais que le grand récit est mort. L'information qui va du sommet à la base, qui enseigne le cadre de pensée, appartient au passé. La communauté qui vient, est une communauté plurielle. Chacun de nous appartient à beaucoup de communautés. On peut avoir des engagements religieux, politiques, des passions culturelles, etc.

Il faut distinguer ce qui émerge aujourd'hui et rester ce que nous voulons être. Dominique Wolton a un raisonnement plutôt prescriptif. Je crois qu'il faut simplement regarder ce qui se passe et comprendre que de grands bouleversements sont en cours.

Dominique WOLTON. — Je voudrais répondre en 20 secondes.

Il est beaucoup trop tôt pour faire des analyses définitives. Les médias de masse n'ont même pas 60 ans, Internet n'a même pas 20 ans. La première méthodologie élémentaire, en sciences humaines et sociales,

consiste à attendre deux ou trois générations pour déterminer ce qui est temporaire et ce qui est définitif.

Il est certain qu'un jeu s'ouvre, mais la question politique est toujours la même. Je suis tout à fait d'accord sur les communautés qui se créent et qui se détruisent, mais à mon avis, ce n'est pas le plus important.

La question la plus importante est celle qui fonde la politique, donc la société. C'est celle qui fait qu'on ne se tue pas tous les matins bien qu'on soit différent. Puisqu'on donne à des millions d'individus la possibilité de se brancher sur des communautés qui durent ou pas, comment résoudre ce problème bien plus compliqué : comme faire cohabiter des communautés qui sont structurées par des langages, des histoires, des politiques différentes? On ne va pas effacer la diversité culturelle mondiale. On vient de reconnaître la diversité de l'écologie, on va bien, un jour, reconnaître l'importance de la diversité culturelle! Comment fait-on politiquement pour résoudre ce problème? Comment cohabiter pacifiquement quand on est dans une même petite planète dont on ne peut pas sortir, où les différences politiques, philosophiques et religieuses sont radicales? On se tue pour cela!

Voilà la question qui m'intéresse. Je suis moins fasciné par tout ce qu'on peut faire sur Internet que par cette question politique. Internet, d'accord, c'est très bien, mais la question politique de la cohabitation reste centrale, même s'il y a Internet partout. Internet sert à faciliter la communication entre les gens, mais ce ne sont pas ces gens-là qui m'intéressent, c'est la façon dont ils vont cohabiter pacifiquement avec des personnes dont ils n'ont rien à faire. C'est donc la question de la paix et de la guerre.

C'est pourquoi je pense que la communication est la grande question du XXI^e siècle. Allons-nous cohabiter pacifiquement? Allons-nous nous taper dessus?

La naissance de la politique arrive lorsqu'on trouve un moyen de cohabiter pacifiquement quand on est différent.

Christine OCKRENT. — Merci à nos intervenants.



Intervention

Internet : bienfait ou handicap pour la culture



Jean-Noël JEANNENEY

historien, ancien président
de la BNF

Jean-Noël JEANNENEY. — Je vous remercie, monsieur le Secrétaire général, pour cet accueil si chaleureux, et je me hâte de vous retourner vos remerciements. C'est pour moi un privilège de me retrouver devant l'auditoire que vous formez. J'ai reconnu d'ailleurs plusieurs visages de personnalités qui m'ont accueilli, au gré de voyages tout autour de la planète. Permettez-moi de leur adresser un remerciement collectif.

Vous m'avez convié à venir traiter d'un sujet immense, qui a été, si je le comprends bien, déjà abordé avec vigueur précédemment dans la matinée. Dans la demi-heure que vous voulez bien m'accorder, je voudrais vous proposer quelques pistes de réflexion sur les effets de l'Internet, de la toile et des nouvelles technologies, sur notre manière d'appréhender la culture. C'est en effet notre manière et votre manière, puisque c'est au premier chef votre vocation et votre destinée que de vous soucier de ces questions.

Je ne pourrai bien évidemment qu'ouvrir certaines pistes, et je regrette que nous ne puissions pas longuement en débattre ensemble, mais je voudrais en tout cas marquer ici devant vous le fruit de quelques réflexions spécifiques, qui sont nées pour moi d'un combat, dont vous avez peut-être recueilli quelques échos.

J'ai été amené à conduire ce combat à la Bibliothèque nationale de France, au sujet de la numérisation des livres, pour éviter qu'un grand moteur de recherche américain, dont l'intitulé est probablement proche de votre esprit, ne devienne monopolistique dans ce champ. Non qu'il ne s'agisse, d'aucune façon, de s'en prendre à lui (nous nous en servons beaucoup, comme d'autres moteurs de recherche) mais c'est avec

l'idée que tout monopole est riche d'incertitudes et de périls.

Vous évoquez avec beaucoup d'obligeance l'émission *Concordance des temps*, pour laquelle j'ai trouvé avec bonheur, grâce à Internet, un public tout à fait nouveau, dans la mesure où l'on est désormais libre de ce rendez-vous immédiat, que seule la modulation de fréquence pouvait donner dans l'Hexagone. C'est assez dire que, d'entrée de jeu, je ne gémissais pas devant ces nouvelles technologies. Au contraire, j'éprouve comme beaucoup d'entre vous une sorte d'allégresse devant les dons prodigieux que la toile peut nous prodiguer.

Enfin, puisque je suis voué à réfléchir en historien, je suis, comme d'autres, d'abord conduit à un rapprochement avec le seul moment de l'histoire de notre civilisation où nous avons connu un bouleversement d'une telle ampleur; je veux parler évidemment de l'invention de l'imprimerie autour de Gutenberg, où l'on avait déjà été frappé parmi les contemporains, comme aujourd'hui me semble-t-il, de la formidable ambivalence de l'invention.

L'imprimerie était propre d'abord à offrir des cadeaux admirables pour la diffusion de la culture gréco-latine, et de la culture chrétienne avec la diffusion de la Bible. En effet, il n'y aurait pas eu de Réforme et de Contre-réforme sans l'invention de l'imprimerie. En même temps, on avait bien dû constater (ce qui fut un chagrin parmi beaucoup de contemporains, dans les universités et les monastères) que des civilisations, plus limitées démographiquement et en capacité de rayonnement, pour n'avoir pas pris le train de la modernité, n'avaient de ce fait pas connu l'expansion qu'elles avaient eue auparavant et, d'une certaine façon, s'étaient même rabougries.

Autrement dit, il est apparu dès ce moment-là (je crois que c'est une leçon qui vaut encore pour aujourd'hui) qu'il n'y a pas, au cœur de ces nouvelles inventions, de destinée manifeste, ni d'obligation que ce soit fécond ou périlleux. C'est là qu'intervient tout simplement la détermination politique, civique et culturelle, des individus, des groupes et des nations.

Ces civilisations, ainsi que les langues, ont parfois été affaiblies ou ont disparu, de la même façon que l'on peut voir dans la biodiversité se rabougir la richesse. Elles me paraissent évoquer le poème que j'aime beaucoup de Supervielle: « Le monde est plein de voix qui perdirent visage et tournent nuit et jour pour en demander un. »

Alors, je n'ai pas le goût que ces visages disparaissent. Il me semble que

c'est notre responsabilité. Vous tous qui travaillez à la diffusion de notre langue, et bien sûr au-delà de la langue car c'est non seulement un instrument, mais aussi un outil merveilleux de dialectique avec le fond des choses, vous tous qui y travaillez, vous êtes directement concernés par cela.

Pour apporter quelques éléments de réponse à cette interrogation, je vous propose de considérer d'abord l'évidence de trois nouveautés majeures. Ensuite, ce sera le péril de trois illusions répandues et enfin, la nécessité de trois déterminations publiques (je veux parler de celles de l'État). On n'invite pas un vieux khâgneux sans dommage, qui propose spontanément un plan en trois parties divisées en trois sous-parties! Lorsqu'on ne dispose que d'une demi-heure pour s'ébattre intellectuellement, il est plus sûr de pouvoir se raccorder à ce lien familier, à cette organisation déjà bien connue par nous de la pensée.

Ce sont tout d'abord trois nouveautés majeures, sinon radicales, dans les relations du public, c'est-à-dire le nôtre, le vôtre, avec les œuvres, les créateurs et les auteurs, mais aussi avec les industries, au sens le plus noble du terme, et les commerces qui portent ces œuvres.

Je voudrais d'abord mettre l'accent sur les conséquences de l'irruption de l'Internet, quant aux relations avec l'accès temporel du public à celles-ci. J'imagine que vous l'éprouvez aisément au quotidien. Je pense moins d'ailleurs à l'accélération de l'installation des nouvelles technologies, car on peut considérer que l'installation du téléphone dans la vie quotidienne des Occidentaux a connu à peu près la même durée que celle décidée des ordinateurs chez nous.

Je ne pense pas non plus tellement à la promptitude de la circulation de l'information en tant que telle: il y a plus d'un siècle que nous connaissons une quasi-instantanéité de l'information sur ce qui advient, au moins dans les pays rattachés par les moyens modernes de communication, à savoir les câbles transatlantiques, la radio, etc.

Encore que c'était évidemment réservé jusqu'à présent à certains types d'information; ce sont celles que se disputaient Harry Blount et Alcide Jolivet dans *Michel Strogoff*, dans le bureau du télégraphe bombardé par les Tatares, quand il s'agissait de raconter le plus possible la bataille, vers Paris ou Londres. Cette promptitude s'est étendue à un commerce individuel que nous pouvons avoir, les uns et les autres, avec les œuvres et l'héritage du passé.

Je pense surtout, dans ce chapitre, à la libération qui nous est offerte

par rapport à la fugacité des flux : on peut désormais stocker avec la baladodiffusion. Je me hâte de ne pas dire podcaster (ce qui s'appelle de la préterition) pour que je ne sois pas blâmé à l'Alliance française, tout en vous invitant à trouver peut-être un mot de légèreté plus patente que la « baladodiffusion », si nous voulons combattre l'utilisation du mot « podcast » ; je me battrais bien pour courriel contre e-mail, mais dans le cas de podcast, c'est un peu plus difficile.

Quant au fond des choses, cela permet désormais d'avoir avec les œuvres, qu'elles soient essentielles ou de surface, une relation tout à fait nouvelle, un peu comme celle que nous avons depuis toujours avec les livres ou les disques. Cette maîtrise du moment de l'accès à ces produits culturels est évidemment une donnée fondamentale et qui mérite d'être saluée avec quelque allégresse.

La deuxième nouveauté majeure, sur laquelle je voudrais insister, ce sont évidemment les relations différentes avec l'unicité des œuvres. Je sais bien que les peintures majeures de l'histoire de l'Occident ont été, de très longue main, diffusées par l'intermédiaire des gravures, qu'elles soient soignées, efficaces, vraiment fidèles à l'œuvre ou qu'elles soient simplement une déformation un peu caricaturale.

Je sais bien que l'on n'a pas attendu Internet pour inventer le musée imaginaire, du côté d'Elie Faure ou d'André Malraux, mais le phénomène s'est, à cet égard, prodigieusement accentué. De ce fait, dans la diffusion de la culture, par ceux qui en ont en particulier la charge comme médiateurs éminents, se trouvent des défis au caractère inédit.

On est frappé du fait que la photographie a été conduite à y résister. Je l'ai bien vu à la Bibliothèque, quand j'ai développé la galerie permanente de photographie. Les photographes, qui se sentent voués à voir leurs œuvres reproduites quasiment à l'infini, sont amenés, avec le système des numérotations, à lutter contre. C'est significatif et il s'agit d'une forme de protestation vitale.

La troisième nouveauté majeure, c'est évidemment le rapport très différent avec l'unicité des œuvres ; cela me paraît d'une grande importance, qui n'a pas été encore suffisamment explorée. Cela protège finalement le droit moral, à côté du droit d'auteur, depuis toujours du côté de l'Europe, et bien plus qu'aux États-Unis. Je sais bien que Marcel Duchamp mettait des moustaches à la Joconde, et qu'il y a donc déjà eu un effort de légitimation, aux yeux de beaucoup, de réutiliser les œuvres pour nourrir de nouvelles réalisations culturelles. Cependant, le rythme est

complètement différent et tout change.

On l'a bien vu dans la musique : il y a une possibilité, très positive, de faciliter des créations remarquables, enracinées dans le tuf de ce qui existait déjà. En revanche, il y a aussi le risque de la violation trop aisée de ces œuvres. Je ne veux pas faire de peine à M^{me} Viviane Reding, l'ancienne commissaire aux médias, qui appelait avec tant d'élan (et, à mon avis, tant de perversité) à ce que le système européen du droit d'auteur cède la place au système de copyright ; toutefois, si elle entend parler de mes propos, je n'en serai pas tellement chagrin. Il y a là une réalité, une nécessaire protection, ce qui n'empêche rien. Comme toujours, les œuvres ne naissent pas de rien et s'enracinent dans le terreau de ce qui a précédé.

Ces observations conduisent à noter forcément qu'un tel tohu-bohu, un tel chambardement, une telle remise en cause fondamentale des équilibres, sur lesquels nous avons vécu dans l'ordre de la culture (sans pour autant s'en étonner, ni que cela aille jusqu'à hébéter l'intelligence, en tout cas ni la nôtre ni la vôtre) peuvent conduire de bons esprits à être un peu égarés, avec une sorte de sentiment d'ébriété inquiète, en nourrissant trois illusions majeures, sur lesquelles je voudrais insister un moment.

En effet, quand ces illusions sont nourries et diffusées, il y a, me semble-t-il, de vrais périls pour tous ceux qui veulent accéder à la culture. Il faut donc les dissiper, si on veut que la formidable ambivalence de ces nouveautés n'aboutisse au pire pour les industries culturelles, les auteurs et les créateurs, soit pour la culture elle-même et, la culture et la politique étant si proches l'une de l'autre, pour une république éclairée.

La première illusion, qui a beaucoup de puissance ici ou là mais avec une inégalité suivant les continents, est que serait efficace la « main invisible » d'Adam Smith. Je sais bien qu'il est beaucoup plus compliqué que cette formule à laquelle on a essayé de le réduire, mais j'ai vu avec quelque amusement qu'un des premiers directeurs de Google, chargé de la numérisation des livres à partir de 2004, s'appelait Adam Smith ! C'est un synonyme (on a bien le droit d'être un peu potache) que j'ai salué explicitement avec une fausse révérence.

C'est l'illusion que par une étrange alchimie, parmi la confusion d'un tel tourbillon d'excitation neuve, de forces contraires et d'imagination dévergoncée, avec la somme des intérêts personnels et égoïstes des

individus et des firmes, tout cela aboutisse au meilleur des mondes possible. Comme disait Mandeville dans *La Fable des Abeilles* : à vice privé, vertu publique !

Il me semble que l'expérience de l'histoire rejoint ici la lucidité, sur le tableau qui est devant nous, pour refuser cette idée. Par conséquent, de façon symétrique, la puissance publique a son mot à dire.

La deuxième illusion est que désormais, la création individuelle serait vouée plus ou moins à disparaître, au profit d'une création collective. Les choses les plus belles, les plus vraies, les plus sages et les plus justes seraient désormais le fruit d'une sorte de danse de créateurs multiples, que bien sûr Internet et l'ordinateur permettraient largement.

Je ne nie pas le charme du travail d'équipe. Si j'ai tant aimé faire des documentaires de télévision, c'est parce qu'on quitte ainsi la solitude en tête-à-tête devant l'ordinateur. C'est également vrai pour le cinéma, où de très grandes œuvres naissent de la collectivité. Néanmoins, presque toujours, quelqu'un est chargé de centraliser tout cela.

Je ne pense pas que cela soit voué, d'aucune façon, à faire perdre de vue le prix, l'intensité et la nécessité de la création individuelle. C'est particulièrement patent en littérature. J'observe à titre métaphorique que même Erckmann et Chatrian, qui pendant quarante ans ont fait les romans que nous savons, ont fini par se brouiller dans un vacarme épouvantable, juste avant qu'ils ne disparaissent. C'est également vrai pour Flers et Caillavet, Meilhac et Halévy. Toutefois, peut-on considérer que ce sont les sommets de notre culture occidentale ? Je n'en suis pas absolument sûr.

Même si c'est un sujet que je ne peux traiter ici longuement, vous constaterez que cette réflexion peut aussi s'appliquer à Wikipédia, qui est un sujet en soi, et qui a pris tant d'importance sur nos écrans et dans notre manière d'enseigner à nos élèves et étudiants ; Wikipédia arrive en tête de la hiérarchisation – ou du *page ranking* pour utiliser le vocabulaire de Google. Il mérite, ou en tout cas mériterait, du point de vue que je développe, une analyse particulière.

Je sais que je dois respecter les trente minutes que vous m'avez accordées, et je le ferai donc. En effet, lorsqu'on est invité au moment où point la fin, il faut être particulièrement bon élève ! Mais pas assez pour ne pas vous dire que Wikipédia souffre à mes yeux de deux grands défauts. En dehors de la générosité de ce bénévolat et de cet enthousiasme, que les créateurs ont su cristalliser à bon escient et à

grand mérite, il y a deux grands défauts que vous constatez peut-être et qui nous posent des défis dans notre enseignement en France ou à l'étranger.

D'une part, la véracité des faits est souvent incertaine et chacun a sans doute des exemples à l'esprit. Je pense, en particulier, à l'anecdote que Pierre Assouline (le romancier que beaucoup d'entre vous ont souvent invité) aime à narrer, car elle le concerne directement : des étudiants ont voulu lui faire une niche et ont glissé dans sa notice personnelle, outre ses nombreuses qualités de biographe et de conférencier, qu'il était un champion du jeu de paume depuis son adolescence. Ainsi, lorsqu'il est présenté dans des conférences comme celle-ci, le présentateur ne manque jamais de terminer en révélant, après toutes ses qualités et pour surprendre l'auditoire, qu'il est un champion du jeu de paume !

C'est évidemment complètement imaginaire, et il s'agit d'un canular. Si cela a été supprimé dans sa notice, celle-ci n'est, bien sûr, pas efficace car la toile garde mémoire de tout. Tel ce malheureux auquel on avait attribué l'assassinat de Robert Kennedy et qui l'a su quelques mois plus tard, alors qu'il était tout à fait innocent de ce crime.

L'autre grand défaut de Wikipédia, qui est peut-être plus lourd, est de mettre sur le même plan des données qui sont d'une importance complètement différente, et ainsi de travailler contre tout effort de l'intelligence et de la culture, qui est de hiérarchiser, organiser, démontrer et pas uniquement de juxtaposer.

Enfin, une troisième illusion, probablement la plus grave et avec la plus grande conséquence, qui touchera pour vous, je crois, une corde sensible, est la question de l'illusion de la gratuité. Si cette illusion triomphait, selon laquelle on entrerait dans un monde de la gratuité, elle conduirait à coup sûr à un rabougrissement de la culture. J'ai envie de dire à une « jivarisation », comme on réduit les têtes, en laissant derrière elle un cimetière d'industries pourfendues et de créateurs découragés.

On est en fait ramené au débat passionnant et passionné, qui a agité l'Occident au milieu du XIX^e siècle à propos du droit d'auteur. Il y avait ceux qui disaient, du côté des socialistes comme Louis Blanc, qu'il ne fallait aucun droit d'auteur, car le créateur avait finalement le mérite et la chance de faire surgir de la réalité culturelle antérieure, des œuvres dont il n'était que le médiateur. Cette idée, selon laquelle il ne fallait pas de droit d'auteur, a été largement dépassée.

Enfin, il y avait aussi ceux qui disaient, avec Bastien, qu'être créateur était comme bâtir une maison et qu'il fallait que l'on garde la possession de cette œuvre et son exploitation, de génération en génération, jusqu'à la fin des temps. C'est donc entre les deux que nous sommes arrivés à la solution que vous connaissez, grâce à la sagesse de l'économiste Walras.

Il y a donc cette idée que les choses pourraient être gratuites. Cette conception de Louis Blanc me semble très périlleuse. Il faut répéter sans relâche que, dans ce domaine, le citoyen paie toujours : il a toujours à pourvoir à quelque chose qui coûte de l'argent. La seule question est de savoir s'il y pourvoit comme contribuable, en tant qu'acheteur à la pièce de l'œuvre à laquelle il souhaite accéder ou s'il y pourvoit comme consommateur par le détour de la publicité, qui augmente le prix des produits qu'il achète.

La question me paraît civiquement et culturellement simple : quel est, de ces canaux qui pourvoient au coût de la numérisation, celui qui est le plus voué à servir la diversité, la véracité et une bonne diffusion des œuvres en question ? Je ne pense pas qu'il faille en choisir un seul, mais il me paraît dangereux de penser que l'on peut se priver du chenal de l'argent public ou de l'intervention publique.

Parmi toutes les déterminations que l'on doit nourrir à ce propos, c'est celle qui est la plus forte : on a besoin d'État. Il y a trois rôles, au moins possible de l'État et, par conséquent, trois devoirs sur lesquels, pour finir, je voudrais insister.

Quand je dis l'État, je ne pense pas évidemment à un État jacobin, ce qui serait tout à fait absurde dans un monde dont la richesse même est d'être réticulaire, c'est-à-dire fondé sur des réseaux et des échanges, ce qui apporte une formidable nouveauté, bénéfique par rapport à beaucoup de systèmes antérieurs.

J'entends naturellement l'État au sens des grands établissements nationaux, auxquels pourvoient les impôts des citoyens, mais également les réalités européennes et régionales, ainsi que l'ensemble des organismes, qui pour certains sont même de droit privé, telles les associations. Celles-ci, en réalité, n'ont pas comme but majeur de faire du profit (même si leur financement et les profits éventuels sont utiles pour assurer leurs missions) mais ont comme principale tâche de servir une mission d'intérêt public et collectif.

Or, il revient d'intervenir sur cet ensemble de forces dans la société, de

combiner leur dynamisme avec celui de la quête du profit, pour réguler ici comme ailleurs les effets, sans laisser ces deux ressorts, qui sont le désir d'influence et le profit, se contrer et s'affaiblir mutuellement.

Cependant, il ne s'agit pas non plus de céder à quelque tentation jacobine, comme je le disais, ni d'abdiquer en rien de ce qu'il y a d'unique dans cette mission civique. En revanche, c'est agir, soit par organisation et régulation, soit par intervention directe si nécessaire. À cet égard, on constate, dans nos pays, l'efficacité du système binaire dans le domaine de l'audiovisuel : l'un est privé et l'autre public. Cette efficacité peut probablement être élargie à un domaine aussi neuf que celui de l'Internet, même si la différence est considérable.

On dit, en effet, qu'aucun média n'a été écrasé par un nouveau média apparaissant. Cela a été vrai jusqu'à présent, pour la radio par rapport à la presse ou pour la télévision par rapport à la radio. Cependant, il se peut aussi que ce ne soit pas toujours vrai et, comme on le voit bien dans l'angoisse des journalistes aujourd'hui, Internet a probablement quelque chose de *sui generis* qui mérite d'être salué (j'utilise à dessein cette locution latine, qui a, sur la toile, un goût tout à fait délectable).

Pour assurer la pérennité d'abord de ce que porte la toile, de toutes les formes numériques du savoir et de la culture, il y a la question de l'archivage. On ne peut pas accepter l'idée de laisser s'enfuir tout ce qui est passé sur nos ordinateurs, car ce serait se vouer à ne rien comprendre rétrospectivement (je pense aux générations futures) de ce qui a prévalu, de ce qui s'est cristallisé dans l'ordre du politique et du culturel. On ne pourrait guère comprendre le référendum négatif en France de 2005, sans voir le rôle joué par les ordinateurs. Il faut donc à tout prix en conserver la trace.

On est d'ailleurs engagé dans une sorte de course de vitesse assez dramatique entre, d'une part, l'extension quasiment exponentielle de ce qui circule sur Internet et, d'autre part, la capacité des institutions publiques, chargées de la mémoire, de recueillir, de conserver et d'inventorier les richesses en question.

Je crois que cette bataille peut être gagnée, que cette course peut être réussie. Nous avons lancé à la Bibliothèque nationale, en liaison avec d'autres très grandes bibliothèques nationales universelles, tout un travail de dynamisme dans ce domaine qui est, me semble-t-il, en voie de réussir.

Seules les instances publiques peuvent assurer la pérennité par rapport

à la migration des supports. Il est clair, pour *Book Search*, *Google* ou tout autre outil, qu'une entreprise privée n'a pas la même vocation qu'un établissement public, qui dure depuis plusieurs siècles, à s'assurer que, de technique en technique, les richesses accumulées demeureront.

L'État doit être maître des horloges, comme nous l'avons dit, c'est-à-dire le garant de la longue durée. C'est aussi vrai pour l'audiovisuel numérisé. J'avais été heureux et fier (c'était un hasard chronologique) de pouvoir porter au Parlement, lorsque j'étais à la Communication, la loi du 20 juin 1992 qui installait l'Inathèque, c'est-à-dire l'accès du dépôt légal de l'audiovisuel. En somme, c'est dans la même ligne qu'il faut avancer.

La deuxième nécessité est celle de guider dans le vrac, qui est le péril majeur de la toile, le danger suprême, à partir d'autres critères de hiérarchisation que ceux définis par la quête du profit. C'est la validation nécessaire au service de la vérité, contre le vrac et les périls de la vitesse (je me suis amusé avec les «v» et j'ai ensuite cherché pour l'argent) en refusant de devenir le serviteur du veau d'or! Ce sont mes cinq «v» et vous en ferez l'usage que vous voudrez, tout autour de la planète.

En tout cas, il s'agit de trouver d'autres critères de classement que ceux de la publicité. Déjà Brin et Page (je les ai d'ailleurs trouvés grâce à *Google*), les deux géniaux fondateurs de ce moteur de recherche, avaient dit en 1998 que si on laissait la publicité organiser la hiérarchisation des offres et des renseignements sur la toile, ce serait toujours aux dépens du citoyen et au profit de celui qui cherche à s'enrichir, ce qui serait très dommage. Ils prenaient l'exemple des téléphones portables, en disant qu'en choisissant de faire une recherche sur ces derniers, avec une publicité qui gouverne, on obtiendrait en tête toutes les informations sur les grandes entreprises qui offrent des téléphones portables. En revanche, s'il s'agit de l'intérêt public, dans ce cas, il y aurait en tête le dernier rapport traitant des dangers de l'utilisation du téléphone portable pendant la conduite.

Cela vaut pour la culture dans son ensemble: quand on tape «Vinci» et que l'on a essentiellement et toujours *Da Vinci Code* plutôt que Léonard, cela pose un problème. À cet égard, il y a un classement qui aboutit à ce que *Stendhal*, pour les *happy few*, plusieurs décennies plus tard, ne serait pas très heureux. En somme, l'idée de base est celle que *Julien Gracq* développait dans les *Carnets du grand chemin*, en disant tout simplement que le savoir n'est pas fait (je le cite) «pour s'enrichir

pleinement par la culture. Il ne suffit pas de lire, il faut savoir s'introduire dans la société des livres, qui nous font alors profiter de toutes leurs relations et nous présentent à elles de proche en proche à l'infini».

D'où la nécessité de se battre pour les langues et pour la diversité culturelle, dans la suite de l'Unesco. D'où la nécessité de la bataille que nous avons menée, pour qu'à côté de *Jstor* existe *Cairn*, pour briser ce cercle vicieux: comme les grands établissements du monde n'avaient accès qu'aux revues en langue anglaise, ceux qui voulaient se faire connaître devaient de ce fait écrire en langue anglaise; on était ainsi à l'intérieur d'un système évidemment redoutable, d'où la création de *Cairn* et de *Persée*.

La Bibliothèque nationale, en arrachant l'autorisation de Bercy, avait contribué de façon symboliquement forte en investissements dans *Cairn*, qui permet aujourd'hui d'accéder aisément aux revues en langue française, avec tous les effets positifs consécutifs.

Tout cela conduit finalement pour l'État à la nécessité de combattre le monopole privé et même tout oligopole, au profit de la diversité. C'est celle-là même que l'Unesco célébrait en 2005, en ayant la conscience claire de la menace que des acteurs privés portaient pour la diversité de la connaissance, en allant toujours au bout de leur pouvoir, même si je ne leur en fais pas reproche puisque c'est leur nature même.

Il s'agit de la question de la hiérarchie. C'est ce que le sociologue américain Merton (cela a été repris ensuite par *Françoise Benhamou*, l'économiste de la culture) avait appelé *l'effet Matthieu*, d'après l'Évangile de Saint Matthieu où on lit: on donnera à celui qui a et il aura en plus, mais celui qui n'a pas, on lui enlèvera même ce qu'il a; c'est l'effet Matthieu de la culture.

C'est évidemment vrai sous l'effet simplement de la recherche de l'argent, de la publicité comme dominante. Je n'en ai pas très envie, mais cela viendra forcément avec *Google* et les jeunes gens tous formatés de la même façon. Ce sont ceux-là mêmes qui venaient nous voir, avec un mélange de naïveté et d'arrogance, pour nous proposer des alliances à la BNF, dans les années 2005, 2006 et 2007, persuadés qu'il était possible à la fois de faire le bien et de gagner beaucoup d'argent.

J'ai rencontré depuis le prix Nobel d'économie *Phelps*, qui disait qu'il valait mieux respecter la règle: *If you want to do good, you must not do well*. Ce n'est évidemment pas le cas, la publicité est très redoutable. Je

n'ai pas envie, même à titre symbolique, de voir à côté de *Don Quichotte* une réclame pour des éoliennes, ou d'utiliser *La Recherche du temps perdu* pour vendre des madeleines, ou encore *Le Petit prince* pour des marchands de moutons!

D'ailleurs, ce n'est pas tant l'aspect symbolique. En effet, je cherchais l'autre jour un livre sur *Google Book* et, soudain, est apparue à droite une publicité en plusieurs mouvements, où une dame très grosse devenait progressivement une sylphide, grâce à un « petit truc »; je n'ai pas cherché à savoir de quoi il s'agissait, alors que je cherchais du Victor Hugo. Je pensais alors que cela aurait été mieux avec *Le Martyre de l'obèse* de Béraud qui, dans les années 20, avait eu le prix Goncourt.

Cela pour la petite anecdote finale, que tout enseignant doit développer au moment où son propos est sur le point de s'achever, où la fin risquerait d'empiéter légèrement sur l'attention. Même si, dans votre cas, c'est exactement le contraire, et je vous en sais gré!

Puisque mon temps est écoulé, je terminerai ces propos en vous disant qu'il y a eu à l'Alliance française, du point de vue de la croisade que nous avons menée (non par hostilité à *Google* mais au nom de la diversité, de la création et de la numérisation des livres) la conviction que c'était très important aussi du point de vue du rayonnement de la France.

J'ai été très frappé! J'ai d'ailleurs publié en 2005 un petit livre manifeste que j'ai réédité ensuite. Je le ferai à nouveau dans quelques semaines avec les derniers épisodes, car celui-ci a connu un incroyable succès, tout autour de la planète – je sais bien que c'est principalement grâce à l'auteur! En fait, pas du tout, car c'est simplement un manifeste.

En tout cas, pour une fois, la France était capable, sans arrogance et avec détermination, d'affirmer qu'il était possible de créer une bibliothèque numérique européenne, en contrastes, en différences et peut-être un jour, mais à égalité, en tutoyant et en collaborant avec *Google*. En revanche, cela ne peut être dans les conditions qui ont été esquissées en août dernier, où on allait rencontrer *Google*, la tête basse, en leur demandant d'être assez bons pour numériser nos livres et garder la propriété des fichiers! Il ne s'agit pas de cela.

Cependant, il est possible de le faire, et cela a été écouté. J'étais, en effet, au Japon en septembre pour la traduction du livre, où 90 M€ sur un an et demi avaient été débloqués pour numériser un million de livres. Et c'était le moment où la France aurait décidé tout à coup, par un

incroyable et scandaleux tête à queue, de renoncer à ce qu'elle était! Nous nous sommes beaucoup battus en tant que citoyens, par rapport à l'opinion, pour obtenir qu'il en aille autrement. Je crois que les dernières décisions des pouvoirs publics français sont heureusement à même d'aller dans le même sens, en écoutant tout simplement *La Rochefoucauld*. Je ne doute pas que Nicolas Sarkozy ait lu *La Rochefoucauld*, qui disait que: « Les vertus se perdent dans l'intérêt comme les fleuves dans la mer ». Comme c'est vrai! C'est pour cela que l'on a besoin d'État, en se mettant en garde contre quelques tentations.

D'abord, une tentation est de dire que l'Europe et la nation sont des cadres dépassés. C'est faire bon marché de la valeur d'exemplarité de ces acteurs dans le monde d'Internet, monde universel et, en même temps, qui redonne, si on y veille, une incroyable force et spécificité des différentes langues et cultures qui sont précisément la richesse de l'humanité.

Ensuite, une autre tentation est de se dire que l'on doit renoncer à la régulation, cette antienne bien connue, car de toute façon, cela ne marchera pas! Comme cela ne fonctionnera pas, ce n'est donc pas la peine de faire une loi qui sera déconsidérée. On avait d'ailleurs dit la même chose pour l'impôt sur le revenu en 1905, comme quoi ce serait une très bonne idée mais que les gens tricheraient, et qu'il ne serait pas possible de le faire respecter. Je n'ouvrirai pas la grande question de l'Hadopi.

Enfin, la dernière tentation serait de se laisser décourager, avec cette sorte d'hébétude qu'on éprouve parfois devant l'immensité du problème, devant l'immensité de la toile. Je pense que l'on peut se nourrir des réussites de nos prédécesseurs, des déterminations civiques que nous pouvons avoir, et ne pas nous laisser en quelque sorte détourner par la technique. En effet, on peut toujours demander aux techniciens d'expliquer de quoi il s'agit, et cela marche.

Bref, je pense souvent dans cette bataille (pour l'heure, elle semble se terminer provisoirement, car il faut voir les modalités de façon assez positive du côté de la France et de l'Europe) à ce mot qu'avait De Gaulle, qui disait de Beuve-Mery (ce qui est d'ailleurs assez injuste dans ce cas précis mais le mot était joli) que c'était un « monsieur faut que ça rate ». Il y a effectivement un certain nombre de « faut que ça rate ». Alors, je vous en prie, écartons-les de ce débat. Cependant, comme il n'y

en a aucun dans la salle, c'est pour moi une manière réitérée de vous adresser mes remerciements pour votre amicale attention.

Jean-Claude JACQ. — Nous n'avons pas le temps, malheureusement, d'un débat avec la salle, mais je voudrais vous poser une question, qui intéresse tous nos présidents et directeurs.

C'est au président de la Bibliothèque nationale que je m'adresse. Les Alliances françaises, depuis un siècle, ont constitué des bibliothèques. Elles ont beaucoup investi et travaillé dans ce domaine, et des travaux de renouvellement des fonds ont été entrepris. Aujourd'hui, la plupart sont devenues des médiathèques; en effet, le terme de bibliothèque est maintenant assez mal porté et il faut parler de médiathèque, sans quoi on ne serait pas sérieux. En outre, ce sont des médiathèques qui abritent un bon nombre de supports, même s'il s'agit encore essentiellement de livres.

Que pensez-vous de l'évolution actuelle? J'ai des amis (et cela me surprend, vu leur âge) qui me disent lire sur les tablettes et ne plus emmener les livres en voyage avec eux, car ils lisent de plus en plus en numérique. Que donneriez-vous comme conseil à un président ou un directeur d'Alliance sur l'avenir de sa bibliothèque? Faut-il investir et faire des efforts? Est-on un peu dépassé à présent en proposant, au public d'étudiants ou aux membres extérieurs, des bibliothèques diverses actualisées? Qu'en pensez-vous?

Jean-Noël JEANNENEY. — J'ai eu le privilège de visiter beaucoup des médiathèques dont vous parlez, au hasard de mes voyages autour du monde et de mes visites aux Alliances françaises. Je sais le prix et également la difficulté qu'il y a parfois à les entretenir, compte tenu de l'évolution des crédits. Je ne traiterai évidemment pas ce point, car vous êtes plus au fait que moi.

La question que vous posez, c'est en effet celle de l'avenir, et c'est une question de fond. Y aura-t-il substitution de ces bibliothèques d'ouvrages papiers par un type de commerce, au sens noble du terme, avec exclusivement l'Internet? Ma réponse est très clairement non. Je ne pense pas prendre mes désirs pour des réalités mais, comme le disait Jaurès: « L'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène ». Je suis persuadé que perdurera une relation étroite.

L'accès aux œuvres par Internet, même par la planchette qu'Apple présente aujourd'hui, peut et doit créer de nouveaux appétits.

Je le voyais d'ailleurs très clairement jusqu'en 2007, quand j'étais encore à la Bibliothèque nationale, car nous l'étudiions de près avec des sondages, des interrogatoires et des questionnaires. Un certain nombre de consultations disparaîtront effectivement. On a bien vu mourir le « Quid », comparé à la rapidité de l'ordinateur. Si on veut savoir ce que le Secrétaire général a dit de Cléopâtre, dans un discours qu'il a tenu en 2004, d'après son nom et le mot Cléopâtre, il y a de fortes chances que cela resurgisse des actes. Si l'on veut connaître son opinion sur les rapports entre la démocratie et le capitalisme, il faudra dans ce cas plutôt passer par des ouvrages approfondis.

Je pense, dans un deuxième temps, que cela ramènera à la nécessité des relations avec le livre. Cela donnera également plus d'importance et de charme au métier des médiathécaires ou des bibliothécaires, car ceux-ci joueront plus que jamais un rôle de médiateur entre l'immensité de la connaissance et ceux, citoyens ou élèves de nos Alliances, qui souhaitent y accéder. On en aura besoin et le métier deviendra plus intéressant, à condition, naturellement, qu'ils ne boudent pas les nouvelles technologies, enfermés dans un passéisme absurde, qu'il y ait effectivement des écrans, des ordinateurs et qu'ils aident les gens à y accéder, ainsi qu'aux œuvres par baladodiffusion.

Tout cela est un formidable avantage. Beaucoup utilisent *Gallica*, qui doit encore être amélioré du point de vue de l'ergonomie, mais qui est très précieux. Nombre d'entre vous, comme je l'ai souvent constaté à l'étranger, utilisent la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France, qui s'est ralentie depuis trois ans mais qui va reprendre une énergie nouvelle.

Il s'agit bien de cela. On a besoin de lieux de rencontres, de sociabilité, de lieux culturels où l'on se retrouve et où on discute, en utilisant tous les moyens de l'accès à la connaissance. Cela sera le fait de la médiathèque, et rien ne vaudra jamais autant que l'accès immédiat de ce dont on peut se saisir: comme il y a des achats d'impulsion, il y a des consultations d'impulsion, ce qui est fondamental.

Il y aura sur le long terme, j'en suis persuadé, une dialectique entre les moyens électroniques et les moyens traditionnels d'accès à la culture.

C'est une dialectique qui méritera que l'on continue de s'en préoccuper et d'en incarner le souci dans ces magnifiques médiathèques et bibliothèques, qu'à grand mérite, vous continuez d'entretenir.

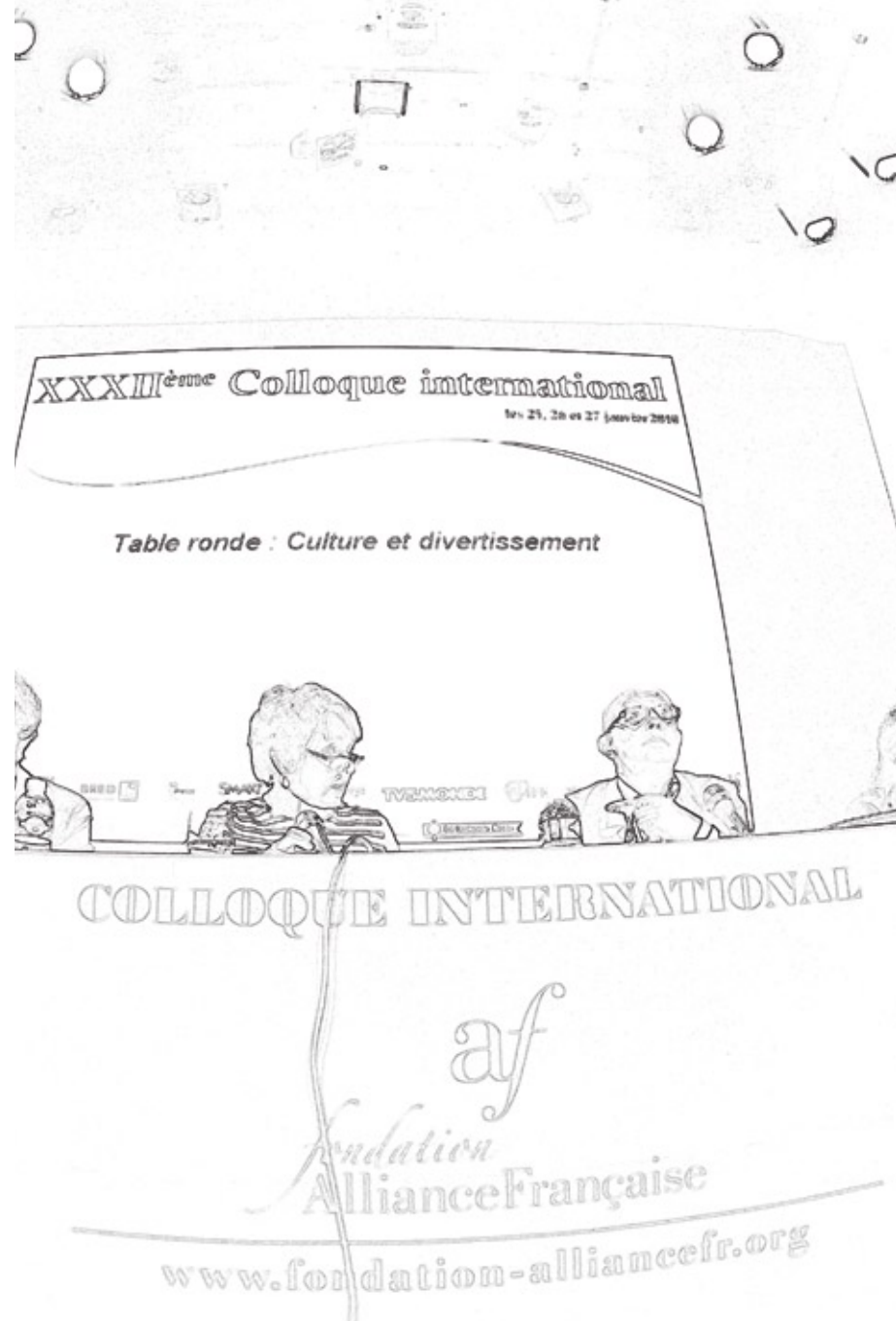


Table ronde Culture et divertissement



PRÉSIDENTS

Catherine TASCA

ancien ministre de la Culture

Jean-François KAHN

journaliste et écrivain

Fatou DIOME

écrivain

Olivier DONNAT

sociologue (ministère de la Culture)

Catherine TASCA. — Je n'ai pas envisagé de faire un exposé introductif. J'aurai simplement quelques réactions à l'intitulé même de notre rencontre.

Il y a, en réalité, deux questionnements, qui sont aujourd'hui d'une extrême actualité et qui ne se recoupent pas forcément.

Ce sont déjà tous les questionnements suscités par le numérique. Je crois que les deux journées qui nous ont précédés, ont fait une part importante à l'émergence du numérique dans les industries culturelles, et par conséquent dans les pratiques culturelles, sur lesquelles Olivier Donnat interviendra certainement.

Cette émergence, qui semble devenir une prépondérance du numérique dans les pratiques culturelles, ne nous dispense pas de nous interroger sur l'autre thème explicite de cette rencontre, qui est la juxtaposition ou l'opposition entre culture et divertissement.

Sur ces deux termes, je pense que la pente naturelle aujourd'hui est plutôt d'opposer « culture » et « divertissement », ce qui n'était pas le cas il y a quelques décennies.

Aujourd'hui, pour parler de façon un peu sommaire, on accole souvent,

au thème de la culture et aux productions culturelles, une image d'austérité, de difficulté et d'élitisme, bien que, dans la précédente décennie, l'attention sur la diversité des cultures ait donné un peu d'air à cette approche de la culture. Vous qui travaillez dans des Alliances françaises sur tous les continents, je pense que vous êtes particulièrement sensibles à cette ouverture à la diversité. Enfin, il n'en demeure pas moins que la culture et les pratiques induites se trouvent souvent classées dans le domaine de l'austérité, voire de l'élitisme.

L'autre terme « divertissement » est presque un puits sans fond. Il faut se souvenir que le divertissement a toujours fait partie, par exemple, des missions des médias de masse. À la création de la télévision de masse, qui, à l'époque, était exclusivement publique, le divertissement faisait partie des obligations. C'était le triptyque suivant : informer, éduquer et divertir.

De nos jours, nous pouvons dire que nous assistons à une véritable enflure du terme « divertissement » qui correspond, non seulement dans le monde du spectacle vivant, mais plus encore dans celui de l'image, à des propositions qui se démarquent volontairement de la préoccupation d'informer et d'éduquer.

Cet objet a été, de façon caricaturale, magnifiquement défini par le patron de TF1 (je ne veux pas en faire l'alpha et l'oméga de notre approche), lorsqu'il a dit que la mission de la télévision était de rendre les cerveaux disponibles pour Coca-Cola et quelques autres annonceurs.

Autrement dit, aux origines de la télévision et de la radio publiques, le terme « divertissement », qui était une facette de la vie parfaitement légitime et visant à égayer les citoyens, est devenu un métier de captation de l'intérêt, ayant envahi (vous le vérifiez chaque jour) l'ensemble des médias, quel que soit le support, d'ailleurs. Le poids des jeux aujourd'hui, des émissions de pur divertissement, est devenu tout à fait considérable. Ainsi, le rapport de force, dans le duo « culture et divertissement », est assez profondément modifié.

Vous vous exprimerez, et chacun aura son point de vue sur cette hypertrophie du divertissement dans la production audiovisuelle. Je pense aux émissions de variétés, mais aussi à toutes ces séries, dont l'objectif est le rire, y compris le rire enregistré ; on est passé du spectacle, qui fait rire réellement, au spectacle qui commande le rire, puisque dans beaucoup de productions aujourd'hui se trouve sur le plateau quelqu'un qui

donne le top des rires pour les personnes présentes dans la salle.

Il y a ici un rapport assez nouveau : le divertissement n'est plus l'accompagnement de l'information, de l'éducation, mais il est en soi le moteur de tout un commerce de la communication.

Pour divertir aujourd'hui, tous les moyens sont bons. La gamme est très large : il y a des produits de divertissement parfaitement respectables, et d'autres dont on peut se demander comment ils peuvent faire partie d'un projet d'ensemble, qui globalement se rattache au projet culturel. D'ailleurs, je suis très intéressée, sur ce plan, par ce que nous dira Olivier Donnat sur l'évolution des pratiques culturelles.

Par-dessus tout cela, il y a aussi Internet. En effet, cette évolution, que je décris vers l'hypertrophie du divertissement, date de bien avant le passage au numérique et l'intervention des nouveaux supports. Cependant, le passage au numérique, l'entrée d'Internet dans tous les actes de la vie quotidienne pour nos concitoyens contribue à transformer énormément les pratiques culturelles contemporaines, surtout pour les jeunes générations, même si des moins jeunes s'adonnent aussi avec enthousiasme à la pratique de la toile.

Une des questions que nous devons nous poser est évidemment en quoi cela agit, rétroagit sur le champ culturel, sur ce que nous pourrions considérer encore demain comme appartenant au monde de la culture et faisant partie des techniques banales de communication et de business.

Je crois qu'une mutation extrêmement profonde est donc en train de s'opérer dans ce diptyque « culture et divertissement », sachant que le numérique est un acteur majeur de cette mutation. Je ne peux pas ne pas évoquer, avant de passer la parole à ceux qui m'entourent, le problème tout de même très spécifique de la langue aujourd'hui. Je sais que vous avez abordé ce sujet dans les précédentes rencontres sur ces deux journées.

L'informatique développe un accès à la langue, qui peut être parfaitement bénéfique pour l'acquisition des langues étrangère et pour l'accès à toute une série de données. Cependant, c'est aussi un instrument qui, dans certains cas, opère une véritable castration de la langue, dans la mesure où Internet représente l'immédiateté, la rapidité, le résumé, et en plus un résumé impératif ; vous savez tous que dès que l'on a reçu un message, on est censé non seulement l'avoir lu, mais aussi y avoir répondu.

Ces nouvelles technologies changent complètement le rapport au temps. Jean-Pierre parlait de la lecture, des lieux de lecture. Il est vrai, qu'avec ces nouvelles technologies, le temps d'absorption d'une œuvre et de la réponse que cela peut appeler est réduit quasiment à néant.

Tous ceux qui échangent sur Facebook, par exemple, sont ahuris de voir avec quelle rapidité le moindre message émis reçoit en retour toute une série de réactions. Je pense, pour ma part (mais je fais vraiment partie de la vieille génération), que cela ne traduit pas toujours un effort d'incubation, de réflexion et de réponse véritable.

Pour résumer, je crois que le rapport « culture et divertissement » a été largement perverti dans les décennies précédentes par le lucre, l'activité commerciale, qui s'en est emparé et qui a fait du divertissement un instrument de conquête commerciale aux dépens du projet culturel, artistique et pédagogique qui, à l'origine, inspirait la création des nouveaux modes de communication.

Il y a eu cette perversion, elle subsiste et est tout à fait importante. Nous sommes aujourd'hui, en plus, confrontés à l'émergence de tout ce que nous apportent la toile et ses réseaux multiples et variés. Ceux-ci mettent en question la conception du divertissement, qui devient parfois une activité plus solitaire, plus individualiste, que ne l'était le bon vieux divertissement collectif du spectacle vivant ou des grands programmes grand public ; il y a, à ce niveau, un véritable changement. Cela introduit aussi (ce qui est, à mon avis, essentiel sur le plan culturel) un rapport au temps, pour chacun d'entre nous, totalement modifié.

Je pense que tout ce qui fait la force des cultures les plus diverses sur la planète, c'est le temps de l'acquisition, le temps de l'héritage et de sa transformation, et aussi le temps de la transmission. C'est très vrai pour toutes les cultures d'origine et c'est également vrai pour toutes celles du monde occidental, où être cultivé, c'est avoir une fréquentation durable avec les œuvres de son choix, pas forcément sur une base encyclopédique, mais c'est en tout cas le temps du choix et de l'incubation, de tout ce qui peut, à partir d'une œuvre, transformer l'être.

La grande interrogation aujourd'hui est : où est ce temps d'incubation ? Où sera le temps de la transmission ? Quels seront ses moyens et en quoi cela transforme-t-il l'homme et la femme ?

Qu'avez-vous envie de nous dire, Jean-François Kahn, sur ce thème culture et divertissement ?

Jean-François KAHN. — Sur le divertissement, je me disais qu'il fallait, de temps en temps, dire des banalités, car je trouve que l'on n'en dit pas assez. J'étais donc décidé à dire un certain nombre de banalités, mais la ministre m'incite, hélas, à aborder ce problème du rapport entre divertissement et culture, ce qui fait que je ne pourrai peut-être pas dire autant de banalités que j'eusse aimé le faire. Cela sera peut-être possible après, au cours du débat !

D'abord, il me semble que le divertissement, et autant que je me souviens des définitions qu'en donnent les dictionnaires, est ce qui s'adresse à la fois aux sens et à l'esprit. Il divertit, c'est-à-dire qu'il sort du réel, tel que celui-ci nous plaque au sol. Ainsi, la culture est nécessairement un divertissement, au sens noble, tandis que l'inverse n'est pas vrai ; c'est d'ailleurs dommage, car on aimerait bien que tout divertissement soit de la culture. Toutefois, comme la ministre l'a souligné, ce n'est pas toujours vrai.

Cela dit, à l'origine, entre le divertissement et la culture, et aussi loin qu'on se reporte pour dire ce qu'est la culture, Sophocle est du divertissement ; ce n'est pas que cela mais, dans la volonté de Sophocle, il y a un théâtre et il faut divertir, offrir un spectacle (j'allais dire aux téléspectateurs), car il fut une époque où il y avait même du Sophocle à la télévision ; je parle ici de l'ancien temps ! Il fallait donc les tenir, les intéresser, et pourtant le message était d'un niveau tout à fait exceptionnel.

C'est également vrai pour Homère et Euripide et, à la limite, aussi pour Platon qui, comme par hasard pour ces hommes philosophiques les plus importants, choisit le dialogue, de la même façon qu'au théâtre, entre Socrate et les contradicteurs. En quelque sorte, cela excite l'esprit et évidemment, cela constitue, à un grand niveau, une forme de divertissement pour celui-ci, de divertissement intellectuel au bon sens du terme. Il est d'ailleurs très difficile de faire une rupture entre le divertissement vulgaire et le divertissement de haut niveau, même s'il y a évidemment des divertissements très vulgaires. Néanmoins, la commedia dell'arte qui, sous certaines formes, est un divertissement vulgaire, peut donner lieu à des pièces remarquables.

Le plus formidable est le cas de Molière, qui a écrit des petites pièces de tréteaux, que l'on peut considérer à la limite comme très vulgaires, avec des coups de bâton, des blagues, etc. mais qui a écrit aussi *Le Misanthrope*. D'ailleurs, une thèse très développée, qui m'interpelle personnellement, explique, tellement gênée par ces différences

entre le divertissement basique des premières pièces de Molière et *Le Misanthrope* ou *Dom Juan*, que c'est finalement Corneille qui a écrit ces deux pièces!

Évidemment, le problème, sur lequel M^{me} Tasca met l'accent, est moins le fait, à mon avis, d'être passé de la culture au divertissement. En effet, je crois profondément que la culture est un divertissement et que le divertissement, s'il a un sens, doit être une forme de culture; je dirais même que c'est lorsque la culture cesse d'être un divertissement, ou rompt avec cette notion de divertissement, que cela devient un problème.

En revanche, je ne veux pas dire de gros mots, mais une forme de capitalisme ultra dénature le divertissement. Ce n'est pas que le divertissement prenne trop le pas sur la culture mais, de la même façon qu'une forme de mercantilisme peut dénaturer la culture, il la dénature en donnant un aspect totalement mercantile à ce qui devrait être sa mise en valeur, et cela devient la dépréciation du divertissement.

Je voudrais dire quelques mots sur ce divorce entre divertissement et culture.

Personnellement et d'une façon générale, il se trouve que j'ai écrit sur ce sujet. Je pense qu'il y a peut-être eu, à l'origine du monde, une rupture (je n'en sais absolument rien mais je veux bien l'imaginer), puisque je ne sais pas ce qui s'est passé. C'est donc un big bang et peut-être une forme de rupture.

Il y a peut-être eu une rupture mais, dans ce cas, je pense que cela a été la première et la dernière. Je crois que l'évolution n'implique pas de rupture: elle implique des effets, qui donnent l'impression d'une totale rupture, alors qu'elle est sans arrêt une recombinaison de structures invariantes.

Le meilleur exemple est la plus grande révolution que l'on puisse imaginer: la révolution humaine. À partir d'un primate, et de façon plus générale de vertébrés ayant exactement le même organisme, le même squelette, les yeux et le nez placés toujours au même endroit, sans exception durant des milliards d'années, en considérant cet invariant structurel, des aménagements ont fait que l'on a pu tout d'un coup se tenir sur ses pieds, que la tête a trouvé un réceptacle permettant ainsi au cerveau de grossir, que la main est devenue un outil avec le développement de l'intelligence, et tout cela a créé un emballement. Tout à coup, quelque chose advient qui est l'homme. Toutefois, il s'agit de

l'homme à partir d'une invariance de structure et avec une recombinaison à la marge de celle-ci.

Je pense cela pour l'histoire et pour la culture. Finalement, un lieu commun consiste à donner l'impression qu'un grand musicien fait une rupture dans l'histoire de la musique et que, pour cela, il est incompris; ce n'est naturellement pas vrai, car tout musicien s'inspire des musiciens précédents et, à partir de la même structure d'émission, recompose ce système de rapports sensoriels. Il est vrai que les derniers quatuors de Beethoven sont incompris au début, mais le sont ensuite au bout de huit ou dix ans. La première réception de *Carmen* est très hostile, cependant, elle ne met que deux ans pour s'imposer comme une œuvre universellement acceptée. Même *Pelléas et Mélisande* s'impose au bout de quelques années.

Cela n'est pas vrai de la musique contemporaine, pour laquelle il y a tout à coup rupture. Je ne porte pas un jugement mais je fais un constat, car il se trouve j'aime beaucoup certaines œuvres. Quand j'étais à *L'événement du jeudi*, nous avions un club, dans lequel on distribuait des billets gratuits pour des concerts. Pour toutes les musiques, y compris les musiques modernes, comme les billets étaient gratuits, ils étaient toujours pris, tandis que les seuls billets qui, même gratuits, n'étaient jamais pris, étaient ceux pour des concerts de musique contemporaine (je peux le regretter, mais je le constate).

Pour quelle raison? C'est parce que ces recombinaisons, d'une structure qui restait fondamentalement invariante, suivaient, incitaient, déterminaient des recombinaisons de la structure d'émission ou de réception. Ce qui est très important, car il est évident qu'une recombinaison d'une structure d'émission doit être parallèle à une recombinaison d'une structure de perception, ou sinon, il y a effectivement rupture et divorce. S'il y a tout à coup une vraie rupture, faisant que l'on passe de l'autre côté, que l'on imagine une structure d'émission qui ne correspond plus à l'évolution de la structure de réception, dans ce cas, il y a bien rupture, mais aussi avec le public.

On peut considérer que ce n'est pas grave, que l'on est totalement à l'avant-garde, dans des laboratoires. Néanmoins, il faut aussi constater la rupture avec le public. C'est vrai pour la musique comme pour la poésie: Rimbaud n'est pas une rupture. Depuis que la poésie existe, il y a la recherche d'une mélodie, soit avec la rime, soit dans la façon de scander, soit avec les brèves et les longues: il y a mille façons de trouver

cette forme de mélodie, de musique de la phrase et du mot.

À un certain moment, la poésie rompt avec cela, en inventant autre chose, comme l'on parle de la poésie en prose, sauf que cela ne se vend plus ou très peu. On peut adorer cela. Par exemple, je considère que le *Gaspard de la nuit* d'Aloysius Bertrand est un grand moment. Cependant, je constate qu'il y a quelque part une rupture.

Au fond, je ferai un parallèle avec ce qui se passe en histoire, quand les révolutionnaires français, confrontés à un système de propriété dans lequel il y avait cinquante mille propriétaires, ont mis au centre de ce système (qui est une forme d'invariance) et à la place de ces cinquante mille aristocrates propriétaires, deux millions de paysans libres. Ils ont ainsi totalement créé une nouvelle propriété, mais en recomposant cette structure invariante, et non en rupture. C'est pourquoi on n'a jamais pu revenir dessus. Même au moment de la Restauration en 1815, ils n'ont pas pu y revenir, car deux millions de personnes n'allaient pas renoncer à leur propriété pour la rendre aux aristocrates. En revanche, quand on a aboli le système de propriété, comme on l'a fait avec la gamme d'une certaine manière, cela a été la révolution bolchevique, sur laquelle on est revenu : la situation aujourd'hui en Union soviétique ressemble plus à la propriété au XIX^e siècle qu'à celle d'après la Révolution française ; il s'agit là aussi d'un constat.

Je pense que dans beaucoup de domaines (ce qui donne un sens un peu différent à ce rapport entre culture et divertissement), comme la poésie, mais aussi le roman et plus encore la musique, nous sommes confrontés aujourd'hui à des tentatives de rupture. Parallèlement, ce sont aussi des ruptures technologiques avec, comme vous le disiez, l'irruption du numérique.

C'est très rare, mais nous y sommes exceptionnellement confrontés, c'est-à-dire à un type de rupture créant un décalage entre le système de perception du grand public et le système d'émission, ce qui a provoqué une crise formidable. Je crois que nous y sommes confrontés mais pas toujours, car il faut dire qu'on s'en sort aussi parallèlement. Je parlais tout à l'heure de musique et c'est très frappant. La musique contemporaine de rupture, qui intéresse un certain nombre de personnes, souvent des spécialistes de la musique, ne touche pas le grand public.

En revanche, ce qui est d'ailleurs le paradoxe des paradoxes, qu'écoute le grand public en musique moderne ? Les gens écoutent Prokofiev et Chostakovitch qui, parce que c'était interdit sous le système stalinien,

n'ont pas opéré cette rupture et sont restés classiques. Ce qui est tout de même un formidable paradoxe !

De la même façon, on ne lit plus la poésie totalement moderne, alors qu'en revanche, on n'a jamais autant écouté de chansons qui sont des formes anciennes de poésie, avec la cadence, la rime, etc. La musique de cinéma, qui est retransmise à la radio, y compris Radio Classique, est comme de la musique classique, parce qu'elle n'a pas rompu avec le genre. Nous sommes bien confrontés à ce problème.

En même temps, on ne peut pas non plus être complètement dépassé et dire qu'on se contente d'écouter Mozart (ce que font beaucoup de gens). Je vous signale que du vivant de Mozart, on écoutait Mozart, du vivant de Verdi, on écoutait Verdi, de même que pour Bellini ou Chopin ; c'est la première fois que du vivant de compositeurs contemporains, on écoute Mozart, Bellini et Donizetti, mais pas le compositeur contemporain. Il faut tout de même voir que c'est une révolution totale, que cela n'est jamais arrivé : le décalage, qui est vrai pour tout, entre ce qui est vivant et ce que les gens écoutent, n'a jamais été aussi fort.

On s'en tire en disant qu'il y a le vivant, que c'est formidable, et on se prosterne ; mais, à part cela, on joue Molière, Corneille et d'autres auteurs. Cela n'est pourtant pas une façon de faire, ce n'est pas suffisant. Ensuite, cette rupture incite à donner des gens une impression de déculturation, car il n'y a plus ce rapport qu'il pouvait y avoir avec Hugo, Zola ou Voltaire. Il y a tout à coup un fossé, un précipice, dans lesquels tout peut s'engouffrer.

Aussi, ce divorce et ce précipice font que le côté le plus mercantile du divertissement, utilisant cette frustration, peut s'engouffrer et prendre des proportions considérables. C'est en ce sens qu'un certain élitisme de laboratoire trop poussé fait le jeu de la déperdition, de la déprava-tion mercantile, sous une forme à mon avis inquiétante de la culture, dans ce qu'il y a de pire en divertissement.

Catherine TASCÀ. — C'est une proposition d'analyse tout à fait intéressante, sur laquelle nous reviendrons.

Je voudrais demander à Fatou Diome ce qu'elle a envie de dire, après nous avoir entendus ou tout simplement à partir de son expérience. En tant qu'enseignante, vous êtes forcément en prise très directe avec les pratiques culturelles les plus présentes, dans la mesure où vous avez un jeune public entre vos mains. J'imagine que vous avez votre propre

analyse de ce rapport transformé entre culture et divertissement.

Fatou DIOME. — J'ai vingt ans, mais je serai la plus archaïque de cette table!

J'apporterai une précision: je ne suis pas professeur et j'étais simplement chargée de cours.

Catherine TASCA. — C'est presque pareil.

Fatou DIOME. — Je le dis, au cas où je reviendrai chercher du travail! Je commence par enfoncer des portes ouvertes sur l'opposition entre la culture nature et la culture qui nous renvoie à l'ensemble des connaissances acquises par l'être humain, par opposition à l'inné. Je fais ce rappel, car mon analyse suivra en partie la conception philosophique de la culture et du divertissement.

M. Donnat est beaucoup plus au courant que moi des pratiques culturelles et de leur évolution. Madame la ministre vient de parler aussi de ce qui a changé dans la conception du divertissement. Pour ma part, je reviendrai sur le sens du divertissement et de la culture.

Si la culture se compose de traditions, de strates de la pensée humaine, certaines de ces strates sont devenues aujourd'hui des valeurs universellement reconnues. C'est donc au niveau des productions artistiques que nous trouvons des singularités, à la fois individuelles mais aussi sociétales.

De ce fait, chaque rencontre d'un nouveau phénomène culturel, d'une nouvelle culture ou d'une culture étrangère, ce qu'on appelle en fait l'exotisme, n'est que la découverte d'un autre accès culturel ou de nouveaux phénomènes culturels, qu'une vision frelatée de l'ouverture d'esprit que prenait cette culture, avec l'apprentissage que cela suppose.

C'est pourquoi je choisis de dire que culture et divertissement ne s'opposent pas forcément car, à chaque fois que l'on rencontre une nouvelle culture, on se met en situation de découverte et, par conséquent, d'apprentissage. Ainsi, cet espace devient un espace d'acquisition et d'agrandissement de la culture, c'est-à-dire de nos références habituelles, à savoir ce qui était acquis et conservé.

Je pense alors à la culture comme reposant sur ces strates successives de la pensée humaine. Cette culture grandit comme une architecture

instable et toujours perfectible. Je reviendrai à ce sujet aux *Pensées* de Pascal, qui parlait du divertissement comme d'une manière de se détourner de l'essentiel. Dans un de ses textes, l'essentiel renvoie à Dieu, et je choisis donc de laïciser ce terme: l'essentiel pour nous, aujourd'hui, pourrait être l'ensemble de nos obligations sociales, professionnelles, tous ces devoirs qui en appellent à notre responsabilité et qui requièrent notre totale attention. Chaque fois que nous essayons de sortir de ces contraintes, nous sommes en situation de divertissement.

Je pense que le divertissement ne s'oppose pas à la culture – j'utiliserai pour cela des citations. La culture ne s'oppose pas au divertissement, si nous considérons le divertissement comme cette ouverture qui nous permet momentanément de prendre un répit, c'est-à-dire de faire une pause, de nous détendre des crispations du quotidien. À ce moment-là, nous nous mettons en situation de réinventer une perspective, une nouvelle vision du monde.

Je pense ici à Friedrich Von Schiller et à sa deuxième «*Lettre pour l'éducation esthétique de l'homme*». Ce texte, qui a été publié au XVIII^e siècle, en pleine Révolution française, dit ceci: «*C'est le besoin qui règne en maître et qui courbe l'humanité déchuée sous son joug tyrannique. L'utilité est la grande idole de l'époque. Elle demande que toutes les forces lui soient asservies et que tous les talents lui rendent hommage. Sur cette balance grossière, le mérite spirituel de l'art est sans poids.*»

Quand on pense à ces mots de Schiller, ceux-ci sont toujours d'actualité. Madame la Ministre, vous parliez tout à l'heure du divertissement qui est confisqué au profit du mercantile. Ainsi, l'esprit du divertissement, qui est vraiment inhérent à la pensée et aux sentiments humains, est maintenant monnayable: on produit à des fins commerciales; on ne produit plus pour l'âme seulement, pour grandir spirituellement, mais d'abord pour commercialiser.

Respecte-t-on vraiment la quête culturelle en voulant commercialiser? On peut répéter une pièce de théâtre *ad vitam aeternam* pourvu que cela marche, sans vraiment avoir besoin de la grandir, de pousser l'idée, c'est-à-dire de rentrer dans une dialectique, alors que la culture est faite de cela. C'est pourquoi je parlais de strates successives, d'ouverture et d'agrandissement.

Maintenant, avec un morceau de rap, que l'on peut remixer et remas-tériser à chaque fois pour revendre la même chose, on se retrouve à un

moment dans une stagnation de la pensée. Le divertissement n'est pas fait pour cela, mais pour atteindre ce que Schiller (je l'adore, vous l'avez remarqué) appelle l'instant de jeu, c'est-à-dire un état de liberté où l'être humain arrive à s'échapper vraiment de l'étau des conformismes pour pouvoir se remettre à la rêverie, garder une autonomie de jugement, ressentir de nouveau (j'utilise vraiment le mot « ressentir » dans son sens premier) et percevoir le monde. Quand on atteint cette forme de liberté, l'instinct de jeu, on joue alors le monde et on devient artiste, c'est-à-dire celui qui va créer quelque chose, qui va agir sur la nature des choses et non pas simplement les subir. C'est en cela que le divertissement me semble nécessaire à l'évolution, à la progression de la culture, parce qu'il apporte quelque chose.

Je voudrais aussi dire que le divertissement n'est pas forcément une futilité. Là encore, je remonte très loin, en allant rechercher Marivaux. Pur esprit de parfaite colonisée, j'ai bien appris mes leçons ! Et j'adore.

Je me délecte, parce que le divertissement, c'est la délectation avec la culture. Le divertissement n'est pas l'abrutissement. Le divertissement est une délectation avec l'esprit. On peut manger avec les papilles mais aussi avec le cerveau ; on peut ainsi se délecter avec la pensée et le divertissement, quand l'esprit part en balade et butine. À ce moment-là, on savoure des choses qui sont données à la pensée humaine pour l'élever au-dessus des contingences et on échappe alors au quotidien.

Quand je pense à Marivaux, je me dis qu'au XVIII^e siècle, on pouvait rire en regardant une pièce de Marivaux, parce qu'en regardant une de ses pièces, on pouvait certes s'amuser, se détendre, se relaxer, mais on était aussi en instance d'apprentissage, ou du moins de découverte d'une évolution des mœurs : c'est en effet à cette époque que l'on observe l'arrivée d'un changement qui occasionnera des mutations, par exemple dans la famille.

Dans les pièces de Marivaux, on sent cette évolution sociale, c'est-à-dire une progression qui fera naître le contrat et la séduction comme voie d'accès à la vie matrimoniale. C'est déjà toute une société qui change, sous le regard des spectateurs qui venaient assister à ces pièces de théâtre. Pourtant, ces personnes pouvaient aussi se dire qu'elles allaient s'amuser et prendre du bon temps.

On peut donc prendre du bon temps, se faire plaisir, tout en apprenant. Je crois que la culture et le divertissement se nourrissent mutuellement, et que les deux portent toujours les questions que se pose chaque



époque : celui qui produit une pièce de théâtre interroge son époque et met dans sa pièce toutes ces questions ; celui qui regarde, sous prétexte de se détendre, est tout simplement en train de s'imbiber des questions métaphysiques que l'autre a bien voulu lui apporter sur un plateau.

C'est pour cette raison que la culture et le divertissement sont toujours main dans la main. Il serait d'ailleurs triste de réduire le mot « divertissement » à Disneyland ; ce n'est pas que cela, il est beaucoup plus riche que cela : c'est certes Disneyland, mais c'est aussi beaucoup d'autres choses, c'est passer une journée dans un musée, aller au théâtre, écouter toutes les musiques dont Jean-François Kahn nous parlait tout à l'heure.

Personnellement, j'ai pu découvrir la musique du XVIII^e siècle en France ; c'était un apprentissage mais aussi un plaisir, et j'étais en réelle situation d'apprentissage de l'histoire de la musique européenne, qui ne concernait en rien mon histoire d'origine. Cet apprentissage a été un pur bonheur.

À la fin de la table ronde, je vais vous torturer parce que je prétends que, même ici, on peut faire du divertissement en se délectant de littérature !

Catherine TASCA. — Ce qui est formidable, dans les rassemblements aléatoires comme le nôtre, c'est que cela laisse vraiment le champ libre à l'expression d'expériences personnelles et à des personnalités très différentes. Nous avons là deux contributions tout à fait passionnantes. Celle, optimiste, de Fatou Diome, peut-être parce qu'elle est encore

dans une phase d'appétit d'apprentissage, nous dit une chose pleine d'espoir, où culture et divertissement se nourrissent l'un l'autre. Cela souligne le fait que les activités de l'esprit peuvent être source d'infini plaisir et de délectation. Je crois que c'est la conviction de tous ceux qui travaillent dans le domaine culturel.

Quant à la contribution de Jean-François Kahn, celle-ci était aussi très passionnante, parce que je n'avais pas vu le lien de façon aussi précise qu'il l'a énoncé : finalement, l'hypertrophie du divertissement est la réponse à un certain enfermement, à une forme d'élitisme des œuvres et des productions culturelles.

Ce sont donc ici deux approches, que je trouve tout à fait passionnantes. En tout cas, j'ai appris beaucoup à les entendre.

Je vais maintenant donner la parole à Olivier Donnat, qui est le grand maître de l'analyse des pratiques culturelles. Chacun sait également (et il faut le garder à l'esprit) que lorsqu'on parle de culture dans les discours, il peut y avoir une adhésion et une emphase. Un exemple souvent cité était l'émission de Bernard Pivot, qui était réputée comme l'émission emblématique du service public, la plus intelligente, celle qui apportait le plus (ce qui était vrai d'ailleurs en termes de contenu), sauf qu'elle était fort peu regardée. Entre les discours sur la culture et les pratiques réelles, il y a un écart certain.

Pouvez-vous nous éclairer sur la situation du numérique aujourd'hui ?

Olivier DONNAT. — Je dirai quelques mots sur l'opposition entre culture et divertissement, que je contribuerai d'ailleurs à déconstruire davantage, même si le travail a été déjà largement entamé.

En tant que sociologue, on a plutôt tendance à ne pas marquer trop fortement cette opposition ou cette polarité, dans la mesure où elle tend à essentialiser les contenus ou les œuvres. Par exemple, certains philosophes, ayant des émissions à *France Culture*, sont devenus spécialistes de ce type d'exercice qui consiste à prendre ce qu'il y avait de mieux ou ce qu'il restait de la culture passée pour l'opposer à ce qu'il y a de pire dans la culture contemporaine de divertissement, en parlant de Shakespeare d'un côté et de Britney Spears de l'autre ; à ce moment, on peut penser effectivement que l'un incarne un pôle tandis que l'autre représente tout autre chose.

Toutefois, la difficulté, en étant sociologue et en situation d'observation, est que l'on se trouve dans la plupart des cas face à des produits

hybrides. Ceux-ci peuvent donner lieu à des modes de consommation ou d'appropriation relevant plus ou moins d'une approche strictement cultivée ou d'une approche en termes de délassement, alors que dans la réalité, tout est beaucoup plus emmêlé.

La deuxième raison, en observant ce qui se passe depuis vingt ou trente ans, est que les nouveaux outils technologiques dont on dispose (Internet notamment, mais il y a beaucoup d'autres exemples) sont presque par nature hybrides : en tant qu'amateur de peinture du XVII^e siècle ou de poésie afghane, on peut trouver sur Internet des éléments qui relèvent de la culture la plus exigeante, et en même temps, des éléments de distraction les plus abrutissants.

Étant sur des technologies nouvelles, d'une certaine manière, le tri n'a pas été fait. Si on peut faire le tri en matière de littérature du XIX^e siècle, c'est parce que plus d'un siècle de critique littéraire s'est opéré et que des discours construits ont permis de qualifier les objets.

Aujourd'hui, dans la culture numérique, nous sommes tout à fait dans les balbutiements, comme dans les années qui ont suivi l'invention de l'imprimerie, et ce tri n'est pas fait. Lorsqu'on visite certains forums, il est très frappant de voir (je parle plus en tant qu'utilisateur qu'en tant que sociologue) à quel point on peut être abreuvé, pendant deux ou trois pages, de remarques totalement inutiles puis, d'un seul coup, trouver quelqu'un ayant une compétence particulière. Le débat change alors complètement de registre, et tout cela se situe sur la même page Internet, sans aucun moyen de se repérer avant.

Un des défis auquel le sociologue, mais aussi tout intellectuel, se trouve confronté est que l'on a justement beaucoup de difficultés à polariser les choses, à partir d'un endroit qui serait la culture et d'un autre qui serait le divertissement.

Par ailleurs, les sociologues et les historiens, et les sciences humaines dans leur ensemble, sont presque par nature relativistes et ont plutôt tendance à essayer de montrer, en se promenant d'une civilisation à une autre ou en remontant dans le temps, que le théâtre, par exemple, n'a pas toujours été tel qu'il est aujourd'hui. Pour tous les codes sociaux, attachés à la fréquentation théâtrale, il suffit de remonter au XIX^e siècle pour constater qu'ils étaient extrêmement différents, et de la même façon pour le silence des bibliothèques : ce sont effectivement des construits sociaux, qui se sont en général étalés sur plusieurs siècles.

Une autre raison, pour laquelle je serai farouchement opposé à cette

polarité entre culture et divertissement (Catherine Tasca l'a d'ailleurs évoquée) est qu'en partant dans cette problématique, il devient ensuite très difficile de réintroduire le plaisir dans la culture. Si on oppose la culture au divertissement, comment dire alors qu'il y a du plaisir à apprendre, à s'exprimer, à comprendre? Ainsi, cette problématique devient très compliquée.

Ce sont seulement quelques réflexions, qui me semblent en complémentarité avec ce qui a été dit précédemment.

À présent, je vous propose d'autres réflexions très générales et rapides, sur le moment historique que nous vivons actuellement. Peut-être ne faut-il pas utiliser le terme de rupture, mais celui d'une recomposition assez radicale de l'existant, pouvant correspondre par exemple à l'invention de l'imprimerie. Même si on compose toujours par rapport à l'existant, cela marque tout de même un moment. Comme l'a dit Jean-François Kahn, cela recompose à la fois les formes de production et surtout celles de réception, c'est-à-dire : qui peut y avoir accès et comment les gens s'approprient-ils ces contenus culturels?

Cette rupture (surtout pour un sociologue qui fait des questionnaires, ce qui est mon cas) est avant tout un problème, une difficulté. En gros, toutes les activités, tel qu'on les décrivait auparavant, c'est-à-dire ce qu'on appelle les pratiques culturelles, impliquent d'une certaine manière sous la poussée du numérique.

Je prendrai deux exemples très simples. Dans toutes les enquêtes de pratiques culturelles, depuis qu'elles existent pratiquement jusqu'à la dernière en date en 1997, une expression aussi simple que « regarder la télévision » était comprise par tout le monde, parce que cela signifiait : regarder un programme de télévision sur un téléviseur et en direct. Aujourd'hui, on est obligé de préciser, compte tenu de la diversification des supports, sur quel type de support on regarde et si c'est en direct ou en différé.

Pour la presse (mon deuxième exemple), la question sur la lecture de la presse était très simple en 1997 : tous les combien lisez-vous un quotidien? Cela ne posait aucun problème particulier, car il n'y avait pas besoin de préciser « payant », dans la mesure où il n'existait pas de presse gratuite. Maintenant, on est obligé d'ajouter la presse gratuite, et surtout de prendre en compte tous les types de lectures qui s'effectuent en ligne.

La semaine dernière, par exemple (ce qui m'a fait rire en tant que

concepteur de questionnaires) on évoquait le fait que regarder la radio se développait beaucoup. En effet, un site comme *France Inter* constate, de plus en plus sur leur site Internet, que les émissions enregistrées et filmées sont les contenus les plus regardés. De ce fait, on se met à regarder la radio! Dans la prochaine enquête sur les pratiques culturelles, faudra-t-il demander aux Français combien de fois par semaine ils regardent la radio?

Jean-François KAHN. — Quand j'étais jeune, on regardait la radio! Il n'y avait pas encore la télévision, la radio était posée sur un meuble avec une petite nappe, et on la regardait.

Olivier DONNAT. — Vous regardiez le poste de radio?

Jean-François KAHN. — On l'écoutait et on la regardait.

Olivier DONNAT. — Effectivement. Nous notons d'ailleurs ici la continuité, car ensuite on a regardé la télévision comme on écoutait le poste de radio, c'est-à-dire en tant qu'activité. Aujourd'hui, le fait d'écouter la radio est en général complémentaire d'une autre activité de la vie quotidienne; ce n'est jamais une activité à temps plein.

Plus généralement, on peut parler de rupture, parce que nous vivons trois phénomènes concomitants, qui bouleversent en profondeur les modes de production culturelle, probablement aussi le statut des œuvres et la manière dont on les consomme.

Si nous essayons de décortiquer un peu cette question de la numérisation, la première interrogation porte sur la dématérialisation des contenus. Jusqu'à présent, un type d'intérêt dans la culture s'accompagnait en général par un fort investissement dans les objets: les vendeurs de la Fnac avaient calculé qu'un consommateur de musique, avant d'acheter un disque, le retournait sept fois pour regarder l'objet sous toutes les coutures avant de passer à la caisse.

De la même façon, quand on est lecteur, on a en général beaucoup de mal à se débarrasser de l'objet livre, alors qu'en fait, ce qui nous intéresse essentiellement est le contenu. Il y avait donc une espèce de confusion entre le contenu et le contenant. C'est pourquoi l'investissement portait également sur l'objet.

En présence d'une ancienne ministre de la Culture, je dirai également

que l'essentiel de la politique culturelle ne faisait pas de différence entre les contenus et les contenants. Dans le domaine de la presse, on aidait ceux qui produisaient des journaux papier. Dans la chaîne du livre, tout le système de subventions dans ce domaine, aidait ceux qui produisaient des livres, les diffusaient, etc.

La numérisation incite, en fait, à faire cette distinction : elle nous oblige à passer d'une aide aux journaux à une aide à la production d'une information de qualité ; de la même façon, c'est une aide à la musique et non plus à ceux qui fabriquaient des objets en plastique qu'on appelait des disques, etc. Je pourrai ainsi le décliner pour tous les objets.

Cette exigence intellectuelle, que l'on n'a pas toujours dans les débats, nous oblige en permanence à distinguer les contenus et les contenants. Ensuite, il y a internet, car ce n'est pas exactement la même chose. Le réseau internet transforme complètement notre rapport à l'espace et au temps. Cet outil favorise incontestablement une globalisation culturelle. Quels que soient les formes prises et le sens donné à ce mot, ce type d'effet est bien produit.

Enfin, le troisième point est lié au développement des appareils mobiles, qui m'apparaît comme extrêmement important. Il s'agit de tous les appareils intelligents, tels les Smartphones. Je lance ici très rapidement quelques idées, sachant que nous l'avons tous vécu dans le métro ou dans l'espace public. Ces appareils participent largement à un mouvement de confusion entre espace privé et espace public.

Tant qu'il s'agissait d'appareils audiovisuels ne pouvant être utilisés que chez soi, on le faisait dans cet espace privé, et on sortait ensuite pour se rendre dans des équipements culturels et dans l'espace public. On observe à présent, à la fois chez soi et dans l'espace public, une intrication croissante de ces deux espaces, avec toutes les questions que cela pose en matière de peopolisation de la vie politique, etc.

La difficulté pour les milieux culturels, quand on cherche à réfléchir aux impacts de cette triple révolution que j'évoquais, est d'abord cette très grande perplexité.

Le livre, dont nous avons parlé avec les pratiques culturelles à l'ère numérique, montre surtout que les choses sont extrêmement compliquées, que les nouveaux types de rapport à la culture sont en train de s'articuler avec les anciennes pratiques, celle d'avant l'arrivée du numérique, mais de manière particulièrement complexe selon les individus. Pour l'instant, le recul nous manque pour bien prendre la mesure des

usages faits du numérique, et surtout de la portée des effets sur les anciennes pratiques culturelles.

Je rappellerai juste que lors de la dernière enquête sur les pratiques culturelles en 1997, c'est-à-dire il y a dix ans, moins de 1% des ménages français disposaient d'une connexion Internet. Ce phénomène, très brutal, s'est donc déroulé en une dizaine d'années. Je rappellerai aussi que Facebook a été créé en 2005, c'est-à-dire il y a moins de cinq ans ; beaucoup de choses que nous faisons aujourd'hui sur nos ordinateurs n'existaient pas cinq ans auparavant.

De ce fait, nous avons énormément de difficultés, si nous voulons éviter de faire de la futurologie, à évaluer la portée ou même à imaginer ce que nous pourrions faire dans dix ans. Cette absence de visibilité est un réel problème pour les acteurs culturels, quels qu'ils soient, marchands ou publics, mais aussi pour les observateurs qui essaient d'anticiper les évolutions.

Du point de vue de la politique culturelle, nous sommes face à une très grande complexité, dans la mesure où Internet réalise, d'une certaine manière et au moins potentiellement, l'utopie sur laquelle s'est créée la politique culturelle de démocratisation, notamment en France. Internet annule ou efface presque complètement les deux types d'obstacles qui entravaient l'accès à la culture, à savoir l'éloignement géographique (c'est toute la politique d'aménagement culturel du territoire) et la question du coût ; les choses sont devenues non seulement facilement accessibles, quel que soit le lieu où on habite, mais aussi gratuites.

C'est un formidable outil de démocratisation et, en même temps, cela devient compliqué car Internet est potentiellement un outil qui peut saper les fondements sur lesquels était basée notre conception de la culture, et d'une certaine manière de la politique culturelle. On le voit bien du point de vue économique, dans la mesure où la question de la gratuité pose celle du financement de la création et, à terme, du maintien de certaines filières économiques, comme celle de la musique. Il s'agit là d'un premier problème d'ordre d'économique.

Au niveau des pratiques culturelles, cela n'a pas tellement changé. On continue à écouter de la musique. La différence est que l'on achetait auparavant un disque dans un magasin pour ensuite l'écouter chez soi, alors qu'aujourd'hui, on se connecte gratuitement sur un site de *streaming*, à partir duquel on télécharge. La pratique culturelle n'a donc pas changé, mais les conditions permettant les pratiques antérieures sont

sérieusement menacées.

L'autre réflexion, autour de cette question, porte sur la notion de l'œuvre. Je reviens ici au principe du contenu et du contenant : dans un livre, l'œuvre est contenu dans l'objet, tandis que sur Internet, on est face à des textes numérisés ; de plus, on dispose en général de toute une série d'armes pour épilucher ces textes, les réaménager comme on le souhaite, n'en prendre que des extraits ou ne lire que ce qui est surligné. Dans la musique également, on est passé de la notion d'album à celle de chansons ou de titre. Ainsi, on change de format.

Dans le domaine de la lecture, on peut aussi penser, par exemple, au retour du feuillet. Si le développement sur écran, de type Smartphone, se développe, comme il semble que ce soit déjà le cas dans des pays asiatiques tels que le Japon, on peut imaginer un retour en force du feuillet, et peut-être une perte d'influence du roman qui occupe une place de choix depuis le XIX^e siècle.

En troisième élément de réflexion, j'ai l'intime conviction qu'Internet est par nature ou structurellement un objet horizontal : tout le monde, face à internet, est égal et tout est mis, au moins pour l'instant, sur un même plan. Or, toute la politique culturelle, telle qu'elle a été conçue, renvoyait à la verticalité, avec toute la thématique de la démocratisation, par une opposition entre la haute culture et la basse culture ; il y avait, dans les années 60, des arts majeurs et des arts mineurs.

D'une certaine manière, cette idée de verticalité de la culture est restée pendant longtemps, également dans la conception du social : il y avait une certaine idée du peuple, dépourvu des moyens d'accéder à la culture et, par conséquent, la mission assignée à la politique culturelle était d'apporter cette haute culture à ceux qui en étaient privés, soit parce qu'ils en étaient dépourvus, soient parce qu'ils n'avaient pas les moyens d'y accéder.

Internet pose toute une série de problèmes, mais met aussi en difficulté les personnes qui sont en position d'expertise comme, par exemple, un critique littéraire au journal *Le Monde*, un sociologue spécialiste des pratiques culturelles ou un enseignant agrégé de l'université, dans la mesure où leur statut leur donne une légitimité pour tenir un discours dans chacun de leur domaine.

Comme on peut le voir à travers les réseaux sociaux ou des sites comme Wikipédia, l'outil Internet favorise beaucoup l'expression de chacun. D'une certaine façon, cela approfondit le processus démocratique et

confère une légitimité *ex post*. Si quelqu'un décide d'écrire un article sur Wikipédia, on ne lui demande pas s'il est ajusteur ou agrégé de l'université. Il écrit son article et les personnes ayant une compétence sur le sujet vont petit à petit le reconnaître et lui accorder éventuellement une légitimité pour en parler, mais celle-ci est *ex post*, c'est-à-dire qu'elle a lieu après coup et n'est pas liée au statut.

Je pense que cet aspect pose vraiment problème à toutes les personnes qui sont en situation d'expertise. Sur cette crise des experts, on pourrait d'ailleurs prendre un grand nombre d'autres exemples, en évoquant notamment les questions de santé publique, etc. Toutefois, on est particulièrement sensible à cette crise de l'expertise dans les domaines culturels.

Enfin, le quatrième point que je voulais évoquer est que cela change fondamentalement la question du rapport au temps, qui est au cœur de l'approche culturelle en général. Cela modifie assez radicalement pour une société les manières individuelles mais aussi collectives, dans l'agencement du passé, du présent et du futur.

Catherine TASCA. — Merci beaucoup.

Je propose que vous réagissiez, mais brièvement, à ce qui a été dit et mis dans le pot commun, car j'aimerais que l'on réserve un petit temps à la fin de cette table ronde pour répondre aux questions dans la salle. Très rapidement, Jean-François, avez-vous envie de rebondir ?

Jean-François KAHN. — D'abord, c'est très bien d'avoir pris Schiller comme exemple. Finalement, Schiller et l'auteur de *L'Hymne à la joie* sont très distrayants, mais ils ne sont pas que cela.

L'exemple, auquel je n'ai pas pensé tout à l'heure, mais qui illustre le mieux à quel point la culture prend son nid dans la distraction, c'est la danse. La première forme de culture est la danse, sous une forme ou sous une autre. En même temps, c'est aussi la première forme de distraction. Des personnes se distraient ensemble, font du bruit, prennent du rythme, dansent et s'agitent ; cela devient tout de suite une forme culturelle. C'était même, à une certaine époque, la seule forme de culture par laquelle s'exprimait la spécificité d'un certain nombre de peuples.

S'agissant de la mutation technologique, nous avons vu une conséquence dans le domaine de la chanson. On en est à présent un peu sorti,

mais pendant dix ou quinze ans, il n'y avait que trois sociétés de disques pour les CD (une japonaise et deux américaines), et cela, y compris pour la France, car elles contrôlaient aussi le marché français. Ainsi, tout chanteur ou artiste voulant avoir une certaine circulation devait accéder au son international, comme on le disait, c'est-à-dire à une tonalité internationale. Il y a eu des œuvres de qualité, mais qui se situaient pratiquement toutes dans le même genre. Pendant une époque, ce qui n'est plus vrai actuellement, il était impossible à Brassens, parce qu'il n'y avait pas la tonalité internationale ou le son « mondialisable », de trouver un réceptacle dans une maison de disques qui lui permettait de se diffuser dans le monde entier, et même sur le territoire national.

Entre parenthèses, vous donnez l'exemple de Disneyland comme de la distraction pure. Même dans ce domaine, on ne peut pas absolument déconnecter, car le thème sur lequel brode sans arrêt Disneyland est celui des contes de Perrault et de Grimm, c'est-à-dire de la culture, de l'apport culturel d'un certain nombre d'écrivains ayant joué un très grand rôle aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Fatou parlait de Marivaux. Elle a tout à fait raison, et on pourrait y ajouter plus encore le cas de Beaumarchais : rien n'est plus un divertissement apparent que : *Le Mariage de Figaro*. En même temps, c'est porteur d'un message, qui jouera un rôle presque aussi subversif que l'affaire du collier de la reine pour préparer la Révolution française.

On peut dire la même chose de *Zadig*. Quand Voltaire écrit *Zadig*, il livre un message par rapport à la philosophie de Leibniz. En même temps, il choisit la forme du conte. Mais qu'y a-t-il de plus distrayant, au bon sens du terme ? Qu'est-ce qui peut le plus capter l'attention du public ? Là où aujourd'hui, hélas, quelqu'un aurait une idée simple à exprimer et se demanderait comment l'exposer de la façon la plus complexe possible, pour avoir un statut dans les milieux intellectuels, Voltaire faisait la démarche inverse, en se disant qu'il avait quelque chose d'assez complexe à exprimer et qu'il fallait trouver la forme qui permettrait de séduire et distraire le plus de monde possible. Il y a tout de même une différence !

Des cas sont encore plus extraordinaires. On a souvent dit que la musique au XIX^e siècle, en particulier l'opéra et surtout ce qu'on appelait le « grand opéra », avait avant tout une fonction distractive pour les gens, dans la foulée de Meyerbeer, etc. Le premier grand opéra, qui a vraiment été du Spielberg mis sur une scène d'opéra, c'est-à-dire avec

une recherche de séduction du plus grand public, du décor, du drame et des costumes, est un opéra de Auber qui s'appelle : *La Muette de Portici*. Il s'agit apparemment d'un opéra purement distractif, mais il y a dans celui-ci un air patriotique, dans lequel les Napolitains chantent leur volonté de se libérer de l'oppression espagnole. On le joue à Bruxelles, cet air enflamme le public qui le reprend en chœur en sortant de l'opéra, et il fait la révolution et proclame l'indépendance belge !

C'est pareil avec le chœur de *Nabucco* de Verdi, qui était purement distractif, c'est-à-dire qu'il était obsessionnel pour l'auteur de plaire. Ce n'est donc pas contradictoire avec le fait de diffuser un message et cela aura une importance historique majeure.

J'aurai deux autres petites réflexions rapides. Je pense à l'émotion. À un certain moment, à l'école, le mauvais côté de l'influence du structuralisme (même si je sais que je m'en réclame moi-même) sur l'enseignement, avec la déstructuration des textes et leur réduction à l'analyse structurale, a été terrible. J'ai vu des enfants qui n'avaient plus de plaisir, de rapport affectif, et tout devenait froid. Cela a donc été terrible. C'est un élément de réflexion.

Je faisais tout à l'heure allusion à *Zadig*. Quand j'ai fait ce dictionnaire un peu incorrect, pour dire des choses qu'on n'ose pas dire, je pensais à un opéra de Mozart, qui s'appelle *La Clémence de Titus*. Quand il a écrit cet opéra, plutôt à la fin de sa vie, il n'avait aucune envie de le faire, mais il s'agissait en fait d'une commande, alors qu'il avait besoin d'argent ; on lui commande donc un opéra à l'ancienne, à la façon de Rameau. On sent que ce n'est pas son domaine et, pour dire la vérité, c'est extrêmement rasoir. Non seulement on ne peut pas le dire, parce qu'on ne peut pas dire que Mozart a écrit un opéra ennuyeux, mais j'ai vu le processus, où des « intellectuels », au sens un peu caricatural, ont commencé à dire que c'était le meilleur opéra de Mozart, justement parce qu'il était ennuyeux !

Ceci par opposition à tout ce que je viens de vous dire.

Quand Eugène Sue veut faire passer la prise en compte de la question sociale, peut-être pour la première fois radicale, il écrit *Les Mystères de Paris*. Le récit paraît en feuilleton dans les journaux et les gens se rendent dès le matin à l'imprimerie parce qu'ils veulent la suite ! Pour Eugène Sue, il n'y avait pas de contradiction entre cette fonction formidable intellectuelle, subversive et sociale, et le fait qu'il fallait intéresser. Cela a toujours été ainsi. Dans les usines, à l'époque, beaucoup de gens

étaient analphabètes. Des ouvriers lisaient *Les Misérables* et tous les autres autour écoutaient chaque jour. Un rapport de police disait même alors que c'était très dangereux.

Nous sommes ensuite passés dans le processus inverse. J'avais un père comme cela. C'était un homme absolument admirable, mais il y avait chez lui une tendance où, plus c'était pénible, plus cela faisait mal et plus, forcément, c'était bien. Cela a été absolument terrible. Il faut redécouvrir cette fonction où plus on a quelque chose de profond à dire et plus il faut aller loin dans la recherche de création du plaisir, pour appeler les gens à rentrer dans ce propos.

Catherine TASCA. — Vous rejoignez la philosophie de Fatou.

Vous avez sans doute envie d'ajouter quelques mots, mais un peu brièvement pour nous permettre ensuite un petit échange.

Fatou DIOME. — Je suis tout à fait d'accord : le divertissement peut être le lieu d'expression des problématiques sociales et politiques. À l'époque où *Nabucco* a été créé, l'Italie était sous domination autrichienne, mais on pouvait aller là-bas sans oser faire un discours politique et inspirer tout de même une révolte.

Je voulais aussi parler du langage, qui n'est jamais neutre. Le mot « divertissement » a quelque chose de « bourgeois » – pardonnez-moi ce terme – car ce sont les personnes aisées qui se divertissent. En effet, les classes populaires n'ont pas le temps de penser et de concevoir le divertissement de cette manière et ont alors tendance à s'amuser avec ce qu'elles trouvent à proximité.

Je voudrais ainsi insister sur une certaine sémantique. Dans les couches populaires, on dit : on sort ce soir. Dans les classes sociales riches, on dit : nous allons à l'opéra ce soir, nous allons au théâtre, nous avons un concert. Il y a, par conséquent, une précision dans les termes utilisés, qui contient également une intimidation. En France, quand on invite des gens à l'opéra, certains n'osent pas, ajoutant que ce n'est pas pour eux. Je trouve que j'ai eu une chance formidable car, quand j'ai débarqué, je ne savais pas à quelle classe j'appartenais !

Rien n'était interdit : je pouvais aller voir un concert de rap et aller le lendemain à l'opéra ; ce n'était pas contradictoire et les deux me nourrissaient différemment. Alors qu'ici, quand quelqu'un habite dans les cités, le simple fait de passer devant l'opéra est déjà intimidant.

Comment voulez-vous que les gens poussent la porte ?

De ce fait, le divertissement a tendance à être péjoratif, surtout dans la bouche de l'élite cultivée, qui considère l'amusement des classes populaires comme quelque chose de basique, de simplement distrayant et pas instructif, alors qu'une personne peut se nourrir en écoutant MC Solaar comme une autre « prendra son pied » en écoutant Mozart – je le dis exprès.

Je pense aussi aux lectures à l'école. Quand j'étais petite, il y avait des lectures interdites et d'autres autorisées. Les lectures interdites étaient celles qui étaient méprisées. Les autres, autorisées, étaient celles qui étaient respectées et valorisées. Or, tous les chemins menant à Rome, déchiffrer le livre interdit ou le livre autorisé revenait à déchiffrer tout bêtement la langue française. Le but était d'abord d'apprendre. Pourvu que l'on se cultive ! Passer par Britney Spears pour arriver à la Callas, c'est peut-être bien, mais des gens devraient aussi passer par la Callas tout en comprenant qu'il y a aussi Britney Spears !

Catherine TASCA. — Je voudrais revenir un petit instant à ce qui était un des objets forts de la rencontre, à savoir l'émergence d'Internet dans cet ensemble.

Dans ce qu'a dit Olivier Donnat, une chose m'a beaucoup frappée et me paraît mériter débat : c'est l'opposition qu'il a fait entre les politiques culturelles d'avant Internet, qui auraient été des politiques verticales, et Internet qui introduirait l'horizontalité ; c'était dans son esprit par rapport à l'objectif de démocratisation.

Je voudrais tout de même souligner que ces politiques, que vous qualifiez de verticales, ont toujours eu comme objectif, dès l'après-guerre, une démocratisation ouverte à tous. Ainsi, l'ambition du partage, de l'accès de tous à la culture, était présente, même si on peut discuter des moyens qui ont été mis en place.

Quant à l'horizontalité, telle que vous la décrivez, cela m'interroge. Cela rejoint d'ailleurs ce que vous dites sur les experts, sachant que lorsque vous en parlez, cela inclut aussi les artistes, c'est-à-dire ceux qui ont atteint une grande maîtrise dans une discipline. L'horizontalité est assurément beaucoup plus grande grâce à Internet, en termes d'accès aux œuvres et éventuellement de participation au processus créatif. Est-ce que cela revient à gommer complètement le concept de l'œuvre qui sort du lot ? Ou à éliminer complètement la place de l'artiste, de l'expert

dans la cité? Je n'en suis pas si sûre.

Autrement dit, je pense qu'il y a là un formidable outil de démocratisation dans l'accès à toutes les ressources culturelles. Il y a peut-être, mais nous n'avons pas ici le recul, un instrument nouveau pour la création; c'est possible et nous le verrons chemin faisant. Toutefois, je ne pense pas que cela arrive jusqu'à nier l'existence des Mozart de demain ou des grands écrivains du futur.

Horizontalité et verticalité, c'est là aussi plus complexe qu'il n'y paraît.

Jean-François KAHN. — Je voudrais faire une petite remarque... grave! Aujourd'hui, nous connaissons une crise de la presse. Vous n'imaginez même pas le cataclysme que cela représente, car les gens ne lisent plus. Et bien, pour bon nombre de raisons, y compris Internet, les téléphones portables, les SMS, les messages, etc., les lecteurs de moins de 35 ans, pour une grande partie, ne comprennent tout simplement pas ce qu'on écrit. Les phrases, telles qu'on les fait, qu'on les a apprises à l'école, c'est-à-dire cicéroniennes, avec les incidences, etc., sont totalement incompréhensibles, y compris par mon fils qui a pourtant fait des études supérieures. Ils ne connaissent pas une grande partie de nos mots – d'ailleurs, nous ne connaissons pas non plus une partie de leurs mots!

Nos références historiques (le partage de Yalta, la SFIO, etc.), ils ne savent pas ce que c'est. Et quand on dit aux journalistes qu'ils ne peuvent pas continuer de cette façon, car on ne les lit pas ou on ne les comprend pas, ceux-ci répondent: voulez-vous que l'on abaisse le langage, qu'on se mette au même niveau?

Or, à la fin du Moyen Âge, de la même façon, les élites parlaient un vieux français encore latinisé, mais que personne ne comprenait plus. Une révolution, qui s'appelait la Pléiade, a inventé un nouveau langage, qui a permis tout à coup aux gens de comprendre. Un siècle après, Malesherbes a aussi inventé un nouveau langage, et personne aujourd'hui n'aurait l'idée de dire que la Pléiade ou Malesherbes ont abaissé le langage pour le réduire au niveau de la rue et du ruisseau! Je pense que la révolution dans le langage, que l'on fait pour des raisons également technologiques, tel que l'ont fait la Pléiade et Malesherbes, il faut la faire aujourd'hui!

Catherine TASCA. — Bien que nous n'ayons qu'une dizaine de minutes, y a-t-il des questions?

Jean-Pierre de LAUNOIT. — Je propose en effet deux questions parce que nous avons encore des intervenants, dont certains sont arrivés. Puis, nous voudrions aussi tirer rapidement les conclusions de ces journées du colloque. S'il y avait deux questions, aussi pertinentes et pointues que possible, ce serait tout à fait magnifique de votre part.

M. Joël HAKIM (Président de l'Alliance française de Sydney). — Je suis un peu frustré, parce que vous avez commencé à parler du divertissement habituel, c'est-à-dire des jeux à la télévision, du fait que l'émission de Pivot avait disparu, mais ensuite cela a été un peu oublié dans le débat. Or, c'est tout de même très important. Dans « culture et divertissement », il y a : je participe ou je ne participe pas, et je reçois. Je crois que l'invasion des jeux, c'est justement le fait de ne pas participer : on regarde les autres participer ; on reçoit sans être partie prenante de ce qui se passe. Tandis que dans la lecture ou en écoutant de la musique, on participe, on ajoute quelque chose que l'on donne. J'aurais donc aimé avoir un peu l'avis des spécialistes.

Olivier DONNAT. — Je suis tenté de voir les choses de manière opposée, au contraire.

Je pense que les évolutions technologiques, depuis trente ans, ont donné aux consommateurs, aux lecteurs et aux téléspectateurs les moyens d'intervenir sur les contenus.

La télécommande, par exemple, est une rupture anthropologique majeure : pour la première fois, on regarde un spectacle avec un outil redoutable dans la main, qui permet d'interrompre celui qui parle ou d'interrompre le film pour voir autre chose. D'une certaine manière, la souris, dont dispose tout internaute à la main et qui lui permet d'aller d'un site à l'autre, est dans le prolongement de la télécommande. Cela crée, du même coup, un rapport complètement différent entre ceux qui ont la parole et ceux qui la reçoivent.

C'est un des éléments pour lequel j'évoque l'horizontalité : cela rétablit un peu l'équilibre, dans la mesure où les outils technologiques donnent au récepteur les moyens d'interrompre le discours continu de celui qui parle.

Je compléterai un peu, car nous sommes au cœur du sujet. On l'avait auparavant au théâtre et les codes sociaux l'ont fait disparaître. Au XVIII^e siècle, les spectateurs pouvaient interrompre les acteurs, voire les

apostropher et se mettre à siffler, claquer, etc. Cela revient à la notion de culture chaude et culture froide. Un sociologue, Bernard Lahire, a développé cette notion, dans laquelle un des effets peut-être négatif de la politique culturelle, en dépit de tous ses aspects positifs, est que cela a excessivement refroidi la culture et a ainsi privé les consommateurs d'être acteurs des spectacles auxquels ils assistaient.

Catherine TASCA. — Cela dépend aussi beaucoup du public. Nous ne l'avons pas abordé, dans la mesure où il s'agit d'un sujet énorme, mais il y a également tout le problème des enfants téléspectateurs ou utilisateurs de « machines ». Sont-ils acteurs du point de vue de l'activité de l'esprit ?

INTERVENANT. — Une émission avait cours il y a quelques années sur *France Culture*, à des moments inattendus, et était à mon avis d'autant plus agréable pour cette raison. Elle durait au maximum cinq à dix minutes et s'appelait *Poésie sur parole*: on faisait réciter un poème par un bon diseur pour passer ensuite à autre chose. Personnellement, je regrette beaucoup que cela ait disparu. Une explication peut-elle être donnée, parmi les personnes de la tribune, sur la disparition de *Poésie sur parole* ?

Catherine TASCA. — Un rituel, sur tous les médias, est la recombinaison des grilles, pas forcément tous les ans, mais en tout cas périodiquement. Tous les responsables d'antennes, qu'il s'agisse de radio ou de télévision, repensent leurs grilles, sachant qu'il y a toujours des victimes au moment des recompositions. Je ne peux pas vous dire pourquoi celle-ci est tombée.

Jean-François KAHN. — Il y a une raison: ils disent maintenant qu'il y a Arte. J'aime beaucoup Arte; toutefois, cela a joué un rôle négatif dans le sens où cela présente un alibi terrible.

Catherine TASCA. — Arte est un plus, mais elle n'est pas un alibi. Pour terminer notre rencontre, Fatou nous propose un moment qui va vous faire plaisir.

Fatou DIOME. — Ce n'est pas sûr... Vous craignez le pire? Vous avez raison!



Chez moi, on dit qu'on peut chasser les poules et dire en même temps ce que l'on pense. Ce que je vais réciter a été écrit en 2003. Certains d'entre vous l'ont peut-être entendu, je suis désolée pour eux. C'est une réponse à une question, car l'artiste n'échappe pas à son contexte. Alors pardonnez-moi.

« Chez moi ou chez l'autre

Être hybride. L'Afrique et l'Europe se demandent, perplexes, quel bout de moi leur appartient. Je suis l'enfant présenté au sabre du roi Salomon pour le juste partage. Exilée en permanence, je passe mes nuits à souder les rails qui mènent à l'identité. L'écriture est la cire chaude que je coule entre les sillons creusés par les bâtisseurs de cloisons des deux bords. Je suis cette chéloïde qui pousse là où les hommes, en traçant leurs frontières, ont blessé la terre de Dieu...

Lorsque, lasse d'être plongée dans l'opaque repos nocturne, les pupilles désirent enfin les nuances du jour, le soleil se lève inlassablement sur des couleurs volées à la douceur de l'art pour borner le monde. Le premier qui a dit: celles-ci sont mes couleurs, a transformé l'arc-en-ciel en bombe atomique et rangé les peuples en armées. Vert, jaune, rouge, drapeau sénégalais, ou bleu, blanc, rouge, ce sont des barbelés. Évidemment, je préfère le mauve, cette couleur tempérée, mélange de la rouge chaleur africaine et du froid bleu européen.

Qu'est-ce qui fait la beauté du mauve : le bleu ou le rouge? Et puis, à quoi sert-il de s'en enquérir si le mauve vous va bien? Le bleu et le rouge, les champs et les loups, je les ai dans la tête. Je les emporte

partout avec moi. Où qu'on aille, il y aura toujours des champs et des loups, ce n'est pas une question de frontières.

Identité.

Je cherche mon pays, là où on apprécie l'être additionné, sans dissocier ses multiples strates.

Je cherche mon pays là où s'estompe la fragmentation identitaire.

Je cherche mon pays là où les bras de l'Atlantique fusionnent pour donner l'encre mauve qui dit l'incandescence et la douceur, la brûlure d'exister et la joie de vivre.

Je cherche mon territoire sur une page blanche. Un carnet, ça tient dans un sac de voyage. Alors, partout où je pose mes valises, je suis chez moi, comme aujourd'hui à Paris.

Aucun filet ne saura empêcher les algues de l'Atlantique de voguer et de tirer leur saveur des eaux qu'elles traversent. Racler, balayer les fonds marins, tremper dans l'encre de seiche, écrire la vie sur la crête des vagues, laisser souffler le vent qui chante mon peuple marin. L'océan ne berce que ceux qui l'appellent, j'ignore l'amarrage.

Le départ est le seul horizon offert à ceux qui cherchent les mille écrins, où le destin cache les solutions de ses mille erreurs.

Dans le rugissement des pagaies, quand ma mamie maman murmure, j'entends la mère déclamer son ode aux enfants tombés du bastingage. Partir, vivre libre et mourir comme une algue de l'Atlantique. Être chez moi partout sans montrer ma carte d'identité à Éric Besson!»

Merci.





Interventions



Il est toujours un peu difficile de parler en étant parmi les derniers intervenants d'une merveilleuse session. Ces trois jours ont été vraiment exceptionnels.

Je vais faire une introduction sur le Cordon bleu, une école de cuisine privée, dans la formation et non dans l'éducation. Pourquoi le Cordon bleu est-il devant vous?

En fin de compte, nous avons de nombreux points communs avec l'Alliance française. C'est pourquoi le président Blanpain, qui a été le responsable de l'Alliance française (il a été 35 ans secrétaire général et 15 ans président) m'avait demandé de rentrer au conseil d'administration en 1993.

Je vous confierai en conclusion quelques pistes de réflexion sur ce qu'il est important de préserver au sein de l'Alliance française pour son futur.

Nous avons effectivement des points communs avec l'Alliance française. Nous avons une histoire étonnante, même si elle est moins prestigieuse que celle de l'Alliance française. Nous sommes la plus vieille école de cuisine de Paris.

Nous sommes allés à Londres en 1933, aux États-Unis en 1942. Nous étions les seuls à être accrédités pour aider les soldats américains à revenir dans la vie professionnelle. Beaucoup d'Américains sont venus à ce moment-là en France. Parmi eux, la seule femme, Julia Child, est la protagoniste du film *Julie & Julia*, qui vient de sortir sur nos écrans. Meryl Streep est passée à l'école du Cordon bleu. Elle a suivi les traces

d'Audrey Hepburn qui était aussi venue au Cordon bleu à l'occasion du film *Sabrina*.

Il s'agit donc d'une école prestigieuse à l'étranger, mais, disons-le, inconnue en France.

Cette histoire est un peu en parallèle avec une reconnaissance forte aujourd'hui, un peu comme l'Alliance française qui est mal connue en France et extraordinairement prestigieuse au niveau international, toutes proportions gardées, bien sûr.

Les premiers chefs chinois à sortir de Chine continentale, en 1994, sont venus en France. J'en suis d'autant plus fier qu'ils sont venus au Cordon bleu.

Pour les Jeux Olympiques de Sydney, nous avons fait un partenariat à 50/50 avec le gouvernement australien.

Sur les dix dernières années, nous avons réussi à être le n°1 de la formation culinaire aux États-Unis, avec 17 écoles et un peu plus de 10 000 étudiants. Cela se sait peu, mais c'est un système français qui éduque la majeure partie des chefs pour la partie écoles privées, sur les fonds de Washington.

Au-delà de l'histoire prestigieuse, de la reconnaissance d'aujourd'hui et du fait d'être l'un des leaders mondiaux de la formation culinaire, nous sommes un organisme au service du développement.

L'année dernière, au Petit-Palais, je disais mon étonnement de voir Jacques Séguéla, qui fait profession d'être agnostique, publier un livre sur une missionnaire au Congo pendant plus de 60 ans : *Sœur Courage*. Dans ce livre, sœur Marguerite dit qu'en fin de compte, deux choses sont essentielles pour aider les gens qui sortent du sous-développement. La première est l'éducation primaire : savoir lire et écrire. Elle ajoutait que la deuxième chose la plus importante était l'enseignement du français.

Il convient que nous ayons bien cela en tête lorsque nous faisons tous nos efforts pour la promotion de la langue française et de la culture française, et, par-là même, pour les valeurs de la République.

Nous avons nous-mêmes la chance de nous développer dans le secteur des arts culinaires : la restauration, l'hôtellerie, le tourisme, qui représentent 8% des emplois de la planète. C'est, de très loin, la source d'emploi la plus intéressante au niveau international. Il se trouve que, presque par hasard, le Cordon bleu s'est trouvé être l'une des ancres dans ces formations. Nous nous sommes développés dans le monde entier.

Il est intéressant de voir qu'il s'agit non seulement d'un gisement d'emplois, mais aussi d'un gisement de sources financières qui vont du Nord jusqu'au Sud, avec, à la clef, des formations à tous niveaux, du grand chef au commis ou au gestionnaire d'hôtel. C'est ainsi que nous nous développons, au Cordon bleu. Nous sommes à 50% dans le monde culinaire et à 50% dans la gestion hôtelière et de restauration. Nous essayons de faire maintenant de la gestion à plusieurs niveaux.

Nous avons d'un côté le Cordon bleu, avec les élites de nombre de pays, et un autre côté à but non lucratif : Cordon Pro, Cordon Tech... Je vois d'ailleurs Agustín, le représentant émérite du Mexique. Nous avons 40 écoles.

Voilà le genre de choses que nous faisons. Nous avons également des restaurants d'application à but non lucratif, que nous avons parfois développés avec le ministère des Affaires étrangères. Tous les six mois, nous recevons des étudiants, tous boursiers et tous rémunérés, pour les former.

Dans son œuvre pour la langue, la culture et les valeurs, l'Alliance française ne souligne peut-être pas assez ce côté que nous privilégions dans le monde de la cuisine et de la convivialité, qui est cette joie, cette gaieté, cet art de vivre autour de la table. Il est extraordinaire de voir que la France a le souci de parler d'art de vivre, donc de mettre l'art dans le style de vie. Si on parle en « anglosaxophone », on emploie les termes de *life style*. Je trouve merveilleux que les Français aient le souci de bien mettre le mot « art de vivre » dans la locution.

Je voudrais souligner que la langue de la cuisine reste la langue française. Nous publions le premier manuel de formation technique française. Je crois qu'il existe une identité culturelle de la cuisine très forte pour chaque nation. Cependant, les techniques françaises sont au service de l'ensemble des cuisines. Nous avons du mal à traduire, d'ailleurs. Nous les laissons en français sur nos manuels, qui sont souvent n° 1, comme aux États-Unis. Rappelons-nous que les mots « menu », « bain-marie », « biscuit », « blanchir », « braiser », « brunoise », « julienne », « canapé », « consommé » restent, dans beaucoup de pays, des locutions françaises. Nos chefs, généralement français, ne les traduisent pas.

Je voudrais souligner à quel point nous sommes privilégiés, en France, d'être un carrefour de l'Europe et, parfois, bien au-delà de l'Europe. On ne s'en rend pas suffisamment compte. Non seulement nous avons une

richesse d'ingrédients extraordinaire (sans parler des vins), mais notre cuisine est à la fois catalane, basque, de la Côte d'azur, jurassienne, alsacienne, lorraine... chacun peut choisir. Non seulement nous avons des cuisines régionales, mais celles-ci sont des cuisines nationales qui ont été «sophisticquées» par Paris. En fin de compte, parler de la France et de la cuisine est un plaisir de l'esprit.

Je pourrais aussi en parler du point de vue de l'histoire de la cuisine et, en même temps, de l'Histoire elle-même. Catherine de Médicis a importé la fourchette de ses principautés du nord de l'Italie. Nous voyons donc l'évolution.

Je voudrais juste citer une petite anecdote: on oublie trop souvent que l'éclosion des restaurants au Palais-Royal dépend de la Révolution, puisque les familles princières et aristocratiques, quasiment toutes ensemble, ont commencé chacune leur restaurant au Palais-Royal au début du XIX^e siècle, d'où une démocratisation dont j'aurais plaisir à souligner certains côtés.

Je voudrais aussi mettre en avant un côté merveilleusement intellectuel français. Tout le monde connaît le Code civil. Nous avons un goût pour codifier un certain nombre de choses, en France. Ce sont les Français, très tôt, qui ont eu le plaisir de faire codifier la cuisine. Peu d'autres pays ont eu ce souci. D'ailleurs, peu de pays ont autant publié que la France.

Je crois que c'est un des traits de l'esprit français: non seulement nous avons eu plaisir à codifier la science culinaire, mais nous considérons aussi le chef comme un artiste. C'est un artisan, et il y a aussi le mot «art» dans le mot «artisan». En France, le chef n'est pas vu comme celui qui nourrit, mais véritablement comme un artiste. Le monde entier nous a emboîté le pas. Parmi les gens qui passent à la télévision, ceux qui gagnent le plus d'argent sont, bien sûr, les sportifs et juste après, les chefs.

Je souhaitais vous parler des valeurs de la convivialité, du plaisir et de la joie de vivre, mais le temps qui m'est imparti est trop court pour que je puisse développer tout ce que j'aurais aimé vous dire.

Néanmoins, je voudrais vous dire quelques mots de mes 17 ans de présence au Conseil d'administration. J'ai donné ma démission plusieurs fois, parce que je trouve anormal d'y passer autant de temps sans que du sang neuf vienne rafraîchir les idées. J'aimerais souligner quatre ou cinq points qui, à mon avis, méritent d'être défendus dans le futur.

Pour le premier, je me reporte à une intervention que j'avais faite lors

d'une invitation du sympathique Alain Marquer, il y a quelques années, sur l'importance de la marque Alliance française et de ses attributs. D'ailleurs, je porte la cravate Alliance française!

Il est très important d'intellectualiser la nécessité de défendre cette marque, dans un monde où il y a de plus en plus de prédateurs — des prédateurs tout à fait savants, d'ailleurs. Aujourd'hui, les marques se valorisent en dizaines de millions d'euros, en centaines de millions d'euros. Pour ma part, je crois que la marque Alliance française est probablement au-delà des centaines de millions d'euros. Cela vaut le coup de bien y réfléchir. C'est l'un des soucis de la Fondation. Nous sommes dans un monde de Code civil, mais aussi dans un monde d'usages, et c'est l'usage qui l'emporte sur l'enregistrement. D'ailleurs, les Français arrivent à diffuser leur point de vue sur le droit. Cependant, il est vrai qu'il y a des menaces. Il convient donc de bien voir l'importance de la marque. C'était le premier point.

Le deuxième point porte sur l'importance d'une bonne gouvernance à l'Alliance française. Cela n'a pas toujours été le cas, j'en suis le témoin. Je me suis exprimé sur ce sujet dans d'autres instances et je crois avoir été entendu.

Il est absolument indispensable d'avoir une fusion de deux points de vue qui ne sont pas évidents à fusionner: il faut une vraie vision culturelle, à long terme, et, en même temps, la compréhension d'une gestion entrepreneuriale. Il est remarquable d'avoir deux personnes aussi exceptionnelles que Jean-Claude Jacq et Jean-Pierre de Launoit. Je le dis sans aucune flatterie. Je suis indépendant, c'est pourquoi j'ai une grande longévité. Je dis souvent tout haut ce que certains pensent tout bas. Je pense qu'avec Jean-Pierre de Launoit et Jean-Claude Jacq, vous avez un couple exceptionnel, qui personnifie bien ce double souci et cette double casquette. Ils ont vraiment fait des choses totalement impossibles.

Je souhaite souligner que très souvent, à l'Alliance française, on pense que les choses sont relativement simples et qu'elles ne sont pas fragiles. Si, elles sont fragiles. Nous sommes dans un monde dont les relents jacobins restent puissants, où la décentralisation n'est pas toujours très bien vécue. Il est nécessaire de bien marquer cette indépendance d'association libre, avec des gens libres. Le Conseil d'administration se doit d'être le garant de cette indépendance.

Quand je ne serai plus là, je compte sur vous pour que les choses conti-

nuent, pour que vous ayez la sagesse de soutenir de telles personnalités.

À la Fondation, nous avons le souci de vraiment soutenir le réseau. Je lisais que parmi nos trois missions, il y avait celle de fédérer et d'animer le réseau mondial. C'est probablement un Belge qui a écrit le mot «fédérer». Un Suisse aurait sans doute écrit «confédérer». Je crois qu'en fin de compte, nous sommes plus une confédération qu'une fédération, mais il est vrai que nous avons besoin de confédérer et d'animer.

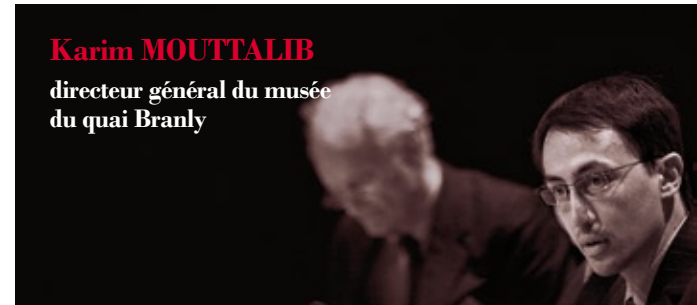
Le deuxième souci (et M^{me} Fabre l'a illustré avec talent) est de professionnaliser, de donner les compétences et d'aider les expertises, à votre niveau. Ce souci de la Fondation est extrêmement présent et je souhaitais en être le témoin devant vous.

En tant que Cordon bleu, nous sommes à la fois à Beyrouth et en Israël. J'ai un accord avec les trois écoles hôtelières d'Arabie Saoudite et j'ai nommé une ancienne étudiante sunnite responsable pour coordonner les trois recteurs, qui ne veulent pas parler à une femme.

À l'Alliance française comme partout, il y a vraiment besoin de promouvoir la diversité et le respect profond du côté local. J'ai été ému tout à l'heure par cette merveilleuse prestation. La question de l'identité nationale me semble mal posée. J'aurais préféré qu'on pose la question de la préservation des valeurs de la République française, avec ce souci de valeurs universelles.

Je crois que l'Alliance française se doit d'aider la réflexion, à tous niveaux. Je pense à cette merveilleuse phrase de Raymond Aron: «chaque génération réécrit son histoire.»

L'Alliance française a aidé, après la défaite de Sedan, à ce que les forces prussiennes n'imposent pas trop leurs valeurs. Je crois qu'on assiste aujourd'hui à l'apparition de nouveaux obscurantismes. Certaines valeurs, qui allaient de soi en tant que valeurs universelles, sont combattues et débattues. L'Alliance française se doit de renforcer encore sa présence intellectuelle. Je compte sur l'Alliance française pour continuer longtemps cette présence et cette richesse.



Karim MOUTTALIB
directeur général du musée
du quai Branly

Je sais que ce n'est pas forcément l'endroit ou le moment, mais je voudrais souligner le professionnalisme particulièrement abouti de vos équipes.

Par ailleurs, je voudrais rebondir sur les propos de M. Cointreau, qui a parlé de diversité et de dialogue. C'est une transition parfaite avec le quai Branly et les valeurs qu'il défend.

Tout d'abord, je voudrais vous dire que je suis très heureux et très honoré d'intervenir devant vous aujourd'hui, en lieu et place de M. Stéphane Martin, président du musée du quai Branly, qui est actuellement à l'étranger. Je sais que la journée a été longue et qu'il m'incombe la lourde tâche de clôturer, en tant que dernier intervenant.

Avant que vous puissiez en profiter pleinement ce soir, je souhaite vous présenter brièvement le musée du quai Branly. Il s'agit d'une jeune institution, ouverte depuis trois ans et demi. Tous ne la connaissent pas.

Je voudrais également souligner les liens qui se sont noués au cours des trois premières années avec les Alliances et lancer quelques demandes de renforcement de ces liens, car les synergies entre le musée et les Alliances sont réelles. D'ailleurs, le thème du colloque d'aujourd'hui rejoint certaines des préoccupations du musée.

Comme le réseau des Alliances françaises, une des vocations du musée est de favoriser le dialogue des cultures. D'ailleurs, je rebondis sur ce que disait M. Jacq: ce n'est pas le musée des Arts premiers. Le musée du quai Branly porte le nom géographique de l'endroit où il est implanté, peut-être en attendant un autre nom plus tard. Je ne sais pas. En tout cas, il n'a, à aucun moment, le sous-titre de «musée des Arts premiers».

La devise qui a été choisie officiellement comme sous-titre est : « le lieu où dialoguent les cultures ».

Pour ceux d'entre vous qui n'ont pas encore eu l'occasion de venir visiter le musée, nous venons de passer, il y a quelque temps, le 5 000 000^e visiteur en trois ans. Nous tournons à environ 1,5 million de visiteurs par an, ce qui est très bon : cela en fait le quatrième musée parisien.

Je rappelle l'histoire de sa création. Dès son élection comme Président de la République, en 1995, Jacques Chirac a annoncé son intention de favoriser la création d'un musée qui serait destiné à regrouper deux collections : les collections de l'ancien musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie, devenu maintenant la Cité de l'Immigration, et les collections du laboratoire d'ethnologie du musée de l'Homme, soit à peu près 300 000 œuvres. C'est un chiffre assez colossal au regard des collections françaises. Le Louvre doit avoir 350 000 numéros d'inventaire et Orsay doit en avoir 60 000 à 70 000.

Vu les collections en question, nous sommes détenteurs de ce qui est le patrimoine de l'humanité. La question de la mise à disposition de ce patrimoine vers l'extérieur est pour nous un sujet primordial.

À sa création, Jacques Chirac a donné à ce musée deux missions très claires : la première est de préserver et de conserver les collections d'œuvres d'art ; la seconde est de favoriser la recherche sur les œuvres d'art en question et sur les sociétés dont elles proviennent, pour avoir un nouveau regard sur ces arts considérés, à l'époque, comme des arts lointains, voire des arts premiers, et privilégier le respect et le partage des cultures. C'est d'ailleurs une des missions que la Fondation Jacques Chirac s'est également assignée.

La décision de créer cette institution relève d'un geste symbolique fort : tout d'abord, reconnaître que l'art occidental n'est pas le centre de gravitation unique de l'art. Les arts premiers recouvrent plutôt les arts non occidentaux. Quand on demande : « qu'est-ce qu'un art premier ? », on peut répondre « un art non occidental. » En fait, lorsqu'on essaie de traduire le mot « premiers » dans des langues autres que le français, on se heurte très vite à des difficultés. On obtient des termes comme « primitifs », « premiers » au sens ordinal... C'est incompréhensible. Il faut plutôt parler d'arts non occidentaux.

En réalité, le musée dit qu'il conserve des collections venant de quatre continents, c'est-à-dire de tous les continents à l'exclusion de l'Europe. Il y a déjà suffisamment de musées qui traitent de ce sujet à Paris.

Le premier point était donc de reconnaître cette place des arts non occidentaux. Le second point était de tenir compte du fait que la France a une histoire intimement liée à celle des pays où sont nées ces œuvres.

En pratique, dans le cadre de ce dialogue des cultures, le Musée accueille chaque année les œuvres dont nous venons de parler et des expositions. Nous venons d'en clôturer une sur le Mexique, qui a été le plus gros succès du musée jusqu'ici, avec 235 000 visiteurs.

Nous avons aussi beaucoup d'actions en faveur des artistes, des écrivains et des scientifiques qui viennent présenter leurs travaux et leurs œuvres au musée.

Le financement du musée est effectué à 50 % par le ministère de la Culture et de la Communication (ce qui est assez rare dans le milieu culturel) et à 50 % par le ministère de la Recherche. Il existe deux départements : le département du patrimoine et des collections ; et le département de la recherche.

Par ailleurs, le musée se vit comme une cité culturelle. Il offre différents espaces que vous aurez l'occasion de découvrir tout à l'heure, dont un auditorium assez impressionnant dessiné par Jean Nouvel.

Depuis l'inauguration en 2006, plusieurs activités ont été réalisées en collaboration avec le réseau des Alliances. J'en citerai trois.

La première est la plus pérenne : nous accueillons régulièrement des bibliothécaires, membres du réseau des bibliothèques des Alliances françaises, pour des stages ou des recherches dans notre département de recherche et notre médiathèque, qui est la médiathèque de référence en France dans le domaine ethnologique.

Une autre action est très importante, notamment pour le musée : en 2007, le président du musée du quai Branly a donné un cycle de conférences au sein des Alliances françaises, en Amérique du Nord. Il conduira un exercice similaire cette année en Slovaquie, grâce aux Alliances françaises. C'est pour nous l'occasion de présenter le musée, la politique culturelle française en ce domaine, et de nouer des liens avec les institutions des pays où sont implantées les Alliances.

Enfin, il existe une sorte de fil rouge : depuis 2008, le département des relations internationales au sein du musée essaie de présenter les activités de coopération du musée avec les différents pays. Pour être plus clair, le Président de la République a renouvelé sa confiance en Stéphane Martin en décembre 2009, pour cinq ans. Un des points forts de son prochain mandat sera l'augmentation du rayonnement interna-

tional et de la politique de coopération internationale du musée. C'est pour nous un point essentiel.

Voilà, en quelques mots, ce qui existe déjà. Nous voyons le réseau des Alliances françaises comme un excellent vecteur de diffusion de la culture et de l'actualité françaises à l'étranger. C'est d'autant plus important que dans certains pays, les Alliances françaises sont un des rares, voire le seul relais des cultures d'ailleurs.

Je propose de lancer quelques idées, de nous intéresser à ce que nous pourrions imaginer pour les années à venir. Si certains d'entre vous le souhaitent, nous sommes prêts à recevoir des professionnels en stage au musée ou à venir dans les Alliances présenter nos activités.

En pratique, nous pourrions également envisager d'enrichir les fonds de certaines de vos bibliothèques en donnant accès à nos publications, puisque 50% de nos activités concernent la recherche et génèrent des publications, des catalogues et une revue d'anthropologie de référence, qui pourrait être diffusée encore plus largement qu'elle ne l'est actuellement. N'hésitez pas à nous adresser vos demandes.

Je sais que la présente journée a été consacrée à des sujets tournant autour de la numérisation et d'Internet. Le musée du quai Branly est sûrement un des musées ayant le plus pris en main cette question de la numérisation: il a eu la chance d'être créé récemment, de recevoir quasiment d'un bloc 300 000 œuvres des deux précédents musées et de lancer, *ab initio*, un chantier de numérisation de ses œuvres. Depuis trois ans et demi, nous avons rangé les 300 000 œuvres et nous en avons profité pour les numériser, essentiellement en les photographiant en haute définition sous plusieurs angles. Nous avons donc un patrimoine numérique très important.

Pour nous, la prochaine étape est la numérisation de photos et dessins d'expéditions du XIX^e siècle. Nous en avons environ 7 000, le prix est donc assez élevé. Nous espérons le faire financer en partie par le grand emprunt qui doit allouer, normalement, 750 M€ pour l'ensemble des établissements.

La question de la diffusion de ce patrimoine numérique est tout aussi importante. À défaut de mettre les collections elles-mêmes dans les pays d'origine, le but du musée est de mettre à disposition l'ensemble de ces collections, au moins sous forme numérique, et d'aller le plus loin possible: comme nous savons très bien que certains pays n'ont pas forcément accès au haut débit partout, nous avons lancé récemment

la mise à disposition de nos collections africaines numérisées sur des clefs USB, qui demandent des ressources très faibles, et nous les avons remises à l'école du Patrimoine africain pour une diffusion dans les musées et auprès de tous les acteurs du patrimoine africain.

Vue des musées, la numérisation est certainement un enjeu. C'est aussi une chance à saisir et un autre moyen de remplir notre mission de service public et notre mission de diffusion.

Au nom de toute l'équipe du musée du quai Branly, je suis très heureux de vous accueillir ce soir pour le cocktail de clôture et pour que vous puissiez visiter tranquillement nos collections permanentes.

**Les XXXII^e rencontres internationales de l'Alliance française
ont bénéficié du soutien de :**



Photos des XXXII^e rencontres internationales : Loïc Benoit
Graphisme : Julia Briend



UNE PUBLICATION RÉALISÉE PAR :

af
fondation
Alliance Française

Reconnue d'utilité publique

101 boulevard Raspail – 75270 Paris cedex 06 – France

Tél. : +33 (0)1 53 63 08 03 – Fax : +33 (0)1 45 44 52 10

Courriel : info@fondation-alliancefr.org

Site : www.fondation-alliancefr.org